

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
CRISE ÉCONOMIQUE
EN INDOCHINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 29 Octobre 1934, à 14 heures

PAR

ANDRÉ HIBON

Elève-Administrateur des Services civils de l'Indochine

Breveté de l'Ecole coloniale

Diplômé de l'Ecole nationale des Langues Orientales Vivantes

Président : M. MAUNIER, *professeur*.

Examineurs . { MM. PIROU, *professeur*.
PICARD, *professeur*.

PARIS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'IMPRIMERIE ET D'ÉDITION

17, RUE CASSETTE, 17

1934



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
CRISE ÉCONOMIQUE
EN INDOCHINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 29 Octobre 1934, à 14 heures

PAR

ANDRÉ HIBON

Elève-Administrateur des Services civils de l'Indochine
Breveté de l'Ecole coloniale
Diplômé de l'Ecole nationale des Langues Orientales Vivantes

Président : M. MAUNIER, *professeur*.

Examineurs : { MM. PIROU, *professeur*.
PICARD, *professeur*.

PARIS
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'IMPRIMERIE ET D'ÉDITION
17, RUE CASSETTE, 17

1934

* 37069



AVANT-PROPOS

Il est nécessaire, au début de cette étude, de prévenir le lecteur de trois choses :

L'auteur n'est jamais allé en Indochine. Mais il se destine à y faire sa carrière, et, depuis plusieurs années, ses études l'ont conduit à envisager les problèmes indochinois du double point de vue économique et colonisateur. Il s'est efforcé, au cours de cette thèse, de n'envisager que le côté économique, objectif peut-on dire, des diverses questions traitées.

Aussi n'a-t-il eu entre les mains que des documents officiels ou quasi-officiels. Il a essayé chaque fois de se rendre compte des opinions ou des désirs des Indochinois — européens ou annamites — sur les problèmes de leur propre pays ; mais la pleine réussite lui paraît douteuse.

Enfin, voulant faire œuvre d'économiste et non de polémiste, il s'est scrupuleusement abstenu de toute allusion politique — sauf peut-être dans sa conclusion.

La valeur de ce travail, il l'espère du moins, résidera dans son actualité ; et on doit le considérer comme un simple essai de mise au point de l'œuvre accomplie par la coopération française et annamite. OEuvre à laquelle l'auteur espère pouvoir collaborer le plus tôt possible.

L'INDOCHINE ET L'EFFORT FRANÇAIS AVANT LA CRISE

L'Indochine Française, notre plus belle colonie peut-être, et la plus évoluée en tout cas, a été arrêtée en plein essor agricole, industriel et commercial par la crise universelle ; et elle en souffre beaucoup.

Qu'il nous soit permis de rappeler brièvement ici que nous avons pris pied en Indochine sous le second Empire, presque malgré nous — comme tant d'autres colonies où nous avons ainsi débuté. A cette époque, la basse Cochinchine nous est cédée, mai le Mékong se révélant impropre à servir de voie de pénétration vers la Chine, convoitée commercialement depuis des siècles par toutes les nations, Francis Garnier cherche un passage par le Fleuve Rouge. Le mauvais vouloir des Annamites, des Chinois aussi dont l'Indochine était une ancienne colonie et qui voyaient d'un fort mauvais œil l'installation d'une nation européenne si près d'eux, lance contre nous les « Pavillons Noirs ». Nous fûmes obligés petit à petit de nous établir au Tonkin et en Annam. A son tour, le Cambodge, menacé par le Siam, devint notre protégé. Enfin, le Laos, bien plus difficilement accessible, sera pacifiquement conquis à une date plus récente.

Il va sans dire qu'aucune unité n'existait, avant notre arrivée, entre ces différents pays. Le Tonkin et l'Annam, antiques vassaux des empereurs de Chine, étaient encore, bien qu'ils en eussent secoué le joug au x^e siècle, fortement imprégnés de civilisation chinoise. D'ailleurs, si ces peuples parlaient l'annamite, ils ne possédaient pas d'autre écriture

que les caractères chinois, ce qui obligeait tous les lettrés à la connaissance de la langue chinoise, de sa littérature et de sa philosophie. Enfin, la religion pratiquée était le taoïsme, qui leur venait aussi de Chine. Au point de vue économique, le Tonkin et l'Annam, avec la Cochinchine qui avait été prise au Cambodge par l'Empereur d'Annam au xvi^e siècle, n'avaient de commerce qu'avec la Chine et le Japon.

Au contraire, le Cambodge, qui fut un grand royaume du viii^e au milieu du xv^e siècle, était nettement tourné vers l'Ouest. Par ses religions — Brahmanisme puis Bouddhisme, — par sa langue qui dérive et du Sanscrit et du Pāli, par sa civilisation et son architecture grandiose que l'Exposition Coloniale fit connaître au grand public ; tout enfin rattache le Cambodge à l'Inde. Inutile d'ajouter que Annamites et Cambodgiens n'entretenaient à notre arrivée que des relations de vainqueur à vaincu. Le Cambodge était grignoté à l'Ouest par le Siam qui lui avait pris trois provinces dont celle d'Angkor, et à l'Est par l'Annam qui s'était approprié les provinces de Basse-Cochinchine et ne demandait qu'à étendre ses territoires à la première occasion. Seule, notre installation en Indochine peut contenir les sentiments d'animosité latente qui existent encore entre ces deux peuples.

Quant au Laos, c'était, et c'est encore, une poussière de petites royautes ou principautés qui se faisaient la guerre à peu près à la manière féodale de notre moyen âge — au demeurant, population attachante par sa beauté, sa gaité et les mœurs policées qui y règnent avec ses jeux et ses « cours d'amour », à la manière touarègue. Leur religion est un animisme sans cruauté, à cause de l'influence bouddhique probablement.

C'est par la Cochinchine que nous avons pris pied au milieu de tous ces peuples si différents à tous points de vue. Comme dans toutes nos possessions d'outre-mer, la première administration fut militaire, mais ici ce furent des officiers de marine qui furent les premiers administrateurs et les gouverneurs fu-

rent des amiraux. Ils apprirent l'Annamite, remplacèrent l'administration des mandarins qui, par protestation, avaient résigné leurs fonctions, et entreprirent une œuvre très utile : le creusement de canaux dans un but stratégique mais qui servaient à l'irrigation de ces terres basses et marécageuses.

Après notre installation au Tonkin et en Annam, ce fut Paul Bert qui fut nommé premier gouverneur civil en 1886. Mais, sans négliger l'œuvre de ses prédécesseurs, c'est à Paul Doumer qu'il faut faire remonter le début de la réussite magnifique qu'est notre colonie d'Indochine. Avant lui, il y avait la Cochinchine qui, riche par elle-même, avait été encore enrichie par l'œuvre des amiraux au point de ne savoir que faire de son argent, et quatre protectorats qui végétaient plus ou moins misérablement dans une routine plusieurs fois séculaire. Et c'est Paul Doumer qui, malgré les oppositions farouches et les haines féroces qu'il rencontra, entreprit de faire l'Indochine actuelle. Pour cela il fallait de l'argent. Doumer réussit à créer le gouvernement général, doté d'un budget général dont la Cochinchine payait la plus grosse part. Il établit ensuite un plan « d'équipement national » sur lequel ont vécu tous ses successeurs et qui est toujours poursuivi de nos jours. Petit à petit et sous ses successeurs après lui, les kilomètres de rails s'ajoutaient aux kilomètres et le trans-indochinois prenait forme, des tronçons étaient réunis les uns aux autres ; jusqu'à son état actuel où il ne manque plus que le tronçon Tourane-Nhatrang pour que Saïgon soit relié à Hanoï. Cela représente un ruban de 2.085 kilomètres, auquel il ne manque que 550 kilomètres. Et encore cet hiatus est-il comblé par une ligne stratégique très pénible à construire — sept ouvrages d'art au kilomètre dans certaines régions — et qui relie Haïphong et Hanoï à Laokay et au delà en Chine jusqu'à Yunnan Fou. En 1934, Pnôm-Penh était relié à Battambang en vue de la liaison de Saïgon avec le Siam. Au total, 2.394 kilomètres de voies ferrées, et 1.033 en construction ou en projet qui, en 1929, ont transporté 483 mil-

lions de voyageurs-kilomètres et 139 millions de tonnes-kilomètres, avec un budget de 10.072.000 pi de recettes contre 9.214.000 pi de dépenses.

A la même époque, les routes utilisables par les automobiles atteignaient 24.000 kilomètres.

Les Postes et Télégraphes voyaient leur réseau atteindre 5.100 kilomètres et celui télégraphique 17.800 kilomètres.

Mais surtout la T.S.F., qui n'était pas prévue dans le plan Doumer, se développait considérablement. Depuis 1930, le service radiotélégraphique du gouvernement général exploite 17 stations dont 7 destinées au service intérieur, 9 côtières chargées de la liaison avec les navires, et une à grande portée correspondant avec la France (Pontoise, le Japon, Shangai, Hongkong, Macao et Yunnanfou. Enfin, depuis avril 1930, le centre radiotélégraphique de Saïgon, appartenant à l'Etat Indochinois, muni de postes à ondes courtes dirigées de très grande portée, assure la liaison radiotéléphonique avec la France, Madagascar, Tahiti, le Japon, les Etats-Unis, etc...

Je citerai ici pour mémoire l'aménagement et l'assainissement d'un certain nombre de grandes villes — Saïgon n'a pratiquement plus de paludisme — ; l'aménagement aussi, ou la création, de tous les ports que l'Indochine possède et dont le tonnage a dépassé ces dernières années 4,5 millions de tonneaux. Saïgon à lui tout seul se classe troisième des ports français après Marseille et Le Havre. Haïphong, moins bien partagé, a cependant vu, grâce aux travaux de dragage exécutés, son tonnage quintupler en dix ans.

Mais là ne s'est pas bornée l'œuvre de la France. La réforme de l'enseignement a mis l'enseignement primaire à la portée de tous et l'a rendu obligatoire en Cochinchine. De nombreuses écoles ont été ouvertes dans les villages et elles sont très fréquentées. De plus les écoles du deuxième degré avec enseignement en Français et en Annamite ont été créées dans les villes importantes.

Une réforme qui mérite aussi l'attention, c'est l'assistance

médicale dont le budget est passé de 155.000 pi en 1900 à 6.272.000 pi en 1929 ; et qui a presque triplé dans les 15 dernières années alors que celui des travaux publics ne faisait que doubler. En 1930, il existait 624 hôpitaux, ambulances ou maternités qui emploient 154 médecins et 96 infirmiers ou infirmières français encadrant 270 médecins et 2.345 infirmiers, infirmières ou sages-femmes indigènes. Les consultations sont passées de 300.000 en 1910 à près de 3 millions en 1929. Et pendant le même laps de temps, les vaccinations passaient de 1 à 7,5 millions par an.

Le résultat est donné par les chiffres des deux recensements de 1901 et 1926. En 1901, la population était de 16 millions d'habitants ; et en 1926 il y en avait 21,5 millions, ce qui, même en tenant compte du perfectionnement des procédés de recensement, montre que l'effort français n'a pas été vain.

Mais, sauver les adultes, et les enfants surtout, ne suffit pas. Il faut pouvoir assurer à tous une nourriture suffisante. Il faut surtout empêcher à tout jamais le retour de ces famines qui sévissaient encore il y a seulement vingt ans, et dévastaient le Tonkin lorsque le Fleuve Rouge avait noyé les rizières, famines que l'Inde et la Chine connaissent encore périodiquement. Dans ce dernier pays, une famine aurait fait en 1932, dans une seule province, un million de morts. Et le fait se reproduit presque annuellement chez ce peuple qui vit dans un état perpétuel de sous-alimentation. Pour éviter à l'Indochine des catastrophes semblables, il fallait créer de nouvelles rizières. Or, en Indochine, le problème du riz, c'est le problème de l'eau. Sous trois formes : ou bien irriguer les terrains secs, ou bien drainer les terres humides, dans tous les cas contenir dans des digues puissantes les fleuves susceptibles de crues. (Le Fleuve Rouge monte quelquefois de sept mètres en deux ou trois jours.)

C'est au Tonkin et dans le Nord-Annam que la création de nouvelles rizières devenait une nécessité impérieuse pour nourrir une population trop dense. Ces régions doivent être

avant tout protégées contre les crues de leurs fleuves et cependant pouvoir leur emprunter l'eau pour l'irrigation. Malgré la peine de mort édictée par le code de Gialong, des paysans manquant d'eau ouvraient une brèche dans la digue en terre battue. A la crue suivante, le fleuve s'engouffrait dans la brèche, causant des désastres terribles, noyant villages et rizières sur des centaines de kilomètres carrés. Nous avons remplacé les digues en terre par des digues en ciment, servant de route au sommet, et l'irrigation se fait par gravitation ou par pompage suivant les régions.

La région du Fleuve Rouge était divisée en casiers par des digues qui la protégeaient contre l'inondation, mais si un casier était inondé, il était dépourvu de tout moyen d'évacuation des eaux. Ainsi le canal de Phuly, bordé de digues de terre, réunissait le Day au Fleuve Rouge. Le casier au Nord de ce canal ayant été inondé, on a barré le canal aux deux bouts, et l'on a supprimé les digues. Le casier Nord s'est déversé dans le casier Sud et de là à la mer. On a ainsi supprimé un canal gênant et une irrigation rationnelle a été installée à sa place.

Les $\frac{4}{5}$ des terres à rizières du Tonkin, soit 200.000 Ha., sont maintenant aménagées, mais on comprend qu'il ne faille agir qu'à bon escient. De plus, 25.000 Ha. de terres maritimes ont été aménagées pour la culture ; mais tous ces travaux exigent un gros entretien. En 1929, 6 millions de mètres-cubes de terre ont été amenés pour renforcer les digues du Fleuve Rouge, et, en 1927, ce cubage avait atteint 9 millions de mètres cubes.

En Cochinchine, terres marécageuses, on a établi des réseaux de canaux qui évacuent l'excédent des eaux douces grâce à la dénivellation qui se produit à marée basse. Des écluses empêchent l'eau salée de remonter à marée haute. Mais, en cas de sécheresse, on laisse remonter l'eau de mer qui élève le niveau de l'eau dans les canaux ; seulement cela produit une eau saumâtre, médiocre pour le riz. Bien entendu,

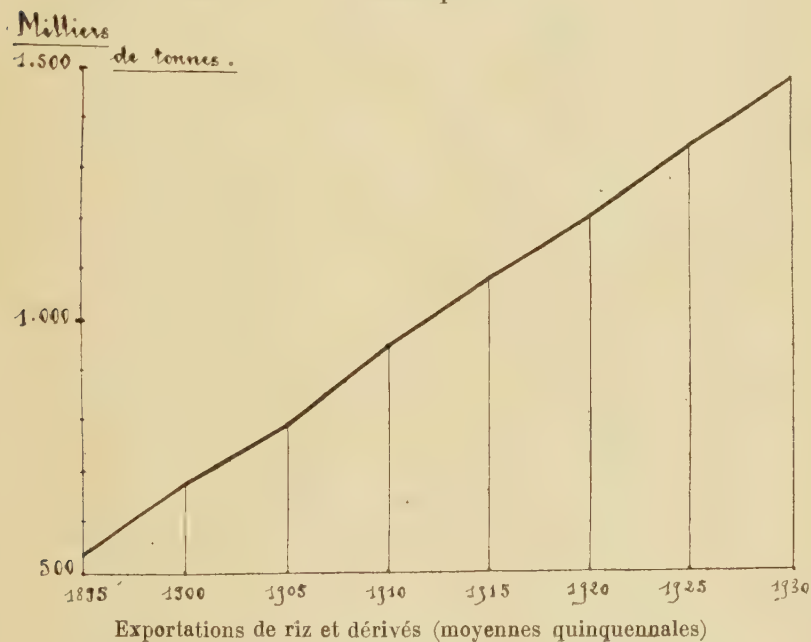
cès canaux servent à la batellerie. Il y a actuellement 1.800 kilomètres de canaux, dont 1.500 de canaux principaux, mettant en valeur 1.250.000 Ha.

Les résultats ne se sont pas fait attendre :

La population passe de un à quatre millions d'habitants ;

Les exportations de riz passent de 500.000 tonnes à 1 million 400.000 tonnes.

En voici d'ailleurs le graphique par périodes quinquennales de 1895 à 1930. Il faut signaler cependant que si le chiffre 1926-1930 est en hausse sur la période précédente, cela tient aux fortes exportations de 1926, 1927 et 1928 (année record avec 1.797.682 tonnes) car une chute brusque se manifeste en 1929 comme nous le verrons plus loin.



La superficie rizicole passe de 350.000 hectares à 2 millions 400.000 hectares.

Et les travaux d'assèchement de la plaine du Mékong se continuent suivant un plan prévu pour jusqu'en 1950, en vue

d'assécher la plaine des jones. Nos ingénieurs ont mis au point des appareils et des méthodes qui ont permis d'abaisser le prix de revient du mètre-cube de déblai de 61 cents (1891), à 15 cents (1927). A titre de comparaison, les travaux du Canal de Suez, faits avec les machines les plus perfectionnées de l'époque, coûtèrent 35 cents au mètre-cube.

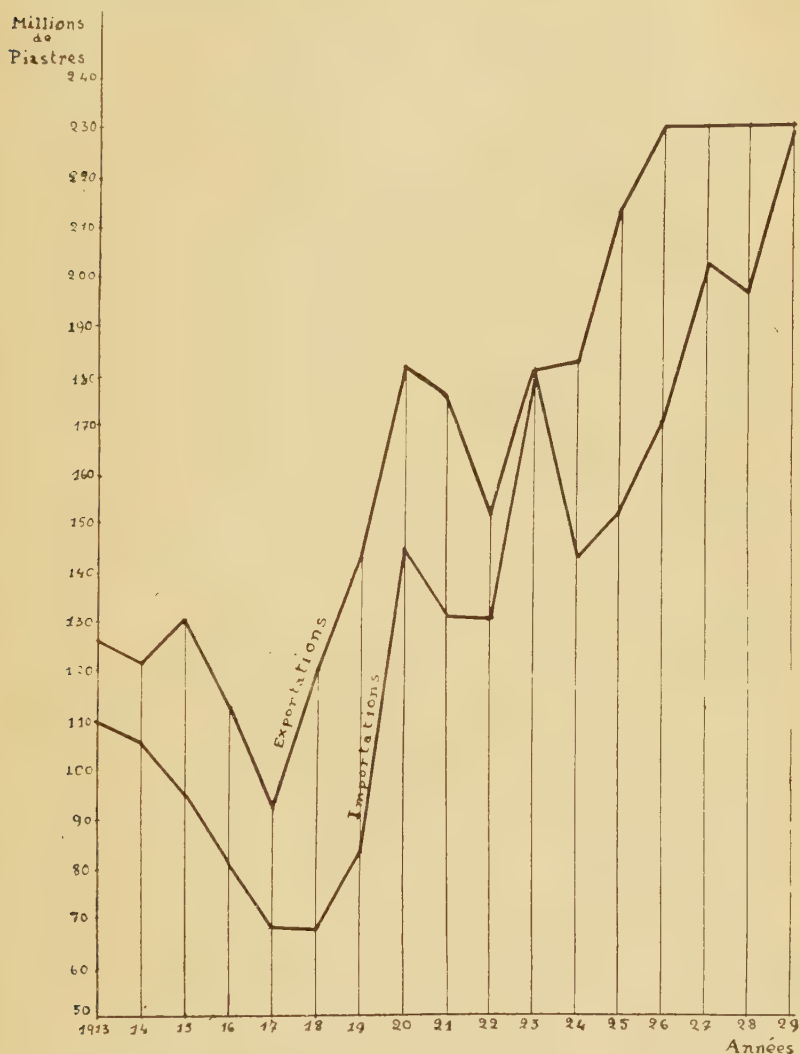
Ainsi, le protectorat français a mis en valeur au total, 1 million 500.000 Ha. de terres nouvelles, et les travaux prévus ou en cours donneront un nouveau million d'hectares. Depuis 1875, les surfaces cultivées ont ainsi triplé. Qu'il soit permis en passant de remarquer que, contrairement à ce que l'on pourrait croire, ces travaux ont profité surtout aux Annamites qui cultivaient en 1890 700.000 Ha. en Cochinchine, et qui, maintenant, possèdent deux millions d'hectares alors que les Européens détiennent seulement 300.000 Ha.

On sait, d'autre part, que nous avons apporté d'autres cultures qui furent créées de toutes pièces en Indochine, et dont certaines connurent une prospérité incroyable : le caoutchouc, par exemple, ou le café.

Conduite sagement et prudemment par ses gouverneurs généraux dont certains, comme MM. Roume, Sarraut, Van Volkenhoven, étaient les dignes successeurs de Paul Doumer, l'Indochine connut après la guerre une ère de prospérité remarquable. Rattachée dans une certaine mesure à l'économie européenne, mais n'ayant pas subi les dures secousses de la guerre, l'Indochine fit figure d'un fils d'une famille ruinée qui aurait fait un brillant mariage. Tout se conjuguait pour la favoriser. La piastre atteignit des taux astronomiques. Le riz se vendait à des prix jamais atteints jusque-là ; le caoutchouc aussi. Tout suivait la même marche ascendante et nul ne voyait de raisons pour que cette prospérité s'arrêtât un jour. Les exportations croissaient, laissant une large marge de bénéfice sur les importations.

Voilà le tableau du commerce spécial de l'Indochine, qui

était passé de 235 millions de piastres avant la guerre, à près de 500 millions de piastres, en 1929.



Tout paraissait d'un bon placement et tout le monde voulait faire des affaires, n'importe quelles affaires, afin de s'enrichir le plus vite possible. Pour les Français, leurs gains convertis en francs représentaient rapidement une véritable for-

tune. Ce fut une ère de spéculation intense. La piastre faisait des bonds de un franc par jour. Les rizières virent leur valeur doubler et même tripler. Leurs propriétaires empruntaient dessus le plus qu'ils pouvaient et cet argent servait le plus souvent, non pas à améliorer la rizière, mais à soutenir les entreprises les plus diverses : sociétés immobilières, de transport, mines, etc...

De 1924 à 1929, les émissions publiques de sociétés exploitant en Indochine ont représenté environ 2,5 milliards de francs, dont 900 millions pour des cultures (caoutchouc principalement) et 700 millions pour des banques et sociétés industrielles. 1927 a le record avec 700 millions d'investissement de capitaux dans cette seule année.

Cependant, dès 1926, des avertissements sérieux étaient donnés à ceux qui voulaient voir et comprendre. Si son commerce spécial reste favorable, comme l'indique le graphique, la balance du commerce général de l'Indochine avec l'étranger devient déficitaire. Elle l'était normalement avec la France, les Etats-Unis et l'Inde Anglaise ; mais sa position était inverse sur les marchés de Hongkong, Singapour, les ports chinois, japonais et indonésiens. Et longtemps le déficit avec la France fut comblé par les bénéfices réalisés dans les ventes sur les marchés d'Extrême-Orient que nous venons d'énumérer. Ces bénéfices diminuèrent brusquement en 1926, et, en 1930, ils s'étaient encore réduits d'un tiers. La cause en était que l'Indochine achetant moins sur les marchés voisins, ceux-ci restreignirent aussi leurs achats.

Des stocks commencèrent à se former, qui, constitués à des prix très hauts, devaient se liquider à perte. En 1929, l'exportation du riz fut difficile.

Tous ces symptômes étaient graves, mais ils furent mis sur le compte des guerres civiles qui avaient fortement resserré le marché chinois. D'ailleurs, pour beaucoup, l'avertissement venait déjà trop tard. Car, durant ces années de prospérité, confiant dans l'avenir, on se contentait de payer les inté-

rêts sans amortir le capital emprunté. Ce fut une belle époque pour les banques... et les usuriers. Tout le monde prêtait et empruntait pour prêter suivant une cascade extraordinaire allant des grandes banques et des gros chettys jusqu'aux plus petits villageois.

Ce n'est pas que cette folie spéculative fut le privilège de l'Indochine. Tous les grands Etats la connurent aussi et il est des pays comme les Etats-Unis où elle atteignit des proportions bien plus considérables encore.

On a déjà beaucoup écrit sur la crise mondiale et ses causes, et une étude approfondie de cette question dépasserait le cadre de ce travail. Qu'il nous soit seulement permis de rappeler ici que les deux causes essentielles en sont l'abus du crédit sous tous ses formes et le suréquipement mondial, c'est-à-dire une faculté de produire supérieure aux facultés de consommation à un moment donné. L'accroissement de la production mondiale a eu lieu de 1865 à 1914 suivant une progression avec un taux constant de 2,8 à 3 % par an : soit un accroissement de 40 % par décade. La guerre se traduit par un palier.

De 1921 à 1930 la progression repart à une allure identique. Donc, de 1900 à 1930, elle avait plus que doublé. Mais cet outillage ne se développe pas toujours suivant un rythme régulier en harmonie constante avec les besoins de la consommation. Si l'équilibre est détruit en faveur de l'outillage, on a suréquipement. Des stocks se forment et une tendance à la baisse se manifeste. Si le mouvement s'accroît, des retraits de fonds importants ont lieu dans les banques qui, elles-mêmes, diminuent leur crédit. Des faillites font disparaître les maisons les moins favorisées ou disposant de capitaux et de réserves insuffisantes. La crise est souvent cause d'un assainissement que l'on peut considérer parfois comme utile. Mais, ce qui caractérise la crise actuelle, c'est sa violence et la répercussion qui se fait d'un pays sur les autres et, dans un même pays, d'une branche de l'industrie sur toutes les au-

tres. Et si, enfin, certains pays ont des finances peu saines ou lourdement obérées, des écarts de change se produisent qui portent à leur comble les désordres dans l'économie de chaque pays.

L'Indochine, pays jeune, en train de s'équiper, rattaché à l'Europe par sa monnaie-or et commerçant avec des pays à étalon-argent, n'a pas été épargnée et souffre même plus durement que les vieux pays disposant d'une épargne considérable. Toutes les branches de l'économie indochinoise ont été atteintes et nous nous proposons ici de les étudier successivement en insistant surtout sur les moyens pris ou à prendre pour soutenir tout ce qu'il était nécessaire de conserver.

Nous étudierons d'abord le riz qui tient la première place en Indochine tant au point de vue intérieur qu'au point de vue commerce d'exportation. Puis le caoutchouc dont la France a tant besoin et qui, si les plantations résistent à la crise, deviendra rapidement le second produit d'exportation indochinois. Enfin nous verrons un certain nombre de produits de moindre importance, sans oublier les exploitations minières. Et nous terminerons par un bref exposé de la question monétaire dans ses rapports avec la crise et surtout dans le rôle que certains voudraient lui faire jouer pour combattre la crise.

Il n'existe malheureusement pas de remède universel à une crise dont les causes sont si complexes et les effets plus complexes encore, d'autant, comme nous le verrons, que certains produits comme le riz subissent une crise dont les causes leur sont particulières. Le meilleur moyen de combattre cette crise, d'en limiter les effets dévastateurs et de réserver l'avenir, c'est d'étudier chaque problème à part et même, si on le pouvait, chaque entreprise privée séparément et d'y apporter les remèdes que suggère cette étude et que permettent les finances publiques du pays.

C'est ce que nous allons faire en commençant, comme il convient, par le riz.

LE RIZ

Le riz est le blé d'Extrême-Orient. C'est la nourriture essentielle de 900 millions d'hommes et presque leur nourriture unique. C'est ainsi que les contrats de travail prévoient que les coolies seront nourris par l'employeur qui leur fournira un kilog de riz par homme et par jour, et rien d'autre. Les Annamites le mangent assaisonné d'une saumure spéciale, le nuoc-mam, très riche en matières azotées, et n'y ajoutent du poisson ou de la viande que lorsqu'ils en ont l'occasion. Le riz est d'ailleurs très nourrissant, égal au blé mais non panifiable, et supérieur à la pomme de terre.

Il est cultivé à peu près partout en Indochine; mais suivant des méthodes différentes suivant les régions ou les espèces.

Les Moïs des hauts plateaux défrichent un coin de forêt en y mettant le feu, puis ils font des trous dans les cendres qui servent d'engrais et y plantent le riz. C'est le « Raï », procédé primitif employé aussi en Afrique, et qui les oblige à se déplacer tous les deux ou trois ans.

Le riz de montagne ne diffère pas essentiellement du riz de plaine, mais, pour retenir l'eau, on le cultive en terrasses, comme à Madagascar ou au Piémont. Il possède d'ailleurs de longues racines qui vont chercher l'eau en profondeur, et le labour doit être profond. Il est d'un bon rendement et très prisé.

Le riz flottant est ainsi nommé parce qu'il pousse dans des régions inondées et possède la faculté d'allonger sa tige jusqu'à quatre ou cinq mètres pour laisser émerger l'épi (riz des

Chamears). Il est aussi appelé riz gluant parce qu'il s'agglutine à la cuisson. Il faut en rapprocher le riz « nêp » qui donne aux gâteaux et à l'alcool une saveur très appréciée des indigènes.

Enfin le riz de plaine, qui pousse dans les régions très arrosées ou bien irriguées, et pour lequel les deltas sont une terre d'élection. C'est de beaucoup le plus important, le seul qui soit exporté en grandes quantités. On en a distingué plus de cinq cents variétés rien qu'en Cochinchine, sans qu'il existe aucune différence botanique, en se basant sur la hauteur, l'épaisseur, la dureté et la résistance de la tige, la longueur, la forme et la couleur des feuilles et du grain, enfin la saveur de ce dernier.

Quoi qu'il en soit, la culture est la même et présente les opérations suivantes :

On sème le riz en pépinières, et, pendant qu'il lève, on prépare la rizière. Pour cela, on l'inonde et on laboure la boue avec des buffles. Labourage tout superficiel que l'indigène fait avec une herse chaque fois qu'il le peut.

Lorsque les semis ont atteint 25 cm., on les arrache en bottes et on les repique dans la rizière inondée par petits paquets de trois ou quatre pieds. Opération très fatigante, réservée aux femmes, qu'il faut accomplir en plein soleil, courbé en deux, et les jambes dans l'eau et la boue.

Il n'y a plus qu'à le laisser grandir en surveillant le niveau de l'eau qui est fournie à la rizière par des vannes, ou des norias de tous les types, même les plus primitifs.

Lorsque le riz a grandi, on vide la rizière de son eau, car il doit mûrir au soleil. Les femmes le moissonnent à la faucille et il ne reste plus qu'à le battre pour avoir le paddy. Ce paddy, mal décortiqué dans des mortiers primitifs à l'aide de pilons à pied ou à main, sera consommé par le cultivateur et sa famille. Au contraire, débarrassé de toutes ses enveloppes dans les grandes usines de Cholon, le riz sera prêt pour l'exportation. Et cette distinction est d'importance, car les enve-

loppes du riz contiennent des vitamines qui, par leur présence, empêchent le béri-béri. Avant que ce fait n'ait été connu, des accidents graves se sont produits chez des coolies employés dans les travaux publics et pour lesquels le riz que l'on faisait venir était décortiqué mécaniquement. On y a remédié en leur fournissant du paddy qu'ils préparent eux-mêmes.

La culture et la récolte ont duré en moyenne quatre ou cinq mois et le cycle recommence avec une ou deux moissons par an suivant l'eau dont on dispose. Le Tonkin et le Nord-Annam font deux récoltes par an quand une inondation ne vient pas noyer la seconde récolte. Lorsque la rizière est dans l'eau, elle devient très poissonneuse et de nombreux pêcheurs stationnent autour pendant que les cormorans et les mouettes tourbillonnent au-dessus.

Lorsque nous avons débarqué en Cochinchine, l'exportation, dans les bonnes années, atteignait 50.000 tonnes. Les procédés de culture étaient très rudimentaires, aucun souci de plaire à la clientèle étrangère ne se manifestait dans ce commerce d'exportation, la seule richesse de la Cochinchine à cette époque, qui était dans les mains des Chinois de Cholon.

A ce moment le Tonkin et l'Annam suffisaient à leur consommation, sauf en cas d'inondation où c'était la famine, la Cochinchine produisait toute l'exportation.

Dès notre arrivée, nous avons cherché à augmenter la production rizicole. Il s'agissait de :

- Augmenter les surfaces cultivées ;
- Améliorer la qualité du riz ;
- Créer des débouchés.

Ces trois problèmes ont été attaqués simultanément.

L'augmentation des surfaces cultivées pose le double problème de l'eau et de la main-d'œuvre. Nous avons déjà parlé, dans le précédent chapitre, des travaux effectués par les Travaux Publics, au sujet de l'irrigation de la province de Hanoï ; travaux qui ont donné à la culture 200.000 hectares, plus

25.000 de terres maritimes. L'irrigation se fait suivant deux procédés. Soit au moyen d'une usine électrique flottante qui pompe l'eau du fleuve et la déverse dans les canaux d'irrigation (cas du Fleuve Rouge, où la violence des crues ne permet pas l'irrigation par barrage du fleuve et prise d'eau par écluses), soit par gravitation, au moyen de barrages, pour les petits cours d'eau.

Le premier procédé coûte de 74 à 92 piastres à l'hectare comme installations, tandis que le second n'en coûte que 50. Mais l'entretien du premier coûte 1 pi à 1,5 pi tandis que le second revient au double. Ce dernier fut expérimenté en 1897 à Kep, par barrage du Song Thuong, sur une superficie de 7.000 hectares, et les résultats furent très satisfaisants. Le premier procédé est beaucoup plus récent et fonctionne depuis quelques années seulement sur le Fleuve Rouge, à Son Taï.

En Annam, les irrigations exécutées ou en cours au Than Hoa, Phuyên, etc..., prévoient 160.000 hectares.

Pour le Cambodge, le chiffre prévu est de 60.000 hectares.

Enfin nous avons vu qu'en Cochinchine les surfaces rizicoles avaient été portées à 2.300.000 hectares.

On estime que les travaux prévus ou en cours dans l'ensemble de l'Indochine donneront un nouveau million d'hectares de terres à riz. Il a été officiellement admis que ce programme coûtera un milliard et demi et que l'exportation annuelle sera augmentée de un million de tonnes.

Il est nécessaire de signaler ici que ces travaux sont en train de faire de l'Indochine un pays de monoculture avec tous les dangers que cela présente, soit que la récolte vienne à manquer, et c'est la famine, soit que, pour des raisons souvent impossibles à prévoir, le marché économique mondial devienne favorable à ce produit, et c'est la ruine. L'Inde anglaise, avec le thé, et surtout les Indes Néerlandaises ont fait des efforts très intéressants pour remédier à ce danger. Je sais bien que l'heure actuelle semble mal choisie pour entreprendre une campagne en faveur de cultures nouvelles, mais

c'est un problème dont il ne faudrait pas se désintéresser dans l'avenir.

Donner des terres nouvelles à la culture n'est pas tout, il faut aussi trouver la main-d'œuvre nécessaire. Le problème est heureusement beaucoup plus simple ici que dans nos colonies d'Afrique où le mot d'ordre des gouverneurs est et sera longtemps encore : « Faire du noir ». En Indochine, surtout depuis les progrès sanitaires dus à notre influence, le Tonkin est surpeuplé. Des agences d'embauchage, transportant des Tonkinois en Annam, et surtout, en Cochinchine, fonctionnent de façon à peu près satisfaisante sous le contrôle de l'administration qui leur impose des contrats d'embauchage stricts. Et, malgré la répugnance de l'Annamite à quitter son village natal et le foyer de ses ancêtres, l'émigration des coolies se fait régulièrement jusqu'en Océanie, pour une période n'excédant pas en général cinq ans.

Un problème qui se rattache à celui de la main-d'œuvre est celui de la culture mécanique qui trouve de nombreuses applications en Cochinchine — grandes propriétés et main-d'œuvre restreinte — mais progresse lentement par suite des gros capitaux qu'elle exige.

La seconde partie du programme français, « Amélioration de la qualité du riz », répond à deux sortes de préoccupations : d'abord augmenter le rendement, ensuite augmenter la valeur marchande en se pliant aux désirs de la clientèle étrangère. Et, sur ces deux points, l'Indochine était et est encore très en retard. Si nous comparons les rendements des principaux producteurs de riz, nous constatons avec regret que l'Indochine est bonne dernière. Voici quelques chiffres :

Espagne	5.800 kg.	à l'hectare
Italie	4.900	d°
Japon	3.300	d°
Siam	1.800	d°
Birmanie	1.700	d°

Indes Néerlandaises	1.500	d°
Indochine	1.210	d°

Moyenne mondiale : 1.620 kg. à l'hectare

Sans parler des rizières européennes qui sont dans des conditions spéciales de culture intensive, ni du Japon auquel sa surpopulation permet d'employer les mêmes méthodes, on constate que nous produisons à l'hectare un tiers en moins que les autres pays du Pacifique.

Cela provient des multiples sortes de riz, plus ou moins bien adaptées, plus ou moins dégénérées, que chaque village récolte et auxquelles il est attaché par des liens quasi-religieux. Les semis sont faits avec les plus beaux épis de la récolte précédente. Il s'ensuit des hybridations et abâtardissements multiples qui, non seulement diminuent considérablement le rendement, mais encore donnent une récolte non homogène.

La première chose à faire était de créer une usine de sélection des semences. La sélection mécanique par ventilation ou par calibrage est réalisée par deux usines de triage à Mytho et Cantho. Mais ces procédés ne permettent pas de séparer les différentes sortes de riz. Il fallait faire mieux. Depuis vingt ans les Services Agricoles ont étudié dans des champs d'essai la mise au point de certaines sortes « standard » de riz donnant les meilleurs rendements dans chaque terrain. Les études ont été faites suivant deux voies différentes : la sélection pedigree, qui permet d'obtenir des types purs aux caractères bien définis, et l'hybridation, qui, à partir de deux types purs, permet d'obtenir un type composite possédant les qualités réunies des deux types primitifs.

C'est évidemment un travail de très longue haleine, puisqu'il existe des stations d'étude semblables pour le blé qui est cependant étudié depuis bien plus longtemps. Cependant, pour le riz, ces études ont déjà donné des résultats des plus encourageants.

Le laboratoire de Génétique créé en 1919 a déterminé les variétés du riz de Cochinchine et établi une classification permettant des standards commerciaux certains. De plus, depuis 1921, la station de Phumy distribue des semences de choix.

Enfin la station de Cantho a vu ses distributions de semences passer de 11.000 kilogs à 65.000 kilogs, de 1920 à 1930.

Les expériences faites ont permis d'obtenir, dans les conditions habituelles de culture, des variétés donnant 2.800 kgs à l'hectare au lieu de 1.200. Une espèce, cultivée au Tranninh et même dans certaines rizières de l'Ouest a donné 6.900 kgs. Elles ont permis aussi d'obtenir une variété dite riz Gocong, comparable au riz de Rangoon.

A signaler encore, au point de vue rendement, que les rats, oiseaux et parasites font disparaître annuellement 40 % de la récolte. Et si l'on est obligé de stocker d'une année sur l'autre... On voit combien une lutte scientifique serait utile.

Naturellement ces méthodes occidentales demandent pour être comprises toute une éducation de l'indigène, qui ne peut être qu'une œuvre de longue haleine ; mais il est regrettable de voir combien peu de grands riziculteurs, même européens, s'en sont soucié. Et cependant, comme nous le verrons plus loin, c'est peut-être là que gît la solution à apporter à la crise rizicole actuelle.

Disons en passant un mot des engrais. Les engrais chimiques ont été essayés par les stations mentionnées ci-dessus, mais là encore seuls quelques grands riziculteurs pouvaient être intéressés par la question. D'ailleurs, si un peu d'engrais donne d'excellents résultats, le maximum est très vite atteint. Ils sont coûteux et la crise a causé une chute brutale dans la vente des engrais chimiques ; le seul engrais que l'indigène emploie et emploiera longtemps encore est la paille de riz.

Toutes ces améliorations d'ordre agricole sont peu de chose si, corrélativement, un effort sérieux n'est pas fait auprès des usines à riz, les rizeries. Voici comment se pose le problème.

Toutes les rizeries de Cochinchine se trouvent à Cholon, et presque toutes appartiennent à des Chinois. Au moment de la récolte, des démarcheurs circulent dans le pays et achètent les récoltes qu'ils font charger sur des bateaux. Et toutes les récoltes sont traitées pêle-mêle, ce qui rend inutile tous les efforts faits pour présenter à la clientèle étrangère des produits standard. Il est regrettable de constater combien le riz cochininois est peu apprécié. Et cela tient au peu d'homogénéité du grain livré sur le marché. Le meilleur remède serait l'installation de rizeries dans chaque province. On voit que seule une action concertée des services agricoles, des producteurs et des usiniers a chance de donner des résultats appréciables et durables.

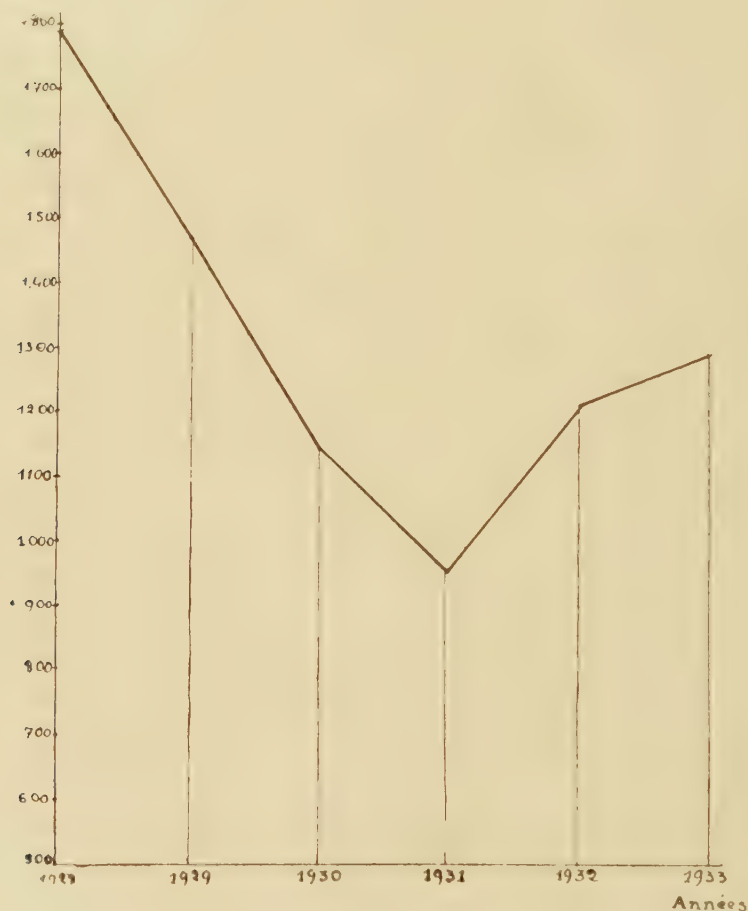
La troisième question sur laquelle notre effort devait porter était le problème des débouchés. Question beaucoup moins aiguë que les autres. En effet, à notre arrivée, l'excédent de la production cochininoise était facilement absorbé par la Chine, dont les 400 millions d'individus sont toujours plus ou moins sous-alimentés, et qui semblait devoir absorber longtemps encore une exportation même considérablement accrue. De plus, le Japon se révéla aussi comme importateur de riz, d'une part à cause de sa population croissante, d'autre part parce que, producteur d'un riz très estimé sur le marché mondial, il préférerait vendre son riz et acheter le nôtre. Donc la préoccupation des débouchés n'a pas existé tant que les pays voisins ont pu acheter notre riz, c'est-à-dire tant que la monnaie indochinoise — la piastre-argent — a été en concordance avec les monnaies voisines. Néanmoins un danger latent gisait là, et les convulsions monétaires de l'après-guerre laissaient prévoir qu'un jour ce problème viendrait s'ajouter aux autres. Et c'est pour les étudier dans leur ensemble que M. l'Inspecteur général Henry demandait en 1928 la création d'un Office Indochinois du riz.

Voilà quelle a été l'action du Gouvernement général, action sagement menée et dont les résultats, encore médiocres —

surtout au point de vue rendement — ne sont dus qu'à la terrible routine qu'il faut vaincre. Néanmoins les changements apportés furent assez profonds pour causer quelques perturbations. Il est certain qu'une classe nouvelle s'est créée — en Cochinchine surtout — d'ouvriers agricoles sans foyers, bien plus susceptibles que les villageois d'écouter les paroles de revendication et de révolte. La grande propriété a inévitablement engendré la question agraire sur laquelle nous reviendrons. De plus elle a favorisé un autre mal : celui de l'endettement formidable dont le grand riziculteur est écrasé aujourd'hui et qui est la cause essentielle de la crise actuelle du riz. Je ne veux pas dire que le petit paysan annamite n'ait pas été de tous temps dans les mains des usuriers. A des gens vivant au jour le jour, sans aucune réserve, une mauvaise récolte suffirait pour les obliger à avoir recours aux prêteurs. Et une fois dans l'engrenage... Mais cette pratique plusieurs fois séculaire était passée au rang d'institution et faisait si bien partie de la vie indigène qu'elle ne créait pas de trouble dans la vie économique du pays. Au surplus les sommes avancées servaient à la culture de la rizière et étaient donc productives. Tandis que le grand propriétaire, encouragé par six années consécutives de récoltes, avantageusement exportées, voyant la spéculation faire monter au triple de leur valeur les rizières qu'il possédait, emprunta autant qu'il le put, et par son crédit hypothécaire, et par son crédit personnel... Et, chose grave, il négligea d'abord d'amortir sa dette, et investit ensuite les capitaux empruntés dans tout autre chose que les rizières. Enfin, les banques, qui prêtent de 8 à 14 %, se montrant circonspectes dans leurs ouvertures de crédit, on eut recours aux chettys qui prêtent de 24 à 36 %. Résultat : la Cochinchine est actuellement endettée de 60 millions de piastres. On ne saurait trop le répéter : c'est là que gît la cause de la crise du riz. Evidemment une suite de récoltes moins brillantes que les précédentes a montré le mal et la chute des cours causée par la crise l'a singulièrement aggravé. Mais,

contrairement à tant d'autres produits — le blé français, par exemple — la crise du riz était prévisible et l'on peut dire que s'il n'y avait pas eu de crise mondiale, il y aurait eu une crise

Milliers
de
Tonnes

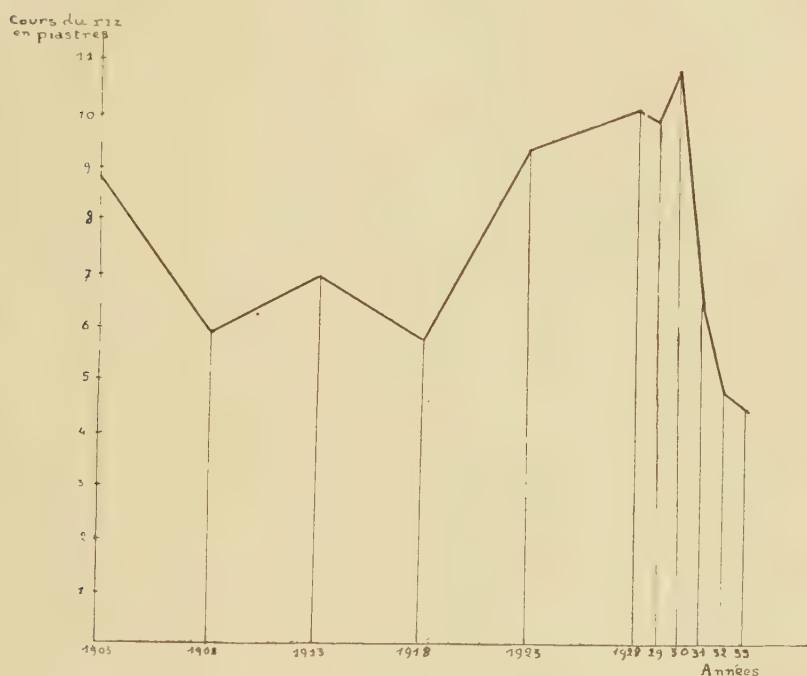


Exportations du riz

du riz en Indochine. Et c'est pour cette raison que les remèdes apportés devront être des remèdes permanents, un assainissement de la situation, pour ainsi dire, et qu'une politique

de primes à l'exportation, bonne pour le caoutchouc, serait aussi ridicule pour le riz que pour le blé français par exemple.

Examinons d'un peu plus près les éléments de cette crise du riz. Les cours ont été les suivants pour le riz N° 1, à 25 % de brisures, à Saïgon (aux cent kilogs).



En juillet 1931, le riz est à 6 piastres, en 1932 il descend à 5 pi et même 4,50 pi. Chute catastrophique des cours expliquant notre ruine, diront certains. Mais si l'on étudie à fond la question, on s'aperçoit que les prix de 10 à 11 pi atteints pendant six ans sont dus à six années d'heureuses récoltes vis-à-vis de récoltes anormalement déficitaires des pays voisins ; qu'en conséquence, le prix de 6 à 7 pi est le prix normal d'avant-guerre, compte tenu de la dévaluation de la piastre par rapport à l'or. Et c'est à ce chiffre que l'on devait s'attendre à voir redescendre le riz en dehors de toute crise mon-

diale. Or il est à 4,5 pi ; soit une baisse moyenne de 35 % sur les prix normaux. Faut-il rappeler que la laine, le cuivre, le coton, etc., ont subi une baisse allant de 70 à 85 %, que le blé est produit à perte en France et se vend avec les plus grandes difficultés. Or il n'en est pas de même pour le riz, il n'y a que peu de stocks et il reste rémunérateur.

Le « gia » de paddy (20 kg. environ) se vend en moyenne 57 cents. L'Inspection générale de l'Agriculture estime son prix de revient à 44 cents, impôts compris, mais sans charges financières ; et nous verrons tout à l'heure l'importance de cette restriction. La « Tribune Indochinoise », journal du parti constitutionnaliste annamite, dans ses numéros des 8 et 13 juillet 1932, publie à ce sujet des budgets de fermiers. Voici un exemple d'une famille de six personnes, plus un gardien de buffles salarié, cultivant 22 Ha. et n'utilisant une main-d'œuvre salariée qu'aux périodes de presse.

Entretien de l'habitation	10	piastres
Nourriture	110	»
Vêtement	15	»
Eclairage (pétrole)	8	»
Sel (cuisine et salaisons)	2,5	»
Tabac-Bétel	48	»
Frais de culture, salaires	35,8	»
Salaire du gardien de buffles	35	»

Total	264,3	piastres
-------------	-------	----------

Récolte (moyenne des 4 années, de 1929 à 1933) :

(gia : 20 kg 4).

1.400 gias

Fermage	458,5	»
---------------	-------	---

Reste au fermier	941,50	»
------------------------	--------	---

Le gia revient donc à $\frac{264,3 \text{ pi}}{941,50}$, soit 0,28 pi.

Un autre exemple, pris sur une famille qui, moins nombreuse, cultive seule trois hectares et en fait cultiver 19 par

des salariés, montre que le prix de revient du gia est, dans ce cas, de 39 cents.

Ces exemples n'ont pas tenu compte des impôts qui, payés uniquement par le fermier, représentent un cent par gia. Or, le gia de paddy se vend actuellement 57 cents. Donc la marge est honnête et le bénéfice suffisant au petit propriétaire indigène, à condition que l'exploitation soit « sans charges financières ». C'est sur ces trois mots qu'est venue buter la Cochinchine entière, et bon nombre de petits propriétaires endettés auprès des usuriers de village ou de fermiers endettés auprès de leurs propriétaires. On a calculé que l'endettement total des riziculteurs atteignait 70 millions de piastres et encore est-il très difficile de se reconnaître dans l'extraordinaire enchevêtrement des dettes, les sommes prêtées aux gros propriétaires ayant souvent été re-prêtées par ceux-ci à leurs fermiers — les ta dien. Néanmoins, d'après des études sérieuses, on peut estimer à 35 pi, l'endettement par hectare de rizière. Mais ce n'est qu'une moyenne, et l'on pourrait citer telle province de l'Ouest où l'endettement atteint 150 piastres. C'est-à-dire sensiblement plus que la valeur vénale actuelle de la terre. Enfin, dans la province de Rachgia, l'endettement maximum atteint 330 piastres à l'hectare et 460 dans celle de Bac Lieu. Il est bien évident qu'avec de telles charges, il était chanceux d'espérer s'en tirer lorsque le riz était à 11 piastres, et tout à fait impossible maintenant qu'il est à 4,50. Et même si, comme l'on peut l'espérer, les cours du riz se relèvent un peu, des études officielles très sérieuses ont établi que, pour un cours de 5,56 pi les 100 kg de riz N° 1, 25 % de brisures, à Saïgon, l'endettement maximum amortissable était de 52 piastres à l'hectare ; et pour un cours de 6,50 pi, cet endettement ne devait pas dépasser 68 pi.

Par conséquent, le cours du riz limite l'endettement maximum possible et c'est en fonction de ce cours que doivent être étudiés les remèdes à apporter à la crise, et les exploitations qui méritent d'être soutenues. Il est bien certain que certai-

nes doivent disparaître. Et, en fait, 200.000 hectares, soit près de 10 % des rizières de Cochinchine, sont retournées en friche — d'ailleurs toutes terres récentes et mal aménagées — et restent libres pour une culture plus rémunératrice.

Mais enfin, la sélection naturelle est une bonne chose, à condition de ne pas en abuser. On ne peut ainsi laisser disparaître une à une des rizières dont les prix d'achat ont peut-être été exagérés, mais qui n'en représentent pas moins des capitaux importants et qui font vivre des milliers de coolies. De plus si le gage hypothécaire doit être dans certains cas réalisé par le créancier, il faut empêcher de s'avilir par trop le prix des rizières. Si l'on prend les chiffres des mutations immobilières en Cochinchine pendant ces dernières années, on obtient les résultats suivants :

En 1929, 7.700 mutations pour une valeur de 25.609.000 piastres.

En 1930, 12.800 mutations pour une valeur de 22.113.000 piastres.

En 1931, 10.200 mutations pour une valeur de 11.589.000 piastres.

En 1932, 10.000 mutations pour une valeur de 8.250.000 piastres.

Si l'on suppose que la superficie moyenne de chaque mutation n'a pas varié entre 1929 et 1932, il est facile de calculer que les rizières vendues en 1932 ont perdu les $\frac{2}{3}$ de leur valeur sur 1929. On ne peut laisser s'évanouir ainsi le seul gage des créanciers, surtout quand une baisse aussi exagérée ne peut être que passagère mais amène des troubles graves dans l'économie des pays.

En face de cette situation que l'on peut qualifier dans bien des cas de tragique, qu'ont fait les riziculteurs ? Rien. Ils se sont tournés vers le Gouvernement général et la France, en laissant paraître une inquiétude extrême qui semble, heureusement, avoir diminué depuis. Mais d'abord, pouvaient-ils faire quelque chose par eux-mêmes dans ces circonstances où

le premier geste, dans tous les Etats du monde et sous toutes les latitudes est de se tourner vers le pouvoir constitué ? Oui, ils peuvent beaucoup et cela semble avoir été heureusement compris. Nous avons déjà laissé prévoir que le vrai remède, le seul durable pour vaincre une crise qui, sans cela, continuera même lorsque la crise mondiale aura pris fin, c'est l'augmentation du rendement. Toute une série de mesures concourent vers ce même but : application rationnelle des fumures ; travaux d'adduction des eaux ; amélioration des procédés de stockage dans l'intérieur ; lutte contre les destructeurs de récoltes, indépendamment même des insectes parasites (nous avons dit que les oiseaux et les rats dévoraient 40 % de la production, soit de 7 à 800.000 tonnes par an) ; fondation de coopératives de vente, servant d'intermédiaires entre producteurs et usiniers, capables de centraliser en stocks triés par catégories de produits. Notre rendement en 1931 est demeuré ce qu'il était à notre arrivée voici 75 ans, c'est-à-dire le plus faible du monde et aucun appui gouvernemental ne pourra rien pour les riziculteurs si cet état de choses persiste. Mais évidemment il faut du temps pour augmenter le rendement de tout un pays, et la riziculture avait besoin d'appui immédiat. Le gouvernement général, soutenu par la France, le lui a généreusement donné.

Mais, avant d'étudier l'aide gouvernementale, il est normal de voir rapidement ce que les riziculteurs demandaient eux-mêmes.

Le syndicat des riziculteurs, appuyé par le Conseil Colonial, dans une séance du 24 juillet 1931, demanda :

Un moratoire immédiat pour toutes les dettes exigibles, et une réduction des intérêts à venir pendant toute la durée du moratoire ;

L'institution d'un établissement de crédit à long terme et à intérêts limités.

En somme, le premier projet, reflétant la nervosité du début, ne visait qu'à obtenir du crédit sous toutes ses formes.

Que l'on accorde des délais aux débiteurs dans l'embarras, rien de plus juste ; mais une demande prévoyait que les biens des débiteurs ne seraient saisissables que pour une part, ce qui est contraire au Code civil et n'a pu, en conséquence, être pris en considération.

D'ailleurs, les corps élus de l'Indochine et les riziculteurs cochinchinois ne tardaient pas à présenter un projet d'ensemble. Ce projet comprenait deux parties. Une partie visant à l'assainissement de la situation et qui demandait :

1° La révision des tarifs douaniers pour favoriser les échanges avec les pays d'Extrême-Orient ;

2° La création d'un office privilégié de crédit foncier à long terme permettant un nouvel aménagement des dettes et un allègement des charges ;

3° La création d'un office de colonisation.

Une deuxième partie demandait des mesures d'urgence :

1° Suspension des droits de sortie sur les riz, paddys et dérivés tant que les cours ne seront pas plus rémunérateurs ;

2° Renouvellement des prêts de campagne pour un an, pour tous ceux qui ne sont pas en mesure de rembourser les prêts consentis en 1931 ;

3° Réduction des frais de justice, et spécialement des frais de procédure d'expropriation, souvent abusifs ;

4° Recherche de nouveaux débouchés pour le riz, particulièrement en Pologne.

La première partie avait été présentée à M. Reynaud lors de son voyage en Indochine (automne 1931). Elle fut rappelée avec beaucoup de force au gouverneur général en juillet 1932 par une délégation des corps élus, qui insista en outre pour faire réduire le taux de l'intérêt au-dessous de 8 %.

Bien entendu, on a ici volontairement passé sous silence les propositions ou projets venant de particuliers ou d'assemblées, et que leur incohérence ou leur exagération empêchait de prendre en considération. De même, on a écarté tout

ce qui avait trait à un changement du régime monétaire du pays, puisque cette question doit faire l'objet d'un chapitre à part.

Mais il faut signaler un projet de création de « Magasins généraux » fait en 1929 par un colon notable et que le Gouvernement avait adopté. Il fut repoussé par les assemblées élues qui semblent le regretter aujourd'hui. Il s'agissait de magasins possédant une batellerie propre, et centralisant la production cochinchinoise en plusieurs points. Transport et usinage à meilleur compte, et respectant la sélection des récoltes ; stockage rationnel, donnant une sûreté plus grande au producteur muni d'un billet de warrant ; éviction de l'intermédiaire chinois avec ses spéculations dangereuses ; voilà quels étaient les avantages principaux. Il semble que ce projet doive être réalisé un jour, car il est nécessaire pour résoudre plus avantageusement les problèmes relatifs à l'exportation d'une part, et pour permettre, d'autre part, les avances sur warrant.

Donc les riziculteurs se tournèrent vers le Gouvernement général qui répondit généreusement à leur appel.

Il ne m'appartient pas ici de discuter des avantages et des inconvénients de l'« Economie dirigée ». Cela dépasserait le cadre de ce travail. Qu'on me permette seulement de noter que, intervenant au sujet de productions comparables à celle du riz, un certain nombre de grands Etats ont obtenu des résultats peu encourageants. Citons seulement les Etats-Unis (blé et coton), le Canada, l'Europe centrale (blé), l'Egypte (coton). « L'intervention étatique a été partout dangereuse, onéreuse, et finalement inefficace », juge une brochure de l'Institut Colonial Français. Bien entendu, il s'agit ici d'une intervention directe et même brutale, en violation de lois économiques — comme la loi de l'offre et de la demande — que l'on a prétendu périmées afin de pouvoir y contrevenir plus aisément. Et, s'il paraît parfois y avoir réussite, elle n'est jamais que tout à fait temporaire. Cela ne veut pas dire qu'il

faillie s'abstenir complètement d'intervenir, et les doctrines physiocratiques ne sont plus de mise depuis longtemps. Mais il faut que l'intervention gouvernementale respecte les règles du jeu, si je puis dire, c'est-à-dire apporte une aide à ceux qu'elle veut soutenir en cherchant à rester dans le cadre des lois économiques actuelles. Et seule une telle méthode a chance de donner des résultats durables. Enfin, dernier argument, les mesures violentes visées ci-dessus n'ont une chance de réussir que si le pays qui les prend exporte une quantité suffisante du produit à protéger pour avoir l'espoir d'influer sur les cours mondiaux (Brésil pour le café ou Indes anglaises pour le caoutchouc).

Mais ce n'est pas le cas pour l'Indochine qui ne peut que chercher à s'adapter aux cours mondiaux du riz. C'est ce que M. Pasquier avait très bien vu, et ce qu'il exposait dans un discours du 27 juillet 1932 au Grand Conseil des intérêts économiques et financiers en préconisant l'amélioration du prix de revient et en rendant hommage à l'Office du riz pour son activité. Mais M. Pasquier savait faire autre chose que des discours. En outre, il faut remarquer que, depuis la création d'un budget général par Paul Doumer en 1897, c'est la Cochinchine qui a subvenu aux dépenses d'intérêt général pour la plus grosse part (jusqu'aux trois-quarts) et que, par conséquent une aide gouvernementale aux riziculteurs était parfaitement justifiée.

Voici les mesures prises par le Gouvernement général :

D'abord des mesures immédiates d'ordre fiscal.

Une réduction de l'impôt foncier de 30 % a été consentie dans certaines régions les plus éprouvées et divers centimes additionnels ont été supprimés.

Les droits spécifiques perçus depuis 1926 sur les sorties de riz ont été remplacés en novembre 1931 par une taxe ad valorem qui, d'après les cours actuels, constitue un dégrèvement d'environ 40 %.

De plus, l'autorité judiciaire, consciente de la situation, sut se montrer large dans les délais accordés aux débiteurs.

Mais évidemment ces mesures étaient tout à fait insuffisantes. La riziculture souffrait d'un excès de crédit. Comme ces maladies d'intoxication où une privation brutale du poison tuerait le malade à qui l'on doit, pour le sauver, donner longtemps encore des doses de moins en moins fortes, de même l'abus de crédit ne peut être guéri que par de nouveaux crédits sagement administrés. Pour cela, il faut d'abord savoir comment se fait le crédit en Indochine. Pour les grands riziculteurs, inutile d'en parler ; c'est le crédit hypothécaire ou personnel, à l'européenne. Pour le petit cultivateur indigène, il n'en va pas de même. Le crédit hypothécaire ne peut jouer. D'abord, il n'est pas toujours propriétaire ; de plus, toujours insouciant, il dépense immédiatement, sans souci de l'avenir, ce que lui a rapporté sa récolte précédente. Il a donc besoin, presque chaque année, d'une avance qui lui permette d'attendre la récolte suivante. Donc, seule une avance sur récolte est compatible avec cette situation. Qui la lui fait ? Tout naturellement les intermédiaires qui passent dans chaque village pour acheter les récoltes. Ces intermédiaires, presque toujours des Chinois, ou bien travaillent avec leurs capitaux, ou bien sont de simples démarcheurs pour le compte des rizeries. Mais tous ont un point commun : ils font l'usure ; et une usure aggravée du fait que l'intérêt au moins, sinon intérêt et capital, est stipulé remboursable en paddy, ce qui fait que le cultivateur, ne connaissant pas les cours du riz ne sait même pas exactement à quoi il s'engage. En fait, le remboursement, qui a lieu sept ou huit mois plus tard, est du double ou du triple de la somme prêtée. Et il a bien fallu constater que le gros propriétaire ne prête le plus souvent à ses fermiers qu'aux mêmes taux. M. Pasquier, dans un discours de novembre 1931, a reconnu que les sommes mises à la disposition des caisses rurales, à des taux très bas pour permettre des prêts aux cultivateurs, ont procuré des com-

missions formidables aux gros et moyens propriétaires, soit qu'ils prêtent directement, soit qu'ils fassent payer leur garantie aux avances consenties aux caisses indigènes de crédit agricole de la Cochinchine jusqu'à concurrence de 15 millions de piastres, et au « Crédit Populaire Agricole » dans le reste de l'Indochine, jusqu'à concurrence de 5.200.000 piastres. De plus, la caisse française de crédit agricole de Cochinchine, organisée en 1929, s'était vu réserver un crédit d'es-compte de 500.000 piastres.

Puisque les organismes existants se révélaient incapables de remplir le rôle qu'on voulait leur faire jouer, il fallait créer de toutes pièces les organisations nécessaires. C'est à quoi le Gouvernement général s'est attaché en créant trois organismes.

Le premier en date est l'Office du riz que nous avons déjà cité. Puis, après le voyage de M. Reynaud et l'aggravation de la situation, M. Pasquier mit sur pied tout un programme qu'il exposa dans un discours dont nous extrayons cette phrase : « Mon but est d'aménager, dans le plus grand nombre de cas possible, les engagements des propriétaires, de sorte que ces derniers puissent faire honneur à des échéances strictement proportionnelles à leur capacité de paiement... »

De ce programme, sanctionné par la loi du 26 avril 1932, nous extrayons ce qui a trait au riz.

Un emprunt de cent millions de francs au Crédit Foncier de France pour venir en aide à la riziculture.

Création d'un « Service des prêts fonciers à long terme ».

Création d'un « Office de colonisation rurale ».

Voyons un peu le but et le fonctionnement de ces trois organismes.

L'Office du riz, institué par décret le 10 avril 1930, a un but double. Relever le rendement et améliorer la récolte au point de vue sélection. Autrement dit, diminuer le prix de revient et augmenter la valeur marchande du riz indochinois.

Résultat double aussi : permettre à la Cochinchine de surmonter la crise et lui donner pour l'avenir la place qu'elle mérite sur le marché mondial du riz ; permettre au Tonkin et à l'Annam de résoudre le problème que commence à poser le surpeuplement. Dirigé par un agronome assisté de six riziculteurs français ou indigènes, quatre représentants de sociétés de crédit mutuel agricole et de trois représentants du commerce et de l'industrie agricole, il conjugue les intérêts des producteurs avec ceux des usiniers et des exportateurs. Son programme comporte : aménagement des rizières, emploi de l'outillage et des engrais appropriés, lutte contre les parasites, sélection des semences, préparation des produits pour la vente. Il a débuté par la création de champs d'expériences et de stations d'essai et d'un service d'information et de propagande. M. Pasquier rendait déjà hommage en 1932 à son action, mais elle ne peut encore, à l'heure actuelle, être traduite par aucun chiffre.

Le Service des prêts fonciers à long terme a été institué par décret du 29 avril 1932, en conformité avec la loi du 26 avril 1932 qui autorisait le Gouvernement Général à garantir jusqu'à cent millions de francs les emprunts faits par des établissements privés spécialisés dans le but d'accorder des prêts fonciers à moyen et long terme aux riziculteurs. Ces prêts seront amortissables en 15 ans et le taux d'intérêt ne pourra excéder de plus de 1,50 % le taux des emprunts contractés par ces établissements.

L'emprunt de cent millions de francs fait au Crédit foncier de France fournit les premiers capitaux à ce nouvel organisme, géré par un consortium d'établissements financiers locaux.

L'endettement de la Cochinchine, autant qu'on ait pu en juger au milieu de l'incroyable enchevêtrement de crédits gelés qui caractérise la situation actuelle des riziculteurs, était réparti ainsi :

Envers les banques	6	millions de piastres
— sociétés foncières	6,1	—
— caisses de crédit agricole mutuel	12	—
— chettys	30	—
— Annamites	5,9	—
Total	60	millions de piastres

Les premiers travaux du Service des prêts fonciers ont dégagé ceci :

Les chettys n'auraient guère que 20 millions de piastres de créance.

Par contre, les prêts entre Annamites seraient beaucoup plus considérables, par suite de la cascade de crédits dont nous avons déjà parlé.

Enfin la quasi-totalité des débiteurs n'ont pas fait tous les efforts qu'ils auraient pu faire, s'abritant derrière les décisions de justice peut-être un peu trop libérales.

Ces études n'ont pas empêché le Service de commencer tout de suite sa tâche. En un peu plus d'un an il avait déjà reçu plus de quatre mille demandes de prêts. Il faut les examiner une à une, faire les enquêtes sur la solvabilité du débiteur, la valeur des rizières offertes en gage et leur revenu réel. Il faut enfin préparer les bases d'arrangements éventuels avec les créanciers intéressés. Ce dossier est soumis à un comité consultatif composé de riziculteurs et de financiers. Le Gouvernement Général décide. S'il accepte le dossier, les établissements de crédit hypothécaire, qui ont passé une convention à cet effet, assureront l'exécution des opérations matérielles, encaissement des arrérages et surveillance des gages.

Les prêts ont lieu au taux de 7,75 % pour 15 ans, mais amortissables au bout de cinq ans seulement. Ce taux, très modique, et que M. Pasquier voulait plus modique encore, est déjà une très belle réussite, due à son énergie et à sa volonté

de soulager les riziculteurs. Tel qu'il est, quatre fois inférieur aux taux habituels des prêts annamites ou chettys, il permettra la consolidation d'un volume trois ou quatre fois supérieur d'engagements antérieurs. On peut trouver trop étroite cette limite de cent millions imposée à la garantie du Gouvernement Général, mais il était difficile de faire plus dans l'état actuel des choses, et le Ministère des Colonies étudie les modalités d'un effort de crédit plus considérable.

Tel qu'il est, le Service des prêts fonciers est susceptible de rendre les plus grands services à la riziculture, mais ne résout pas tous les problèmes de l'heure présente. En effet, les gros prêteurs ont subi de lourdes pertes en ces dernières années, un certain nombre ont même fait faillite et la majorité ont, chaque fois qu'ils l'ont pu, cherché à réaliser le gage des débiteurs insolvables. Un grand nombre de propriétaires, grands et petits, ont été ainsi expropriés, et, la crise continuant à sévir, la valeur des rizières est tombée extrêmement bas. D'où deux conséquences. Les gages des prêteurs diminuaient toujours de valeur et devenaient difficilement réalisables d'une part, la petite propriété accusait une diminution inquiétante d'autre part.

L'Office de colonisation rurale, institué par décret du 22 avril 1932, est venu combattre ces deux tendances, toutes deux dangereuses. Doté de la capacité juridique et de l'autonomie financière, il a pour but :

1° Intervenir aux procédures de vente sur saisie immobilière de rizières et assurer la réalisation des biens acquis ou leur gestion qui pourra, sous certaines garanties, être confiée aux anciens propriétaires.

2° Acquérir par adjudication publique ou de gré à gré des domaines ruraux en vue de leur morcellement et de l'accession des indigènes à la petite propriété.

3° Obtenir la concession de terres domaniales en vue, soit de leur lotissement en petits lots d'exploitation, soit de l'établissement de villages de colonisation.

Une commission de surveillance décide de l'opportunité de chaque intervention. L'Office, situé à Saïgon, est dirigé par un conseil de six membres nommés par arrêté du Gouverneur.

On peut espérer que cet organisme apportera une solution heureuse à la question agraire qui commence à préoccuper certains esprits.

Le sentiment de la race commande le maintien de la propriété des rizières où ses ancêtres ont travaillé et sont morts. Or la société annamite actuelle manque d'équilibre. Elle a une élite et une masse ouvrière. La classe intermédiaire manque. On a cru pouvoir la créer par la propriété du sol au moment où nous avons ouvert à la culture tous ces nouveaux terrains dont, effectivement, les Annamites ont eu la plus grosse part (1.700.000 hectares sur les 2.300.000 de rizières cochinchinoises cultivées en 1929). Mais il s'est formé une sorte d'aristocratie terrienne — révolution dans les coutumes traditionnelles — au détriment même des mœurs ancestrales. La rizière communale a diminué, les gros propriétaires ont absorbé les petites rizières. Et, pour qui connaît la dureté de l'Annamite lorsqu'il est maître, on comprend le sentiment de tous ceux qui sont à la fois déshérités et opprimés.

La propagande révolutionnaire a canalisé et exploité toutes les rancœurs. Les Annamites riches ont dû payer aux organisations communistes des sommes importantes pour que leurs biens soient respectés, et, sans réussir toujours à les sauver, ils sont parfois devenus suspects aux autorités françaises qui les accusaient de subventionner le mouvement dans un but de libération, ce qui est souvent faux. En outre, ces acquisitions récentes de 2.000, 3.000 hectares et quelquefois plus n'intéressaient le propriétaire que pour les fermages à toucher. Aucun souci d'amélioration d'aucune sorte, et c'est ce qui explique que le rendement en 1929 ait été celui de 1875, le plus bas du monde. C'est une plaisanterie courante en Indochine de dire que ces nouveaux propriétaires ne savent pas toujours où

sont leurs terres. Une campagne de l' « Impartial » de Saïgon en 1931, et un rapport d'un expert près la Cour d'Appel de Saïgon mirent en lumière ces mêmes faits.

On voit par ce bref exposé combien le but de l'Office de colonisation rurale dépasse le cadre d'une simple crise économique à conjurer, mais se sert des bouleversements apportés par cette crise pour une meilleure distribution des terres. Et si l'on se souvient que, comme nous l'avons montré, la petite propriété familiale est celle qui sait le mieux s'adapter aux bas cours du riz, on voit combien la création de cet organisme était nécessaire et judicieuse.

Enfin, pour que les prêts usagers ne continuent pas leurs ravages auprès des nouveaux colons, il a été institué, par arrêté du Gouverneur Général, en date du 5 août 1932, une caisse centrale de crédit agricole mutuel en Cochinchine. Cette caisse s'occupe des prêts de moisson et de campagne, faits antérieurement par les intermédiaires chinois, et elle travaille, en liaison avec l'Office du riz qui, lui, recherche, comme nous l'avons vu, les moyens de relever la qualité et le rendement.

Il faut souhaiter à tous points de vue que ces organismes différents réussissent dans leurs tâches respectives. Evidemment cela n'ira pas sans quelques « déchets ». Nous avons dit que 200.000 hectares parmi les rizières les plus récentes de la Cochinchine étaient retournés en friche. Les capitaux employés ont été complètement perdus. Il faut d'ailleurs s'attendre à d'autres pertes totales et surtout partielles de capitaux investis, et c'est grand dommage. Mais il est certain que c'est un moindre mal et que le Gouvernement Général, avec beaucoup de sagesse et de discrétion dans ses interventions, a mis tout en œuvre pour limiter la crise et réserver l'avenir.

Dans notre exposé de la crise et des moyens à prendre pour la combattre, il est un élément que nous n'avons pas traité. Élément important cependant, puisqu'il constituait le dernier des trois problèmes rizicoles auxquels s'était attaché l'effort français : c'est le problème des débouchés. Nous avons dit

plus haut que, dans les années qui ont précédé la crise, l'exportation du riz se faisait normalement vers la Chine et le Japon. Le problème devint plus angoissant dans les premières années de crise, en 1929 et 1930. Il se produisit des stocks qui, achetés à haut cours, se liquidèrent à perte. La principale raison était le resserrement du marché chinois par suite des guerres civiles. De plus, le régime douanier de l'Indochine manque de souplesse. Cependant les stocks ne se renouvelèrent plus et, ces dernières années, l'excédent de la production s'écoule normalement. Néanmoins, ce problème mérite une étude un peu détaillée, d'abord parce qu'il a sa place dans toute étude du riz qui s'efforce d'être complète, ensuite parce qu'il a servi et sert encore de paravent à certains qui, pour des raisons moins avouables, préconisent la dévaluation de la piastre sous prétexte d'ouvrir plus grands à notre exportation les pays à monnaie-argent.

Voyons d'abord comment se présente le marché mondial du riz.

La consommation du riz dans le monde s'élève à 150 millions de tonnes ainsi réparties :

Chine	47 millions de tonnes, soit	31,2 %
Indes britanniques ...	33 — — —	22 %
Japon	8 — — —	5,3 %
Autres pays	62 — — —	41,3 %

Les pays d'Extrême-Orient n'échangent que le surplus exportable. Si nous faisons la moyenne des exportations des cinq années 1927-1931, l'exportation annuelle moyenne pour les trois principaux pays est :

Birmanie	3.216.000 tonnes
Siam	1.324.000 —
Indochine	1.390.000 —
Soit	5.930.000 tonnes

Il est intéressant de savoir vers quels pays se sont dirigées ces exportations :

Hong-Kong et Chine	1.305.000 tonnes	
Indes et Ceylan	1.076.000	—
Singapoure et Straits	862.000	—
Indes Néerlandaises	411.000	—
Japon	256.000	—
Soit, pour les marchés d'Extrême-		
Orient	3.910.000 tonnes	
		soit 66 %
D'autre part :		
Marchés d'Europe	1.193.000 tonnes	
		soit 19 %
Marchés divers (Amérique, Afri-		
que)	827.000	—
		soit 15 %

Donc la Chine ne consomme que 22 % des exportations mondiales, ce qui, remarquons-le en passant, ruine cette opinion si répandue que la Chine absorbe la plus grosse partie des exportations mondiales de riz. Ses achats concernent uniquement la Côte Sud (Hong-Kong, Canton, Shanghai), trop éloignée de la production des provinces du Centre et reliées avec elles par des communications trop déficientes. C'est ce qui explique les famines terribles et la sous-alimentation constante du peuple chinois qu'il est à peu près impossible de ravitailler de l'extérieur. De plus il manque le plus souvent d'argent.

Pour ce qui est de l'Indochine française, il faut, avant de voir ses rapports avec les pays voisins, étudier les débouchés offerts au riz en Indochine même, puis dans la métropole.

La France, depuis son arrivée en Indochine, a cherché et expérimenté l'utilisation du riz dans de nombreuses industries. La balle de paddy peut servir de combustible (expérience de la Maison Denis, 1887). Un débouché très considérable est celui de la distillerie. Les Annamites ont toujours fait de l'al-

cool de riz — choum-choum — mais le procédé Amylo, exploité par les distilleries Fontaine qui ont passé un contrat avec le Gouvernement Général, consomme de fortes quantités de riz produisant annuellement 175.000 hectolitres d'alcool à 40 %. A signaler d'ailleurs que cet alcool industriel ne possède pas à un même degré l'arome des alcools dus à la fabrication familiale et n'a pas toujours été très bien accueilli par les indigènes.

Le riz est employé dans les brasseries à la teneur de 15 %. Dès 1910, les établissements Larue de Cholon l'employaient, et le procédé s'est beaucoup étendu depuis.

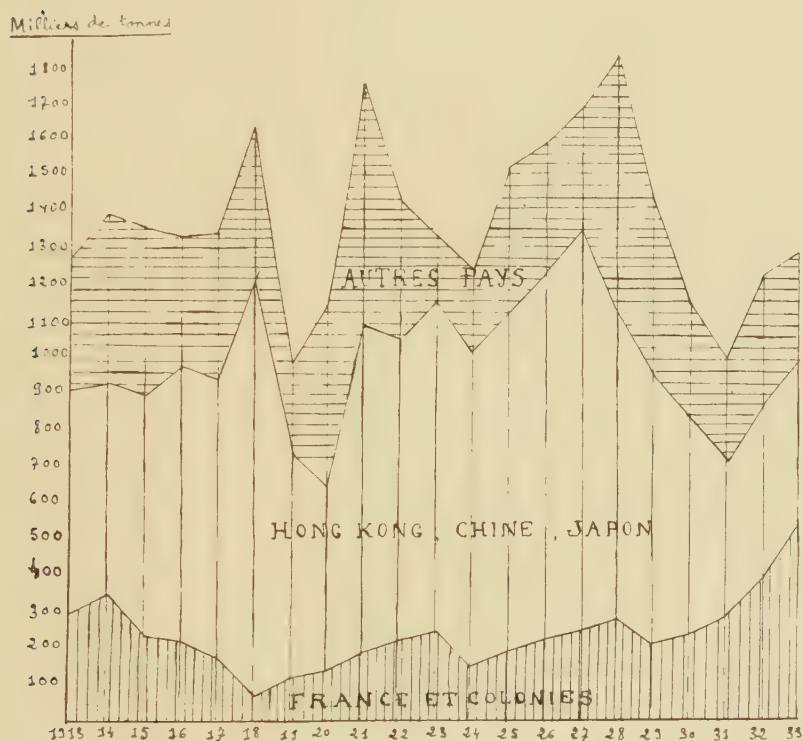
L'amidonnerie utilise aussi le riz.

Mais c'est comme produit d'alimentation que le riz est le plus employé. Dès 1900, des travaux considérables avaient été entrepris par le Docteur Lahille, travaux auxquels la guerre a donné une importance nouvelle. Du pain à 20 % de farine de riz fut fabriqué à Saïgon et des rapports favorables furent faits en 1915 à Paris sur l'introduction de la farine de riz dans les farines panifiables. M. le Député Outrey chercha à le faire admettre, mais l'opposition des minotiers empêcha de donner suite à cette tentative depuis la guerre.

L'Académie d'Agriculture se montra favorable (1926) à l'introduction du riz dans la nourriture des animaux. D'ailleurs, pendant la guerre, le riz entra pour une assez large part dans la nourriture des troupes qui n'en furent pas toujours très satisfaites. C'est qu'en effet en France on ne savait pas préparer le riz que l'on mettait à cuire dans de l'eau. Le grain gorgé d'eau éclate et l'amidon contenu s'amalgame en une bouillie assez semblable à de la colle d'affiche.

Lorsque l'on décida, en 1930, année où l'exportation indochinoise s'était faite difficilement, de répandre la consommation du riz indochinois en France, la propagande porta sur deux points bien distincts. Il fallait d'abord que le riz d'Indochine fût à la portée des consommateurs. Or une enquête faite en 1930 chez les détaillants du Midi a prouvé qu'ils

ignoraient absolument l'origine des riz qu'ils vendaient, et qu'ils n'avaient jamais entendu parler du riz d'Indochine. D'autre part'il fallait, non seulement inviter le grand public à consommer du riz d'Indochine, mais encore lui apprendre comment on le faisait cuire et avec quoi on pouvait l'assaisonner.



La campagne de propagande fut confiée en 1932 à l'agence Havas et doit durer trois ans. Mais l'Agence Economique de l'Indochine menait de son côté une campagne des plus actives dont les résultats sont déjà tangibles. La France qui, dans les années d'après-guerre, consommait 1/6 de l'exportation de riz indochinois, en a importé 22 % en 1931 et 33 % en 1932. Et il est certain que cette proportion ne fera qu'augmenter.

Il faut d'ailleurs remarquer que cette augmentation métropolitaine vient à point pour compenser la diminution des importations chinoises. Si nous regardons le tableau des exportations par pays, nous voyons que 50 % à 60 % du riz indochinois allaient vers la Chine et le Japon. Or, depuis 1927, la Chine a singulièrement diminué ses importations :

1927.....	60 %
1928.....	33 %
1929.....	46 %
1930.....	51 %
1931.....	42 %
1932.....	38 %

Le Japon aussi, touché fortement par la crise et voulant protester contre nos tarifs douaniers, a restreint ses achats de riz en Indochine.

Il devenait urgent de favoriser les rapports commerciaux entre l'Indochine et les pays qui l'entourent et qui, n'ayant pas d'accords commerciaux, se voyaient appliquer les droits du tarif général, quatre fois supérieurs à ceux du tarif minimum. Le Gouvernement Général, soutenu par le Département des Colonies, s'y est employé et deux réalisations au cours de 1932 sont les débuts d'une évolution devenue nécessaire.

Un accord franco-japonais du 26 août 1932 a accordé aux marchandises intéressant le plus directement l'industrie japonaise, lorsqu'elles sont importées en Indochine, soit le tarif minimum, soit un pourcentage de réduction sur le tarif général.

De plus, un décret du 25 septembre 1932 a approuvé une délibération du Conseil de Gouvernement du 10 mai, modifiant dans un sens plus libéral les droits d'entrée sur les produits spécialement asiatiques.

On ne peut apprécier encore les résultats, mais cet effort poursuivi méthodiquement doit assurer à l'Indochine un large développement dans son milieu géographique.

Car nous avons vu dans le tableau donné ci-dessus que la part des « autres pays » dans la consommation du riz indochinois reste à peu près constante, oscillant autour de 20 %. Si l'on cherche à l'augmenter, l'effort devra porter sur les pays voisins et non sur les Etats Occidentaux où il semble avoir peu de chances de succès. Au moment de l'affolement des riziculteurs, des demandes ont été faites, ainsi que nous l'avons vu, pour chercher en Pologne, pays grand consommateur de riz, un débouché nouveau. Une étude très documentée, parue en juillet 1933, dans le Bulletin de l'Agence de l'Indochine, montre qu'il ne faut rien espérer de ce côté-là.

D'ailleurs, ainsi que nous espérons l'avoir montré, la question des débouchés n'est pas le point névralgique de la crise du riz. Naturellement c'est une question à ne pas perdre de vue, surtout si, comme nous l'espérons vivement, la quantité de riz indochinois exportable s'accroît. Mais le problème capital sur lequel doit porter l'effort de tous, c'est, en dehors des questions de crédit qui semblent avoir été résolues au mieux, la question du rendement qui seule rendra la rizièrre assez rémunératrice pour liquider le passé et affermir l'avenir.

Evidemment — mais une situation économique est-elle jamais parfaite ? — quelques améliorations sont encore à souhaiter. Une organisation de prêts aux collectivités indigènes (communes) pourrait être organisée comme en France ; de même une école d'agriculture, formant de bons contre-maîtres annamites ; de même encore des coopératives de vente que les syndicats agricoles sont incapables d'organiser, par routine et par manque de solidarité. Enfin, le marché du riz de Saïgon est sensible parce qu'étroit. Il a été créé en 1930 un marché à terme du riz à Marseille. Or l'installation d'un marché à terme comporte la création d'une caisse de liquidation. A Marseille, les quantités mensuelles traitées au marché sont de l'ordre de 625.000 q. m. Il joue son rôle de stabilisateur et

a de plus élargi le marché du riz n° 1 de Saïgon. Il serait à souhaiter que cet exemple soit suivi à Saïgon.

Enfin, la crise du riz, qui a durement atteint l'Indochine, a assaini la situation et fait disparaître un certain nombre d'intermédiaires douteux et quelques abus nuisibles. Nul doute qu'avec l'appui ferme et efficace du Gouvernement Général et de la France, elle ne surmonte cette crise d'où elle sortira en meilleure posture pour les luttes à venir.

LE CAOUTCHOUC

La question du caoutchouc est toute différente de celle du riz. Il s'agit de cultures jeunes, uniquement aux mains d'Européens, qu'il faut protéger contre un effondrement temporaire des cours. Dernier venu dans le tableau des exportations indochinoises, où il occupait le vingt-troisième rang en 1914, le caoutchouc est passé au deuxième rang, après une ascension lente mais régulière. Pour cette raison il mérite d'être étudié après le riz ; et, s'il n'intéresse qu'indirectement l'Indochine, puisqu'il est entièrement exporté, il intéresse au premier chef la France dont il devrait, dans un avenir prochain, fournir tout le marché.

Le sylve indochinoise, au Tonkin et dans le Haut-Laos, renferme différentes sortes de lianes qui, exploitées par les indigènes, produisaient, bon an mal an, 150 à 200 tonnes de caoutchouc dit « de cueillette ». Mais il n'y avait aucun espoir d'augmenter cette quantité, bien au contraire, car, exploités sans précautions ni ménagements, ces végétaux risquaient de disparaître rapidement. Heureusement, le caoutchouc de plantation, se répandant dans tout l'Extrême-Orient, supplantait rapidement le caoutchouc de cueillette. En 1906, sur 70.000 tonnes de production mondiale, le caoutchouc de cueillette (Brésil) en fournissait 65.000 tonnes. En 1917, il n'en fournissait plus que 52.000 sur 265.000 tonnes.

C'est en 1877 que le Gouvernement des Indes Anglaises fit venir des semences d'hévéa du Brésil. Environ 70.000 graines furent rapportées d'abord à Londres, et plantées dans les ma-

gnifiques serres chaudes de Kew. Elles donnèrent des plants qui furent distribués à Ceylan et dans la péninsule malaise. De là, l'hévéa passe rapidement aux Indes Néerlandaises pour y prendre l'extension que l'on sait.

On ne sait pas très bien qui, le premier, apporta en Indochine française les premiers plants ou graines d'hévéa. Peut-être fût-ce M. Seeligman, en 1891. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'en 1897 des graines venues de Batavia furent plantées dans les jardins d'essai de Ong-Yen en Cochinchine, et dans les jardins de l'Institut Pasteur de Nha-Trang, dirigé à cette époque par le Docteur Yersin. L'année suivante, il se procura des graines à Colombo et étendit sa plantation. Un colon, à la même époque, planta des hévéas dans le but de fournir de l'ombre à sa plantation de caféiers. Ce furent ces deux exploitations qui fournirent les premières exportations indochinoises de caoutchouc de plantation.

Mais ce n'était là qu'un essai presque théorique. En 1904, les travaux de construction du Trans-Indochinois entre Saïgon et Nha-Trang firent découvrir les terres rouges que l'on estime actuellement à six millions d'hectares. L'« Agricole de Suzannah », constituée en 1907, fut la première société de plantation.

Puis les plantations se multiplièrent. L'étude des terrains favorables à l'hévéa montra que d'autres terrains, les terres grises, lui convenaient aussi bien. En 1917, vingt ans après l'introduction des premiers plants, les provinces de Thudaumot, Bien-Hoa, Baria, Gia-Ding et Tay-Dinh, possédaient 21.000 hectares de plantations de caoutchouc, représentant six millions de pieds dont un million déjà en saignée. Depuis cette date, l'extension a été bien plus considérable encore, les plantations ont gagné le Sud du Cambodge et de l'Annam. Actuellement, on peut estimer que 126.400 hectares sont plantés dont 50.000 en rapport.

L'Hévéa *Brasilensis*, originaire du bassin de l'Amazone, exige des terres fertiles et basses, une température chaude et

humide, comprise entre 22° et 35°. Toutes ces conditions se trouvaient réunies dans le Sud indochinois ; mais il y avait une question qui préoccupait les planteurs : c'est que la Cochinchine possède une saison sèche inconnue sous les latitudes équatoriales où cet arbre avait été cultivé jusqu'alors. Il s'est heureusement trouvé que cette saison sèche, longue de cinq mois (décembre à avril), loin d'être nuisible à l'hévéa, le soustrait au contraire à la plupart des maladies cryptogamiques qui l'atteignent dans les régions de pluies ininterrompues.

Les terres grises sont des terres d'alluvions anciennes, formant les plateaux de l'Est Cochinchinois. Elles portent une végétation forestière moyenne — d'où frais de défrichement relativement peu élevés — mais exigent des fumures régulières ce qui augmente les frais d'exploitation.

Les terres rouges, provenant de la décomposition de roches basaltiques, se trouvent dans l'ouest de la Cochinchine. Terres très argilo-siliceuses, elles retiennent l'humidité et sont très fertiles sans engrais ; mais, portant une végétation forestière luxuriante, les défrichements y sont bien plus coûteux.

Sur les 84.000 hectares plantés en Cochinchine, 47.000 hectares le sont en terres rouges et 37.000 en terres grises.

D'ailleurs, que ce soient terres rouges ou terres grises, les procédés de culture sont les mêmes. On défriche en saison sèche et les jeunes plants sont mis en place au début de la saison des pluies. Car on a partout abandonné la pratique des semis en place. Les graines de l'hévéa sont très fragiles et perdent rapidement leur faculté germinative, ce qui n'a pas été sans causer de nombreux déboires aux planteurs qui faisaient venir leurs graines des pays voisins — et concurrents — surtout lorsque la mauvaise volonté de ces derniers s'en mêlait. Il faut en effet, pour faire voyager ces graines, les faire évaporer vingt-quatre heures à l'air libre, puis les enfermer en vase clos. Pour les faire germer ensuite, on les met vingt-

quatre heures à tremper dans de l'eau et on les sème sur du sable humide et légèrement ombragé. Les graines germées sont enlevées au fur et à mesure et placées en pépinière, ce qui demande beaucoup de soins et d'entretien.

Au bout de vingt-deux mois, les jeunes plants atteignent un mètre et sont, à ce moment, mis en place. On sectionne la tige à 0 m. 80 du collet et la racine à 0 m. 50 : c'est ce que l'on appelle le « stump ». Parfois on plante les graines dans des paniers tressés, ce qui permet de mettre le plant en place sans avoir à le déraciner. Le jeune plant est mis dans des trous de 0 m. 60 en tous sens mais d'un espacement très variable.

Je n'ai pas l'intention d'entrer dans le détail des expériences multiples faites au sujet de l'écartement des arbres. Qu'il nous suffise de dire que, au début, on les plantait très serrés — cinq mètres en tous sens — ce qui donnait 400 pieds à l'hectare. Mais les arbres poussaient trop en hauteur, au détriment de leur vigueur. On a adopté, en général, des écartements de huit à dix mètres, soit 150 arbres à l'hectare. Sauf le cas d'une culture intercalaire (caféiers, théiers, etc.), où l'espacement atteint souvent dix-huit mètres. Mais, tant que le plant n'est pas devenu un grand arbre, il faut encore le protéger contre les cerfs qui viennent brouter les pousses et contre un chien-dent particulier, — le tranh, — qui envahit la plantation et, atteignant jusqu'à deux mètres, absorbe la lumière et la nourriture des jeunes plants.

Donc défrichage et dessouchage (les arbres abattus étant brûlés sur place), pépinière, protection des jeunes plants et détranhage, voilà quelles sont les trois grosses dépenses exigeant une importante mise de fonds et pour cela un temps assez long, puisque l'hévéa ne commence à produire qu'à partir de six ans environ.

Ces dépenses, que l'on évaluait, en 1923 ou 1924, de 500 à 650 piastres par hectare en terres rouges, et de 250 à 300 piastres en terres grises, ont subi, du fait de la main-d'œuvre,

une sérieuse augmentation. C'est de 900 à 1.000 piastres en terres rouges et de 700 à 800 piastres en terres grises qu'il faut maintenant compter pour amener un hectare de jeunes plants jusqu'à sa période de production. D'ailleurs, par la suite, les dépenses d'entretien sont sensiblement diminuées par la plantation, sous les hévéas, de lentoros, légumineuses qui maintiennent le sol et sont un très bon engrais.

Entre la cinquième et la septième année commence la mise en saignée. Toutes les modalités ont été essayées, depuis la saignée journalière jusqu'à des saignées alternées avec de larges intervalles de repos, ou encore en combinant ces deux méthodes. Sans entrer dans les détails, signalons que la saignée journalière est à peu près abandonnée en Indochine ; elle exige trop de main-d'œuvre et de plus ne donne pas les meilleurs rendements. Ce qui se pratique, ce sont les saignées alternées à courtes ou à longues périodes. Ou bien les saignées sont pratiquées un mois sur deux ou sur trois, ou sur quatre, ou bien elles ont lieu un jour sur deux, sur trois, etc... Ou bien encore, la saignée est faite pendant un an journallement, puis saignée alternée de un mois sur deux l'année suivante ; ce qui laisse six mois de repos aux arbres tous les deux ans. Avec des plants très vigoureux, on peut même reprendre pendant la seconde année la saignée journalière en novembre, décembre et janvier qui sont les mois les plus productifs. Cette dernière méthode augmente sensiblement le rendement mais exige en général une légère fumure tous les deux ans.

Quelle que soit d'ailleurs la modalité employée, M. Girard, promoteur de l'alternance mensuelle, a calculé que si la première année on perdait 40 % du rendement obtenu par des saignées journalières, cette diminution n'était plus que de 15 à 20 % la seconde année, et dès l'année suivante, la saignée alternée produit un supplément appréciable de latex, qui est d'ailleurs plus riche. Des expériences faites au jardin botanique de Buitenzorg à Java, ont prouvé que le latex ainsi ob-

tenu était plus riche en caoutchouc et moins dense que l'autre, car la densité et la teneur en caoutchouc sont inversement proportionnelles. De plus on bénéficie d'une diminution importante de main-d'œuvre et on escompte une plus grande longévité des arbres. Mais sur ce dernier point on manque d'expériences précises. M. Chevalier estime qu'une plantation bien conduite doit passer par un maximum de productivité entre trente et quarante ans et décliner ensuite ; mais sans pouvoir se baser sur d'autres faits que celui-ci : l'hévéa étant une essence tendre à croissance rapide, ne doit pas avoir une longévité très grande.

Sur la saignée elle-même, je ne dirai rien. C'est une opération très délicate dont les Annamites s'acquittent très bien. Elle doit être faite le matin de très bonne heure car le latex s'écoule mieux et peut ainsi être traité le jour même.

Ce traitement se fait dans des cuves où le latex est coagulé par de l'acide acétique généralement.

Le produit est ensuite lavé puis transformé en « feuilles » ou « crêpes » qui constituent le caoutchouc marchand. On les met en caisses et on les expédie sur Saïgon. Il faut remarquer que, à l'inverse de ce qui se passe pour le riz, le caoutchouc indochinois est traité avec le plus grand soin, d'après les méthodes les plus modernes, et vaut les meilleures qualités de Java.

Le rendement à l'hectare est estimé généralement à 500 ou 550 kilogs de caoutchouc sec, en terres rouges, et 350 ou 400 kilogs en terres grises pour les plantations en plein rendement. Mais qu'est-ce qu'une plantation en plein rendement ? Personne n'est très fixé à ce sujet et il est possible qu'aucune plantation d'Indochine (la plus ancienne a trente ans) ne soit arrivée à ce stade. Cependant les rendements indiqués ici sont comparables à ceux obtenus dans les plantations plus anciennes de Malaisie ou de Java.

En Indochine, où cette culture était introduite dans des ré-

gions neuves, deux problèmes se posaient : celui de la main-d'œuvre et celui de la lutte contre le paludisme.

La main-d'œuvre des plantations de caoutchouc est soumise à la même réglementation que celle des rizières, et l'arrêt du 11 novembre 1918 en avait réglé le recrutement. Il faut signaler que cette main-d'œuvre indigène donne, à l'hectare, un rendement supérieur à celui que l'on obtient en Malaisie.

Pour le paludisme, ce problème était bien plus grave, surtout en terre rouge. Ces terres, très fertiles, portant une végétation forestière luxuriante, sont infestées de moustiques. Pour en donner un exemple, chez certaines peuplades Moïs qui vivent dans ces régions où seuls les enfants particulièrement résistants arrivent à vivre, plus ou moins bien, avec un organisme infesté de paludisme, on estime qu'une mère met au monde cinq enfants pour en élever un. On comprend que les défrichements, dans ces conditions et avec des coolies non acclimatés, aient amené des pertes considérables. Un chef d'entreprise engageant des travailleurs était obligé de tenir compte des faits suivants. En terrain vierge, au bout de quinze jours, 25 % des coolies sont à l'infirmerie et les autres ont diminué leur rendement de 25 %. D'une façon générale, en pays sain, 100 ouvriers équivalent à 66 travailleurs normaux, tandis qu'en pays malsain ils n'en valent que 56. Si l'on songe que, d'une part, la mise de fond pour faire venir un coolie du Tonkin en Cochinchine est de l'ordre de 600 à 700 piastres, et que, d'autre part, la main-d'œuvre entre pour 80 % dans le prix de revient d'un kilogramme de caoutchouc, on comprend que, du simple point de vue commercial, le problème de la lutte anti-palustre était primordial. D'ailleurs, de grands progrès ont été réalisés à ce sujet grâce aux procédés préconisés par l'Institut Pasteur et visant spécialement la lutte contre les anophèles et les doses préventives de quinine. A ce propos, rappelons combien il est difficile de persuader les indigènes — comme les soldats — de la nécessité de cette qui-

nine prise tous les soirs. Un chef consciencieux est obligé de faire aligner tous les hommes rentrant du travail le soir et de leur faire absorber la quinine sous ses yeux, en veillant à ce qu'ils ne la recrachent pas dès qu'il a le dos tourné. Voici d'ailleurs les taux de mortalité et de morbidité de la plantation de An Vieng, entre Baria et Bien Hoa, dont les défrichements commencèrent en 1927.

			MORBIDITÉ	MORTALITÉ
			DES MALADES	
502 coolies en 1927.....			18 %	26 %
622 — 1928.....			15 %	15 %
622 — 1929.....			15 %	10 %
515 — 1930.....			11 %	7 %
519 — 1931.....			9 %	0 %

Or, dès 1927, 20.000 piastres furent dépensées en travaux de dessèchement, assainissement et mesures diverses dont on voit le résultat. Car le fait qu'en 1931 les terrains n'étaient plus vierges et qu'en conséquence les causes de maladie avaient diminué n'aurait pas suffi à expliquer une telle diminution de la morbidité dans une plantation.

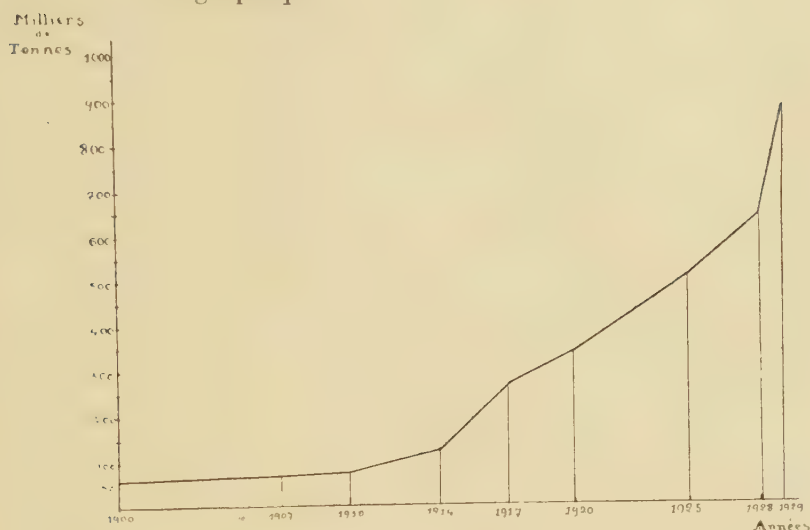
Les exploitations de caoutchouc se développèrent rapidement en Indochine, aidées par la spéculation qui se porta à certaines époques sur les plantations d'hévéas comme elle s'était portée sur les rizières.

Plus de deux milliards de francs ont été ainsi investis par 200.000 actionnaires.

Mais il est impossible de comprendre le problème du caoutchouc indochinois si l'on n'a pas étudié le marché mondial du caoutchouc et les incroyables variations qu'il présente.

Les demandes mondiales de caoutchouc ont subi de 1900 à 1929 des augmentations considérables, dues pour une bonne part au développement de l'industrie automobile.

En voici le graphique :



Naturellement les superficies plantées avaient crû en proportion. De 450.000 hectares en 1910, elles sont passées à près de deux millions et demi en 1929, réparties comme il suit :

Possessions britanniques	1.354.000 hectares
Indes néerlandaises	886.000 —
Bornéo	64.000 —
Indochine	126.000 —
Autres pays	66.000 —
Total.....	2.496.000 hectares

Il faut noter que le quart environ n'est pas encore entré en exploitation. A signaler aussi que le caoutchouc de cueillette qui, en 1907, représentait encore 98 % de la production mondiale, n'en représente plus que 3 % en 1929 (27.000 tonnes).

Or nous avons vu qu'une plantation met en moyenne sept ans avant de produire. Il n'existe peut-être pas d'autre exemple dans le commerce mondial d'un produit dont la demande ait crû d'une façon aussi rapide et pour lequel l'offre soit aussi longue à se mettre au niveau.

Les emplois du caoutchouc sont innombrables. Un jour viendra peut-être où les routes du monde entier seront munies d'un revêtement caoutchouté. Tous les espoirs sont permis aux spéculateurs, ce qui explique la fièvre avec laquelle on a planté des hévéas partout où ils pouvaient pousser. Mais comme d'une part, la demande devrait être prévue sept ans d'avance, et que, d'autre part, une plantation en rendement produit pendant quarante ans et peut-être plus, on ne sera pas surpris de voir par le graphique ci-dessous à quelles divagations se sont livrés les cours du caoutchouc de 1903 à nos jours.

Etudions un peu ce graphique. La pointe de 1910 indique une demande croissante que l'offre ne rattrape qu'avec un certain retard et pour la dépasser aussitôt après. Les cours continuent à baisser et, en 1921, le kilogramme vaut 3.fr. 50, ce qui déclenche une crise atteignant au premier chef les possessions britanniques. Le Gouvernement anglais s'émut et chercha une entente avec la Hollande puisque ces deux pays totalisaient 85 % de la production mondiale. Il préconisait un plan de contingentement de la production en fonction des cours. Mais, devant l'hostilité des planteurs hollandais, devant l'hésitation du Gouverneur des Indes néerlandaises, préoccupé dès cette époque par des soucis graves de politique indigène, l'accord ne se fit pas. Le plan Stevenson fut appliqué par les Indes britanniques seules. Cela suffit d'ailleurs ainsi que le montre le graphique à faire remonter les cours qui se maintinrent à 20 francs jusqu'en 1928. A cette date, nouvelle chute verticale ramenant les cours à cinq francs et même trois francs cinquante (moyenne quatre francs), taux auquel il s'est maintenu depuis lors. Cette chute était d'ailleurs inévitable car les planteurs anglais se lassaient de soutenir un marché par des restrictions dont ils faisaient tous les frais, pour le plus grand profit des autres pays qui en récoltaient les bénéfices et augmentaient leur production. A cela vint s'ajouter l'usage accru du caoutchouc régénéré, ce qui rendait les sacrifices an-

Cours du Caoutchouc



glais toujours plus lourd. Enfin le projet était battu en brèche par les usiniers américains groupés en trusts puissants. Or les Américains sont les plus gros consommateurs de caoutchouc du monde, comme le montrent les chiffres de leurs importations pour ces dernières années :

1923. .	305.000 tonnes, soit 75 % de la production mondiale	
1925. .	388.000 — 75 %	—
1927. .	371.000 — 57 %	—
1928. .	441.000 — 60 %	—
1929. .	470.000 — 57 %	—

On comprend évidemment que la crise survenue dans ce pays, à la fin de 1929, puis dans le monde entier, ait eu une répercussion immédiate sur le caoutchouc ; et cela ne pouvait être autrement. Seulement on pourrait croire qu'une reprise des affaires aux Etats-Unis et la disparition des stocks accumulés à vil prix par les trusts, améliorerait le marché du caoutchouc. Malheureusement on peut affirmer qu'il n'en serait rien.

Là encore, comme pour le riz indochinois, mais cette fois-ci sur le plan mondial, on peut affirmer que, même sans la crise universelle il y aurait eu une crise du caoutchouc. En effet le Bill Stevenson maintenait artificiellement, ne l'oublions pas, le caoutchouc à un cours très rémunérateur — surtout pour ceux qui n'étaient pas contingentés. L'Indochine française en profita, comme nous le verrons, mais ce furent les Hollandais, les plus gros producteurs après l'Angleterre, qui en retirèrent le plus de profit. De plus, et c'est là que nous touchons à la cause principale de la crise actuelle, les indigènes des Indes néerlandaises, poussés par le Gouverneur, se mirent à faire de l'hévéa dans des proportions sans cesse accrues. Le Gouverneur y voyait le double avantage de tourner les indigènes vers une culture particulièrement rémunératrice, et d'envoyer le trop-plein de la population de Java cultiver les terres incultes de Sumatra. La production indigène, qui était de 10.000 tonnes en 1920, est passée à 108.000 tonnes en 1929, et aurait atteint 150.000 tonnes en 1931 si la crise n'avait amené quelques restrictions. Ces restrictions, générales d'ailleurs, ont surtout atteint les moyens et petits producteurs ; Bornéo 10 %, Ceylan 22 %, les autres pays, sauf l'Indochine française : 30 %. Quant aux grands producteurs, leur production n'a fléchi que de 7 % en Malaisie et elle s'est maintenue à son niveau antérieur aux Indes Néerlandaises.

Ce qui fait que, à l'heure actuelle, la production indigène des Indes Néerlandaises représente le huitième de la produc-

tion mondiale. De plus, ces plantations indigènes ayant été faites sur de faibles espaces, et exploitées uniquement par la main-d'œuvre familiale, ne représentent pour l'indigène ni capitaux à amortir, ni frais généraux à couvrir. Si les cours tombent trop bas, l'indigène attend, en se contentant de s'occuper de ses cultures vivrières. Les arbres non saignés n'en acquièrent que plus de vigueur, et une augmentation de quelques francs fera affluer à nouveau le caoutchouc indigène.

Ainsi donc la production indigène joue le rôle de volant et vient empêcher tout relèvement normal des cours. Et pour un relèvement artificiel, l'adhésion de la Hollande est devenue plus que jamais nécessaire, car elle représente près du tiers de la production mondiale, répartie de la façon suivante :

Possessions britanniques	534.000 tonnes
Indes néerlandaises	236.000 —
Autres Pays de plantation	45.000 —
Brésil et pays de cueillette	27.000 —
Total	863.000 tonnes

Les deux premiers pays représentent ainsi 90 % de la production mondiale, et un accord intervenant entre eux aurait toutes les chances d'atteindre son objectif qui est de ramener le caoutchouc à un prix rémunérateur et, du même coup, enlever aux spéculateurs américains la maîtrise du marché.

Immédiatement des commissions d'examen furent nommées en Grande-Bretagne et en Hollande. Un comité de liaison Anglo-Hollandais se forma. Un grand nombre de projets furent débattus : restriction de la production, taxation des caoutchoucs exportés au delà d'une certaine limite, organisation de la vente en commun. De nombreux planteurs Hollandais s'étaient ralliés au plan suivant : confiscation par l'Etat de la moitié des caoutchoucs exportés. On en stocke un dixième pour faire volant en cas de reprise des cours, le reste est

détruit. La quantité confisquée variera suivant l'état du marché (système brésilien).

Mais quel que soit le projet envisagé, quelle que soit l'ardeur déployée par les comités pour aboutir à une entente, et malgré l'énormité des capitaux en jeu, puisque l'Angleterre a 200 millions de livres sterling dans ses plantations et la Hollande 75 millions, aucun accord n'a été conclu. On s'est heurté à l'hostilité des indigènes qui, pour des raisons politiques et par ignorance des véritables éléments de la situation actuelle, ont refusé toute coopération avec les Européens. Et M. de Graëff, gouverneur général des Indes Néerlandaises, pour des raisons politiques, a refusé de passer outre. Les planteurs hollandais ont récemment renouvelé leurs démarches auprès du gouvernement de La Haye et ont acquis la certitude que de longues années seraient nécessaires pour qu'un revirement se produise dans l'état d'esprit des dirigeants hollandais.

Se tournant alors vers les planteurs anglais, les Hollandais ont proposé des mesures restrictives appliquées aux seules exploitations européennes qui représentent 600.000 tonnes, soit 69 % de la production mondiale. Mais les Anglais, fatigués du plan Stevenson dont ils avaient seuls fait les frais, ont refusé. De plus, la production indigène est plus dangereuse encore par son potentiel de production que par les quantités actuellement produites, et une augmentation de trois ou quatre francs, amènerait un surcroît indigène qui viendrait annihiler en partie ou même complètement les efforts européens.

La conclusion de cette étude est nette. Actuellement aucune solution ne peut être attendue sur le plan international, et pour un temps probablement assez long. Et les gouverneurs de Colombo et de Batavia assistent impassibles à la lutte féroce que se livrent les producteurs de caoutchouc pour ne pas mourir.

Le Gouvernement général de l'Indochine et la France ont

pensé que la même attitude ne leur était pas permise. Les plantations de caoutchouc doivent être soutenues parce qu'on le peut et parce qu'on le doit.

On le peut en effet parce que le problème n'est plus le même que dans les colonies anglaises ou néerlandaises. Il ne s'agit pas d'une production massive de matières premières alimentant le marché mondial et pour lesquelles il serait impossible de soutenir artificiellement les cours sans se ruiner. Puisque le contingentement n'est pas possible il reste la solution d'une prime à l'exportation, de trois ou quatre francs au kilog par exemple, puisque c'est ce qu'il manque au caoutchouc pour être rémunérateur. On songe au chiffre qu'atteindrait une telle prime multipliée par les 500.000 tonnes que produisent les possessions anglaises ou les 250.000 tonnes des possessions hollandaises.

Mais rien de pareil en Indochine. Il s'agit de protéger 126.000 hectares de cultures dont un peu plus du tiers seulement est en rendement, produisant en 1933, 18.687 tonnes. De plus il n'est besoin ni de contingentement ni de primes à l'exportation. La France a besoin chaque année d'à peu près 70.000 tonnes de caoutchouc pour ses différentes industries. L'Afrique française lui fournit environ 2.500 tonnes de caoutchouc de cueillette. Et, même en y ajoutant toute la production indochinoise, c'est un complément de près de 50.000 tonnes qu'il lui faut acheter à l'étranger. Il est facile de mettre un droit d'entrée spécial sur les caoutchoucs étrangers ainsi que nous l'exposerons tout à l'heure.

De plus, on doit soutenir le caoutchouc indochinois. Et on le doit pour trois raisons :

D'abord il représente une partie importante de la richesse indochinoise (plus de deux milliards investis) et, en outre, ces plantations emploient 80.000 travailleurs, venus du Tonkin, dont le chômage pourrait avoir les conséquences les plus graves.

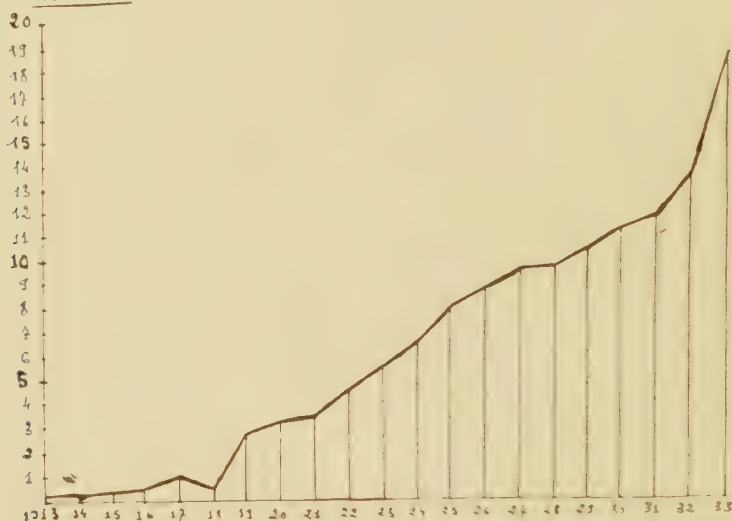
Ensuite, les petites et moyennes plantations ont été concé-

dées, pour une grande partie, à d'anciens combattants et mutilés de la guerre. Et ce sont les petites exploitations qui supportent le plus mal une telle crise car les réserves sont toujours minimales.

Enfin nous avons dit que l'Indochine avait produit 18.600 tonnes en 1933. Si nous regardons le graphique de la production indochinoise de caoutchouc, nous voyons que cette production n'a fait que croître depuis 1913 où elle atteignait 200 tonnes. Et comme nous avons vu que près des deux tiers

M. Miers

de tonnes



des plantations n'étaient pas encore en rapport, les calculs les plus dignes de foi permettent de conclure que vers 1940 la production atteindra 55.000 tonnes (Rapport de Monsieur Bos, secrétaire général du Comité de Défense des producteurs de caoutchouc). Ce qui, joint à la production africaine et à l'emploi du régénéré pour les caoutchoucs de second ordre, permet à la France de se libérer, pour ce produit, de toute importation étrangère. Ce résultat vaut bien qu'on lui fasse un léger sacrifice, en songeant que, en cas de guerre, nous au-

rions peut-être bien du mal à nous procurer ailleurs ce que nous avons chez nous: Or on sait à quel point le caoutchouc a fait défaut à l'Allemagne, avec quelle obstination elle a étudié des caoutchoucs synthétiques qui ne la satisfaisaient pas, et l'on songe avec quelque stupéfaction qu'elle a été jusqu'à envoyer un sous-marin de commerce à travers l'Atlantique pour se procurer ce produit si précieux !

En Indochine, soutenir les planteurs de caoutchouc exige deux choses :

1° Que le cours du caoutchouc brut soit rémunérateur — et il le serait actuellement entre sept et huit francs — ou que des subventions compensent la différence.

2° Que les jeunes plantations, non encore en exploitation, soient aidées. Ce qui est un problème de crédit à la production.

Si l'on recherche les antécédents en cette matière, nous voyons qu'en 1920-1922 la crise, qui fut résolue par le Bill Stevenson, avait déjà motivé une intervention du Gouvernement général. La réglementation sur l'aliénation des terres domaniales et le régime des concessions territoriales fut modifiée. L'impôt foncier, très libéral, se divisait en deux parties : l'impôt de première classe (2,75 piastres à l'hectare) ne jouant qu'au bout de la septième année et pour la moitié seulement de la plantation. L'autre moitié payait l'impôt de huitième classe (0 piastre 43). D'ailleurs des subventions importantes étaient accordées avec libéralité. Bien entendu, le Gouvernement général garantit à diverses reprises des prêts faits aux planteurs par la Banque de l'Indochine, puis consentit lui-même des avances, et accorda des primes à l'exportation. Toutes ces mesures sont contenues dans les arrêtés des 14 septembre et 16 octobre 1919, 9 novembre 1920 et 13 avril 1922. Le total de ces divers crédits se monte à 1.700.000 piastres, ce qui, au taux de l'époque, dépasse 20 millions de francs. Les années suivantes, les planteurs bénéficièrent des cours éle-

vés et remboursèrent intégralement les sommes prêtées. Seulement à cette époque les plantations n'étaient que de 33.000 hectares dont la moitié en saignée (production 4.500 tonnes).

Lorsqu'en 1929 les cours sont tombés avec la rapidité que l'on sait, le Gouvernement général a été pressenti de nouveau et, en mars 1930, des avances de vingt millions de francs ont été consenties aux planteurs. Ces avances faites aux planteurs les plus menacés furent très utiles. Mais c'est un moyen temporaire qui ne peut être renouvelé chaque fois que l'état du marché l'exigerait. De plus, ce qui était suffisant en 1922 ne l'est plus maintenant que les surfaces plantées ont triplé depuis cette date.

Il fallait trouver autre chose. Le Comité de l'Indochine étudia immédiatement la question dans de nombreuses réunions et se tint en communication avec le Ministère des Colonies et le Gouvernement général de l'Indochine. En 1930, il se fonda au sein de ce comité une « Section autonome des Planteurs de caoutchouc de l'Indochine ». Cette section s'entendit avec le Syndicat des planteurs de Saïgon et avec les représentants de tous les groupements similaires français pour créer un « Comité de Défense des producteurs de caoutchouc français ». Ce comité assure la liaison avec les comités de défense des pays étrangers et spécialement avec le comité de liaison international dont nous avons déjà parlé. Sous la présidence du député de la Cochinchine, M. Outrey, le Comité étudia les moyens susceptibles de tirer d'embarras les planteurs. Il dut constater d'abord que la continuation de la vente aux prix de détresse actuels ne faisait qu'accentuer la chute des cours, et que, d'autre part, la restriction des saignées ne pouvait avoir lieu que sur le plan international. Passant ensuite aux solutions normales, il fallut admettre que le crédit hypothécaire ne peut jouer puisqu'il s'agit de plantations non encore en rapport ou produisant à perte, et que la valeur du gage va en diminuant à mesure que la situation déficitaire dure. La conclusion fut que seule une intervention du Gou-

vernement général et de la métropole aurait chance de venir à bout de cette situation angoissante.

Le Gouvernement général déclara d'abord que pour l'année 1930 il avait atteint le plafond des avances possibles. Il envisagea cependant de suspendre le paiement des annuités dues pour les concessions acquises à tempérament, de supprimer la taxe de 2 %, de diminuer la taxe sur le chiffre d'affaires et, en général, de tous les droits existant sur les entrées et sorties des matières premières.

Toutes ces mesures, d'ailleurs utiles en ce qu'elles diminuent les sorties d'argent, sont nettement insuffisantes car elles ne font pas rentrer d'argent dans les caisses des planteurs. Cependant, sur les instances des planteurs, et décidé à faire tout ce qu'il lui était possible de faire, le Gouvernement général acceptait de soutenir le caoutchouc indochinois par des prêts hypothécaires et des prêts d'entretien. Nous avons vu que les crédits ouverts en 1930 étaient de deux millions de piastres. En 1931, le montant des prêts fut augmenté et porté à 2,5 millions de piastres. Mais le Gouvernement général ne pouvait pas prendre de dispositions durables avant que le Parlement ne soit intervenu.

C'est qu'en effet en France et au Parlement les discussions succédaient aux discussions sans que rien fût décidé. Les planteurs de caoutchouc demandaient qu'un droit de quatre francs par kilogramme fut perçu sur les caoutchoucs étrangers à leur entrée en France. Cette demande était très raisonnable et pouvait être appliquée sans difficulté. Malheureusement les industriels français utilisant le caoutchouc se mirent à pousser les hauts cris. Or il est une chose curieuse à constater c'est qu'une baisse dans le prix des matières premières n'est souvent même pas accusée par les prix de détail ; mais chaque fois qu'une hausse se manifeste, on peut être sûr de voir les prix renchérir. Et il a fallu les chutes formidables (en moyenne 65 %) dues à la crise actuelle pour que les prix de détail baissent un peu, et encore, pas dans la même proportion ; spécialement

pour le caoutchouc pour lequel le prix de la main-d'œuvre et des matières secondaires entrant dans la composition du produit caoutchouté ont toujours eu une importance prépondérante. Un exemple le fera facilement ressortir. On a vu les extraordinaires variations du cours du caoutchouc. Mais les prix des pneumatiques ne les ont jamais suivies. Avant la guerre un pneumatique de 815×105 coûtait 375 francs environ de notre monnaie actuelle. Un tel objet contient environ 4,5 kgs de caoutchouc, soit 184 francs. Or en 1930, le caoutchouc étant à cinq francs et au-dessous, les 4,5 kgs de caoutchouc ne représentent plus que 22 francs 50. Le prix du pneumatique a-t-il baissé ? Oui, il est vendu 345 francs. Donc le caoutchouc qui, avant-guerre, représentait 50 % du prix n'en représente plus en 1930 que 7 %. Donc une augmentation de quatre francs au kilogramme demandée par tous nos planteurs, soit 18 fr. pour l'exemple précité, ne représente qu'une hausse de 5 % au maximum, soit une trentaine de francs par an sur un train de pneumatiques remplacé tous les deux ans. Au surplus, les lois de l'incidence montrent qu'il n'est pas sûr du tout que ce droit se retrouve intégralement dans un prix de vente qui est loin d'avoir suivi la chute actuelle des cours.

Une seconde objection des industriels, qui prétendaient que cette taxe les mettrait en état d'infériorité vis-à-vis de l'étranger pour leurs produits caoutchoutés, peut être résolue sans difficulté. En effet, le système de l'admission temporaire qui fonctionne d'une façon satisfaisante et pour des produits autrement importants que le caoutchouc, pourrait très bien lui être appliqué.

En conséquence de quoi le Comité de Défense prépara une proposition de loi en quatre articles :

ARTICLE PREMIER

Les gommages de caoutchouc originaires d'exploitations forestières ou de plantations situées en pays ou territoires étrangers sont assujetties à leur entrée en France à un droit de

douane de quatre francs par kilog. Les gommes originaires des colonies françaises et des territoires d'occupation française (Togo et Cameroun) sont exemptes.

ART. 2

Les objets manufacturés contenant du caoutchouc originaire de pays étrangers sont assujettis à leur entrée en France, en plus des droits inscrits au tarif général des douanes, au paiement d'un droit supplémentaire calculé à raison du poids de caoutchouc qu'ils renferment. Ce droit est le même que celui prévu à l'article premier de la présente loi.

ART. 3

Les industriels français exportateurs de produits manufacturés en caoutchouc seront autorisés à bénéficier du régime, dit de l'admission temporaire, pour les gommes de caoutchouc étrangères, à charge pour eux de justifier du tonnage de gomme vierge contenu dans les articles exportés.

ART. 4

Un décret portant règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi.

Tous les groupements s'occupant de la défense des planteurs escomptaient fermement le vote du parlement. Après des échanges de vue nombrux, un accord parfait, réalisé le 27 octobre 1930 s'établit entre le Gouvernement général et les groupes intéressés sur les bases suivantes :

1° En attendant le vote et l'application du droit protecteur, une prime de quatre francs sera allouée à chaque kilog de caoutchouc sorti des plantations indochinoises et dirigé directement sur la France. Les planteurs ayant des contrats en cours avec l'étranger sont tenus, dans le plus bref délai possible, de résilier ces contrats.

2° Cette prime de quatre francs par kilog sera donnée avec effet rétroactif à partir du 1^{er} juin 1930.

3° Pour les plantations non en rapport, des avances seront consenties à partir de 1931. Ces avances ne porteront pas d'intérêt ; elles seront remboursables à une époque qui sera ultérieurement déterminée, et qui ne pourra pas, en tout cas, précéder l'époque où, la crise étant terminée, le marché du caoutchouc aura repris son cours normal, et où les plantations les plus exposées auront retrouvé leur équilibre financier.

Ces dispositions excellentes venaient compléter le texte de la loi précédente et permettraient d'espérer une atténuation très sensible de la crise du caoutchouc pour l'Indochine.

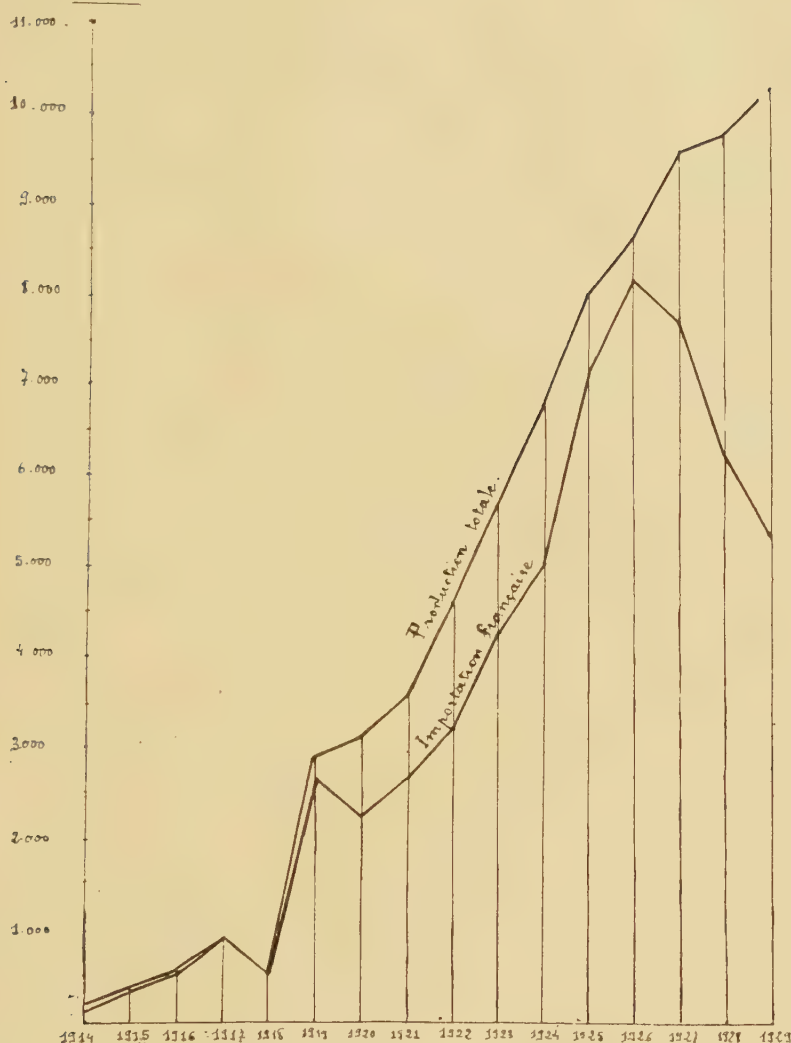
Une petite explication est nécessaire au sujet du paragraphe premier qui ne prévoit de prime que pour les caoutchoucs dirigés directement sur la France. C'est qu'en effet, comme le montre le graphique ci-dessous, le pourcentage des caoutchoucs exportés en France par rapport à la production totale de l'Indochine a beaucoup diminué. Or le désir du Gouvernement général est d'obtenir en France une place privilégiée au caoutchouc indochinois. Et, d'autre part, il ne perd pas de vue que son meilleur argument est la nécessité pour la France d'avoir son propre caoutchouc en cas de guerre. Voilà pourquoi il faut canaliser l'exportation de caoutchouc vers la France, et c'est la raison des restrictions du premier paragraphe.

Malheureusement, et malgré le bon accueil fait par les ministres intéressés aux propositions du Comité de Défense, les oppositions multiples et vigoureuses qui s'exerçaient autour d'eux prévalurent. Les services administratifs des divers ministères, qui craignent les innovations et, en règle générale, tout changement affectant les régimes douaniers et budgétaires, firent opposition. Les campagnes de presse, et d'influence auprès du Parlement, atteignirent une violence incroyable.

La proposition de loi précédente ne fut pas discutée devant les Chambres. On y substitua un projet qui ne prévoit plus que l'établissement d'un droit spécial de fr. 0,60 par kilogramme sur tous les caoutchoucs importés, tant coloniaux qu'étran-

Milliers de

tonnes.



gers. Le montant en serait chaque année réparti entre les producteurs d'après certaines conditions à préciser par décret. Inutile d'insister sur l'influence que cette taxe pourrait avoir sur l'industrie caoutchoutière qui verrait, pour reprendre l'exemple précédent, le prix de revient de son pneumatique augmenter de fr. 2,70, soit moins de 1 %. D'ailleurs le sou-

tien offert ainsi au caoutchouc est tout à fait insuffisant. Si l'on compte sur une importation globale de 60.000 tonnes, c'est trente-six millions qui seraient à répartir, ce qui ne représente pas tout à fait deux francs par kilog pour les 18.600 tonnes exportées en 1933. Or nous avons dit qu'à l'heure actuelle une prime de trois francs était le minimum indispensable. Et les 75.000 hectares non encore en exploitation à l'heure actuelle ? Qui les soutiendra ?

D'ailleurs ce projet si modeste et qui, malgré son insuffisance, était attendu avec tant d'impatience, n'aboutit pas. Les mêmes oppositions parfaitement injustifiées eurent le dessus.

Enfin, après de nouveaux débats, un projet différent fut adopté le 26 avril 1932. Il s'agit d'une « Caisse de compensation », qui institue une solidarité économique entre le producteur de caoutchouc et l'industriel qui le transforme. Un fonds d'intervention est alimenté, en période de prospérité par les versements obligatoires des planteurs et, en temps de crise, par une taxe spéciale frappant les caoutchoucs importés. Cette même loi créait un « Office de soutien de la production agricole » dont nous verrons tout à l'heure le mécanisme, et qui est chargé de gérer les fonds de cette Caisse de compensation.

Pendant toutes ces tergiversations, les plantations continuaient à glisser vers la ruine. Le Gouvernement général seul avait déjà aidé les plantations non encore en exploitation par le prêt sans intérêt de 4,5 millions de piastres que nous avons déjà mentionné pour les deux années 1930 et 1931. Quant aux plantations exploitées, nous avons vu que, confiant dans le vote du parlement au sujet de la taxe d'importation du caoutchouc, il s'était engagé envers les planteurs à verser une prime de quatre francs par kilog de caoutchouc dirigé sur la France et que cette prime serait payée rétroactivement à partir du 1^{er} juin 1930.

Devant la carence métropolitaine, le Gouvernement général

fut obligé de prendre des mesures définitives. Dans un discours du 16 septembre 1932, M. Eutrope, gouverneur par intérim de la Cochinchine, exposait les mesures arrêtées par le Gouvernement général. Elles étaient au nombre de trois :

1° Primes à la sortie ;

2° Prêts d'entretien ;

3° Office spécial créé pour soutenir le caoutchouc — ainsi que le café et le thé — et assurer le fonctionnement de la Caisse de compensation.

Malheureusement il était impossible de soutenir le chiffre de quatre francs par kilogramme fixé précédemment. Le montant, fixé par trimestre, a été le suivant :

2 ^e trimestre 1931	2,09	francs
3 ^e —	2,85	—
4 ^e —	3,00	—
Année 1932	3,00	—

Seulement, en 1932, la Caisse de compensation a fourni 331.775 piastres, provenant de la taxe à l'importation. Et, en fin 1932, les primes payées par des avances de la trésorerie indochinoise, atteignent 7.500.000 piastres. De plus, nous savons que la production augmente. Elle dépassera en 1934 20.000 tonnes, soit trois millions de piastres de primes, ce qui est impossible ; si les cours ne se relèvent pas, il faudra réduire la prime.

Pour les prêts d'entretien, 4,5 millions de piastres avaient déjà été avancés sans intérêt, dans les deux dernières années aux plantations de moins de sept ans. En 1932, le Gouvernement général décide d'ouvrir aux planteurs un crédit total de dix millions de piastres dont le complément sera réparti sur les trois années suivantes et dont voici le détail :

1930	1.790.130	piastres	} Evaluations
1931	2.489.077	—	
1932	3.000.000	—	
1933	1.500.000	—	
1934	750.000	—	
1935	125.000	—	

L'arrêté du 12 mars 1932 qui fixe les avances pour cette année pose les règles suivantes. Limitées aux surfaces mises en valeur après 1925 et avant 1930, ces avances doivent servir uniquement à l'entretien et aux aménagements en cours, à l'exclusion de toute extension nouvelle. Il faudra pour les obtenir justifier de ressources insuffisantes. Leur maximum est fixé à cent piastres par hectare en terres rouges et cinquante-quatre piastres dans les autres cas. Ce maximum est augmenté de dix piastres par hectare en cours de greffage en 1932 ou à greffer. Elles porteront intérêt à 6 % sauf pour les anciens combattants pour lesquels il est ramené à 4 %.

L'Office de soutien de la production agricole institué, comme nous l'avons vu, par la loi du 26 avril 1932, a été réglementé par arrêté du Gouverneur général en date du 19 mai. Son siège est à Hanoï. Conseil d'administration de cinq membres nommés par le Gouverneur général. Il se compose de trois fonctionnaires, un représentant des chambres agricoles indochinoises et un représentant des syndicats et associations des planteurs intéressés. Le président, nommé par le Gouverneur général, est pris parmi les membres fonctionnaires. Les décisions sont prises à la majorité. Les ressources sont :

1° Des crédits obtenus par voie d'emprunts contractés avec garantie du Gouvernement général ou autorisés par le Conseil de Gouvernement ;

2° Le remboursement en capital et intérêts des avances consenties aux planteurs ou à la Caisse de Compensation du caoutchouc.

L'Office doit d'abord rembourser au Gouvernement général des prêts consentis sur les fonds du budget général et, de ce fait, il lui est substitué dans tous ses droits et privilèges pour le recouvrement et la sûreté des créances. Ceci fait, il pourra :

1° Dans les limites de la loi du 26 avril 1932, faire, sur

la demande du gouverneur général, des avances à la caisse de compensation ;

2° Consentir des prêts aux planteurs dont les propriétés n'ont pas atteint la période de rendement cultural, mais pour des travaux d'entretien seulement ;

3° Une réserve de 0,50 % des prêts consentis sera constituée, jusqu'à 15 % des risques subis par l'Office, et placée en rentes sur l'Etat.

Il dispose initialement de 170 millions de francs, dont 90 pour les plantations et 80 pour la Caisse de compensation du caoutchouc.

Enfin, ce n'est pas le caoutchouc seul qu'il doit soutenir et aider, mais aussi le café et le thé :

Comme pour les offices destinés à soutenir le riz, cet office est de création trop récente pour que l'on puisse juger de ses résultats. Mais, ce qui est d'ores et déjà certain, c'est que le Gouvernement général a fait pour le caoutchouc indochinois tout ce qu'il lui était possible de faire, mais qu'on ne saurait en dire autant de la métropole. La caisse de compensation, dont nous avons donné le chiffre en 1932, est absolument insuffisante et la situation reste très grave. Je sais bien que l'on a dit que les plantations étrangères se livrent, pour durer, à des compressions de frais généraux incroyables et qu'il ne faudrait pas que les plantations indochinoises, soutenues par de trop fortes primes, se trouvent distancées lorsque la situation s'améliorera. Mais nous n'en sommes pas là. La prime d'au moins trois francs par kilogramme était absolument nécessaire, malgré un récent réajustement des prix de la main-d'œuvre motivé par la baisse du coût de la vie et la non-imposition des coolies dans leurs pays d'origine. Il serait fortement à souhaiter que la proposition initiale des planteurs soit reprise au Parlement. Malheureusement à l'heure actuelle rien ne permet d'espérer que ce jour viendra bientôt.

AUTRES PRODUITS DE CULTURE

Si nous nous sommes étendus si longuement sur le riz et le caoutchouc, c'est que ces deux cultures représentent la principale richesse, alimentaire et d'exportation, de l'Indochine. Mais il est un certain nombre de produits agricoles qu'il convient de voir rapidement car leur ensemble représente une part des exportations que l'on ne doit pas négliger.

Le premier est le *maïs* dont les exportations, en tonnage, dépassent de beaucoup celles du caoutchouc. Cette céréale tient une place importante en Indochine où elle est partout cultivée. On ne peut donner de chiffre de production car il s'agit en beaucoup d'endroits de culture horticole consommée sur place. Les Moïs des hauts-plateaux laotiens le cultivent même à l'égal du riz, suivant un procédé primitif, le *raï*, dont nous avons déjà parlé à propos du riz. Le chiffre approximatif est de 200.000 tonnes pour l'Indochine entière.

Une exportation importante, comme nous venons de le dire, a lieu, mais elle est très variable. En voici quelques chiffres :

1913.....	133.000 tonnes
1923.....	39.000 —
1927.....	58.000 —
1929.....	141.000 —
1930.....	122.218 —
1931.....	96.393 —

Elle est dirigée en majeure partie vers la France et le reste va au Japon.

M. le Résident Supérieur du Tonkin a insisté auprès des chefs de province pour qu'ils poussent les indigènes à augmenter leur production et il explique ses raisons dans une circulaire du 29 avril 1933. Le prix mondial du maïs, dit-il, s'est maintenu à un niveau comparativement plus élevé que celui du riz. Le maïs d'Indochine, qui valait 70 francs les 100 kilos en 1929-1930, à Marseille, se paye encore 60 à 65 fr. Si maintenant on considère le prix d'achat sur le lieu de la récolte, le nha-quê touche en moyenne trois piastres pour cent kilogrammes de maïs, alors que la même quantité de paddy vaut 2,70 piastres. Enfin les maïs coloniaux bénéficient en France d'une large protection douanière. Les droits d'entrée de maïs étrangers, qui étaient de dix francs par quintal en 1930, ont été portés à 16 fr. 80 pour le maïs de Bessarabie et à 24 francs pour les autres. Ces droits étaient bien-tôt relevés, et se montent actuellement à 24 fr. pour les premiers et à 40 fr. pour tous les autres maïs. De plus, un décret du 9 mars 1933 contingente l'entrée des maïs étrangers. Ainsi tous nos maïs coloniaux sont assurés d'entrer en France dans les meilleures conditions puisque le contingentement fixe à 163.000 tonnes l'importation étrangère pour le premier trimestre 1933 : soit 650.000 tonnes pour l'année, alors que les entrées avaient été de 1.600.000 tonnes en 1931 et 1.030.000 tonnes en 1932. Enfin, d'un point de vue un peu spécial, le maïs offre l'avantage d'être récolté en juin, juste avant le paiement de l'impôt !

Les efforts du protectorat ne sont pas restés vains. On estime à 100.000 hectares les surfaces cultivées en 1933, au lieu de 70.000, les années précédentes. Et les exportations croîtront d'autant. Il semble que le maïs indochinois soit un des produits qui ont le moins souffert de la crise, et c'est une bonne culture secondaire à développer chez les indigènes.

D'autres cultures vivrières, comme les *haricots*, les *patates*, le *manioc*, etc..., jouent un rôle important dans l'alimenta-

tion des indigènes, mais ne donnent pas lieu à une exportation. Les indigènes les cultivent dans des terrains non irrigables ou sur la rizière asséchée, entre deux récoltes.

La canne à sucre, cultivée sporadiquement dans toute l'Indochine, était traitée par les procédés traditionnels de production familiale. La cassonade obtenue donne lieu à une exportation non négligeable du Centre-Annam vers la Chine. En 1923, cette exportation a atteint 12.700 tonnes mais varie en général de 2.000 à 5.000 tonnes.

Des entreprises européennes se sont récemment installées en Cochinchine et au Cambodge, qui exploitent scientifiquement des plantations de variétés sélectionnées de canne à sucre. Une usine européenne installée en Cochinchine fabrique du sucre blanc et du rhum. Il n'y a pas d'exportation.

Le café a été introduit en Indochine par les missionnaires. Ce sont les frères Borel qui exploitèrent la première plantation de caféiers. Ils firent des études très intéressantes motivées par ce fait que le caféier a besoin d'engrais et d'ombre. Ils expérimentèrent les arbres susceptibles de donner le meilleur ombrage, et cherchèrent, pour le fumier, à faire de l'élevage à côté de la culture.

C'est l'« arabica » qui est le plus cultivé dans la moyenne région du Tonkin. Les terres rouges, essayées récemment, paraissent propices à la culture du caféier.

La consommation augmente parmi les indigènes. Le reste est exporté sur Le Havre. L'exportation, très faible en 1930 (20 tonnes), a été de 353 tonnes en 1931. C'est un café très prisé qui sert à bonifier des cafés inférieurs. Lorsque le Santos vaut 250 francs les cent kilos, l'Arabica du Tonkin se vend de 700 à 800 francs.

L'Office de soutien de la production agricole, que nous avons étudié à propos du caoutchouc, est aussi chargé d'aider les plantations de café et de thé. Mais, en attendant son fonctionnement, il faut signaler qu'un arrêté du 7 juin 1932 pré-

voit des avances exceptionnelles aux plantations de caféiers plantés avant le 1^{er} janvier 1931 et non en rapport. Ces avances devront servir à l'entretien exclusivement, et seront accordées après rapport du chef local des Services agricoles. Elles pourront être refusées aux exploitations trop compromises. Portant intérêt à 6 % (4 % pour les mutilés) elles sont versées trimestriellement, après justification de l'emploi des avances précédentes. Elles sont remboursables trois ans après la mise en exploitation de la plantation, et, au plus tard, au 1^{er} janvier 1935. La garantie est une première hypothèque sur la plantation. Enfin, le Gouvernement Général se réserve tout contrôle sur les livres et pourra se rembourser par l'attribution d'actions au pair.

De plus des primes à l'exportation sont prévues. Elles sont fixées trimestriellement d'après la différence entre le prix de revient et le prix de vente. Le café entre en franchise au Havre. Et il semble que, la crise terminée, le meilleur avenir soit réservé aux plantations qui auront été sagement conduites.

Le thé croît à l'état sauvage dans certaines régions montagneuses. Connue depuis toujours par les indigènes, il donne lieu à une production et à une consommation considérables. Cultivé surtout en Annam et au Tonkin, il est préparé suivant des procédés assez primitifs.

Des plantations européennes en terres rouges, dotées d'usines modernes, commencent à envoyer en Europe un thé de première qualité. Malheureusement une crise très sérieuse s'est déclarée. Un plan de restriction, établi en 1930 entre les producteurs des Indes britanniques et ceux des Indes néerlandaises a fait faillite. Une lutte sans merci est engagée qui éliminera les plus faibles. Nos plantations qui ne sont pas encore en plein rendement sont protégées et soutenues en attendant que l'horizon soit éclairci.

Le poivrier a ceci de particulier qu'il est cultivé exclusivement sur les bords du golfe de Siam par une véritable colonie

chinoise établie dans les provinces de Kampot et de Ha-Tiên. C'est un produit d'exportation qui fournit la majeure partie de la consommation française. Le tonnage des exportations en 1931 est resté voisin de celui des années précédentes (4.460 tonnes). Mais la valeur est tombée de 67 millions de francs en 1929 à 29 millions en 1931.

Parmi les produits aromatiques ou médicinaux il faut citer en premier lieu les feuilles de *bétel* qui, associées à la *noix d'arec* et à la chaux, composent un masticatoire universellement répandu en Indochine. Bien entendu, aucune exportation, pas plus que pour le *tabac* qui est entièrement consommé sur place.

Au contraire, l'*anis étoilé*, fruits desséchés d'un arbuste cultivé aux environs de Lang-Son, est expédié en France aux fins de distillation (essence de badiane), ainsi que les *cardamomes* et la *cannelle*. L'*amomum*, dont les cardamomes sont les fruits séchés, et le cannellier, dont la cannelle est l'écorce, poussent à l'état sauvage au Cambodge et en Annam. On les cultive aussi, car ils sont très prisés des Chinois pour leur parfum et leurs qualités toniques. L'exportation de la cannelle est de l'ordre de 500 tonnes.

Les produits oléagineux donnent lieu à une certaine exportation.

En premier lieu, le *cocotier*, cultivé dans tout le sud, fournit à l'exportation une quantité notable de *coprah* (amande desséchée de la noix). Bien entendu, la crise a atteint ce produit dont l'exportation, qui était de 12.500 tonnes en 1929, est descendue à 9.700 tonnes en 1930 et 7.700 tonnes en 1931.

Le *ricin* est exporté en graines ou en huile (1.000 tonnes), tandis que les arachides et le sésame ne le sont qu'à l'état de graines (1.500 tonnes contre 3.700 tonnes en 1925).

Les produits textiles donnent lieu à peu d'exportation.

La *soie* est une industrie purement indigène. Elle est prati-

quée dans toute l'Indochine où le mûrier a des feuilles toute l'année et où les vers à soie fournissent plusieurs pontes. Des efforts ont été faits pour améliorer cette industrie qui donne à l'heure actuelle une soie de première qualité utilisée sur place.

Le cotonnier, cultivé par les indigènes sur les rives du Mékong, fournit une fibre de bonne qualité. Mais on s'en occupe peu parce qu'il n'est pas susceptible d'être fourni en assez grandes quantités pour intéresser la France. L'exportation est en régression très nette. Elle était de 10.000 tonnes en 1913, tant pour le coton égrené que pour le coton non égrené. En 1929, elle n'était plus que de 1.500 tonnes. La raison en est que la filature et les tissages locaux fournissent maintenant une partie notable de cotonnades absorbées par les indigènes.

Le kapok, duvet garnissant les capsules du kapokier, est utilisé sur place. Exportation 800 tonnes.

Le jute, originaire du Bengale, avait été essayé en Indochine, mais il y vient mal sans que l'on sache pourquoi. Il en est de même du *sisal*.

Les produits industriels, en dehors du caoutchouc, sont représentés par la *laque*. La laque est un vernis épais, d'une grande résistance mécanique et chimique et susceptible d'un beau poli. Elle sert à recouvrir, suivant une technique compliquée, toutes sortes d'objets en bois. La laque est préparée à partir du latex de certains arbres du Tonkin ou du Cambodge. Une certaine exportation a lieu sur Hong-Kong et le Japon. Mais les cours ont terriblement baissé. La valeur des exportations de laque, qui était de 40 millions en 1929, est tombée à 10 millions en 1931, pour un tonnage égal (1.100 tonnes).

Il ne faut pas confondre le produit précédent avec le *stick-lac*, qui est le produit aggloméré, autour des rameaux de certains arbres, de la sécrétion d'insectes diptères vivant dans ces

régions. L'aire de production du stick-lac est limitée aux provinces centre et nord de l'Inde anglaise et aux montagnes de la presqu'île indochinoise. On le récolte parfois dans la forêt laotienne, mais on l'obtient surtout dans cette région et dans le Haut-Tonkin par la culture des arbres porte-insectes. Des ouvriers hindous ont enseigné les méthodes permettant par broyage, lavage et fusion, de transformer ce produit en gomme-laque marchande (macarons noirs ou lamelles blondes). Cette gomme-laque est un isolant électrique de premier ordre, une matière excellente pour la fabrication des disques de phonographe, etc... L'exportation indochinoise reste stationnaire aux alentours de 1.300 tonnes.

ÉLEVAGE ET PÊCHE

L'Indochine, qui est un grand pays agricole, n'est pas un pays d'élevage. Il n'y a pas de prairies dans ces deltas qui, cependant, emploient les bêtes de somme en assez grande quantité. Ces animaux broutent l'herbe qui pousse dans les sentiers de rizière.

Le cheptel de l'Indochine est évalué à :

3.500.000 bœufs et buffles ;

2.500.000 porcs ;

100.000 chevaux.

Les bœufs y sont petits (200 à 300 kilos) et les vaches nullement sélectionnées car les indigènes n'en boivent jamais le lait. Ils viennent du Cambodge et surtout du Laos.

Les buffles que l'on voit travailler un peu partout dans les rizières, viennent du Tonkin (Bac Gau et les Muong). Ils donnent lieu à quelques exportations sur Hong-Kong tandis que les bœufs du Cambodge sont expédiés en quantités assez importantes sur Singapoure et les Philippines.

A signaler qu'il existe encore un assez grand nombre d'éléphants sauvages que l'on apprivoise et utilise comme porteurs au Cambodge, Laos, et dans les montagnes de l'Annam. Beaucoup, provenant de cette dernière région, sont capturés et dressés par les Pnong, qui les expédient au Siam et en Birmanie pour l'exploitation des forêts de teck.

Les chevaux sont de très petits taille. De nombreux essais, soit d'hybridation, soit d'adaptation de races plus robustes

ont été tentés sans que des résultats très positifs soient venus consacrer ces efforts. D'ailleurs cet élevage paraît sans avenir en Indochine, sauf pour les chevaux nécessaires à l'armée.

On rencontre partout des volailles et des porcs. Le porc des deltas est petit, noir avec un gros ventre ; celui des régions montagneuses est plus grand. Ces animaux vivent librement autour des habitations et se nourrissent de ce qu'ils trouvent.

D'ailleurs les indigènes mangent relativement peu de viande. Le riz formant la base de leur alimentation, le complément azoté qui leur est nécessaire leur est fourni par le poisson.

La pêche est une industrie fort active dans toute l'Indochine. Nous avons signalé que, lorsque la rizière est recouverte d'eau, les poissons y pullulent. Et l'indigène n'a, à ce moment, rien d'autre à faire que de pêcher en surveillant le niveau des eaux.

Le long des fleuves, des villages entiers ne vivent que du produit des eaux (comme en Chine). Mais où la pêche est le plus en honneur, c'est au Cambodge, avec le Tonlé-Sap. Ce lac sert de régulateur au Mékong. Lorsque le fleuve est en crue, le Tonlé-Sap se remplit, et, au contraire, se déverse dans le fleuve lorsque le niveau baisse. Il passe ainsi de un million d'hectares à 300.000 hectares seulement avec une baisse de niveau de huit mètres environ. Lorsqu'il est en crue, les poissons trouvent dans ces forêts inondées des conditions exceptionnelles de reproduction, tandis que lorsqu'il est en basses eaux, il devient un des champs de pêche les plus productifs du monde. Des centaines de milliers d'indigènes arrivent, attirés par la crue finissante, et le renversement du courant donne lieu à de grandes fêtes.

Tous les modes de pêche sont employés. Il y a des appareils fixes sur les bords, et des bateaux partout. On y pêche trente à quarante tonnes de poisson par kilomètre carré dans les meilleurs endroits et dix tonnes en moyenne. Or la moyenne

des mers les plus poissonneuses du nord de l'Europe est de une tonne seulement.

On y pêche chaque année une centaine de milliers de tonnes de poissons qui sont conservés surtout par dessiccation au soleil. La préparation a lieu sur le bord même du lac et les déchets y sont rejetés.

Cette industrie donne lieu à une exportation abondante dans tout l'Extrême-Orient. Les graisses de poisson vont en Europe, les vessies natatoires servent à la cuisine chinoise et Hong-Kong importe des crevettes sèches.

Enfin la décrue du Tonlé-Sap, amenant à la mer des poissons et des déchets, provoque à l'embouchure du Mékong, d'octobre à mars une concentration de poissons de mer carnivores qui permet un chalutage fructueux.

D'ailleurs la pêche se pratique tout au long des 2.500 kilomètres de côte et spécialement dans le Golfe du Siam.

Il ne faut pas oublier que la pêche maritime fournit le nuoc-mâm, dont nous avons parlé à propos du riz auquel il sert d'assaisonnement, et qui fait l'objet d'une grosse consommation bien qu'un indigène n'en consomme que un à deux grammes par jour.

FORÊTS

L'Indochine est recouverte de vastes forêts dans toutes ses régions montagneuses et dans les plaines non irrigables du Cambodge et du Laos. Leur superficie est évaluée à 313.000 kilomètres carrés (les trois cinquièmes de la France).

Un tiers environ est intact et inexploré.

Un second tiers est en voie de disparition ou d'appauvrissement grave à cause de la culture du riz par raï ou pour toute autre raison, mais en dehors de tout contrôle.

Le dernier tiers est seul contrôlé, et encore, insuffisamment. Il se divise en deux parties :

Le domaine réservé, dont les forêts ont été cadastrées et aménagées avec de grandes allées droites. Il est soumis à des coupes méthodiques.

Le domaine protégé, ouvert à l'exploitation libre pour tous ceux qui ont un permis de coupe, et à condition de n'abattre que les arbres d'un diamètre fixé.

Une des caractéristiques de la forêt indochinoise est l'extrême variété de ses essences. On compte huit cents espèces botaniques arborescentes.

Le plus abondant des bois d'œuvre est le *dâu*, bois de construction de deuxième ordre, à croissance assez rapide, servant à la charpente, menuiserie et batellerie.

Le *teck* pousse dans les forêts du haut-Mékong et surtout sur la rive siamoise. Il croît lentement. Ses billes sont évacuées par flottage à travers les rapides du grand fleuve. Mises à l'eau isolément, elles sont rassemblées en radeaux après les

chutes de Khône et gagnent le delta. C'est un très bon bois, résistant aux insectes, de grain fin, et dont l'excellente tenue à l'humidité le fait rechercher pour la construction des navires. Toute l'exportation, même siamoise, se fait par Saïgon.

Le lim est le principal des bois de fer annamites. C'est une légumineuse. Très lourd (densité 0,98) et extrêmement dur, imputrescible et résistant indéfiniment aux insectes, c'est une essence de choix pour la charpente, les traverses de chemin de fer, etc...

Le palétuvier, qui pousse très bien dans l'eau saumâtre ou même salée, est recherché pour son écorce dont les propriétés tannifères sont bien connues des indigènes. Son bois sert à chauffer les chaloupes.

Bien entendu, de nombreux bois d'ébénisterie se rencontrent dans ces forêts : *le go*, dont le jaune moiré tourne au brun rouge ; *le trac*, dont le rouge sombre se nuance de noir ou de violet ; *les loupes* de différentes sortes, etc.

Parmi les nombreux sous-produits de la forêt, il en est quelques-uns qui méritent mention.

Les bambous se rencontrent partout et servent à tout. Dans les plaines habitées, ils forment des haies entourant les villages et c'est une barrière qui n'est pas négligeable ; mais ils sont surtout abondants dans la montagne où l'on rencontre des peuplements abondants et denses exploités par flottage. Leur rôle est essentiel dans la vie des indigènes. C'est l'élément essentiel de la case et de presque tous les objets usuels. Au Tonkin, l'industrie européenne en fait de la pâte à papier. Une petite quantité est exportée en France.

Le rotin est une liane remarquable par la ténacité de ses tiges. La petite industrie indigène l'utilise pour des amarres, de la vannerie, etc... Exportation notable sur Hong-Kong.

Les feuilles de latanier servent à faire des toitures et des chapeaux.

Le cu-nâu est un tubercule forestier utilisé par les Anna-

mites du nord pour teindre leurs vêtements en brun rouge. On en exporte en Chine.

Le benjoin est une essence obtenue en incisant l'écorce du *styrax*. Utilisé en pharmacie et parfumerie, il est exporté en France.

Le charbon de bois est produit en grande abondance et exporté en partie sur la Chine qui nous achète également différentes sortes d'oléorésines.

La production des bois dans les différentes régions de l'Indochine s'est élevée en 1929 à trois millions de mètres-cubes. (Trois fois supérieure à celle de 1910.) Le Service forestier, qui fonctionne partout sauf au Laos, a réalisé cette même année 1.500.000 piastres de bénéfices. Vingt-cinq exploitations françaises sont réparties sur l'ensemble du territoire. Les autres sont pour la presque totalité entre les mains des Chinois.

La crise n'a que moyennement atteint les bois indochinois qui d'ailleurs, sont, dans la proportion de 95 %, consommés par le pays lui-même. Nous avons signalé au passage les exportations. Le Cambodge à lui seul avec son teck mêlé au teck siamois, fournit à Saïgon les quatre cinquièmes de l'exportation totale.

MINES ET INDUSTRIES

L'activité industrielle de l'Indochine est représentée surtout par ses exploitations minières dont l'essor a été magnifique. En 1929, la production atteint 210 millions de francs, répartis comme il suit :

Combustibles	14.300.000	piastres
Etain et tungstène	2.000.000	—
Zinc	1.800.000	—
Divers	500.000	—
Total	18.600.000	piastres

Cette même année, 52.000 ouvriers étaient employés dans ces exploitations (60.000 en 1928). Un chiffre montre l'intérêt porté aux mines indochinoises : en 1928, plus de cent millions de francs y furent investis. Au premier janvier 1930, il y avait 17.600 permis de recherches en vigueur, 350 concessions instituées et 500 demandes en instance.

Comme il est facile de s'en rendre compte, c'est *la houille* qui est de beaucoup la plus importante. Le principal bassin se trouve au Tonkin, en bordure de la baie d'Along. Il produit des anthracites consommés sur place ou exportés en Chine, Japon, France et même au Canada.

Ce bassin minier est évalué, pour la partie connue, à des milliards de tonnes. L'exploitation, qui était rudimentaire et aux mains des Chinois, s'est beaucoup développée depuis notre installation au Tonkin. Une partie importante est exploitée à ciel ouvert ; de plus, la main-d'œuvre tonkinoise est abon-

dante. Enfin, situé en bordure de la mer, un certain nombre de ports en eau profonde ont été équipés : Port-Wallut (Kébao), Cam-Pha, Hon Gay, Port-Redon (Dong Trieu). La production a crû jusqu'à 1.900.000 tonnes en 1929, dont la part pour chaque société est la suivante :

Charbonnages du Tonkin.....	1.336.000 tonnes, soit 68 %
Charbonnages de Dong Trieu..	211.000 — soit 11 %
Anthracite du Tonkin	191.000 — soit 10 %
Kébao	62.000 — soit 3 %
Divers	170.000 — soit 8 %
	1.970.000 tonnes

L'exportation, en 1929, s'était répartie de la façon suivante :

Chine	610.000 tonnes, soit 47 %
Japon	490.000 — soit 37 %
Hong Kong	175.000 — soit 16 %
	1.275.000 tonnes

Mais les mines chinoises commençaient à concurrencer la production tonkinoise dont la consommation locale en croissance ne compensait pas la diminution de 400.000 tonnes dans les exportations extrême-orientales. C'est alors que l'on songea à ouvrir au charbon tonkinois le marché français. Quelques envois avaient eu lieu en 1913, bientôt interrompus par la guerre. De plus, la crise, raréfiant le frêt de retour des navires, favorisait cette expérience. De 25.000 tonnes en 1930, les arrivages sont passés à 75.000 tonnes en 1931 et à plus de 100.000 tonnes en 1932. Si bien que malgré la baisse des cours — la production totale en valeur passe de 14.300.000 piastres en 1929 à 11.650.000 piastres en 1931 — le tonnage extrait se maintient et augmente même ; ce qui est très important vu le nombre d'employés occupés et les capitaux investis.

La réussite du charbon tonkinois, réussite qui s'affirme chaque année, tient à plusieurs raisons. D'abord c'est un excellent produit. Sans entrer dans les détails techniques, qu'il

suffise de dire qu'il vaut les meilleurs anthracites anglais dont il a l'aspect brillant et la densité élevée. Naturellement les veines de charbon diffèrent, mais on en trouve dont la pureté extraordinaire atteint trois à quatre pour cent de cendres seulement. Ce sont des produits de choix que l'on achemine vers la France. La production se fait à très bon compte, car les Annamites se sont acclimatés insensiblement à ce métier pour lequel ils avaient une répulsion grande autrefois. Il existe actuellement une véritable corporation de mineurs qui, si leur rendement n'est en moyenne que le tiers de celui d'un ouvrier français, ne touchent qu'un dixième de leur salaire. De plus les charges sociales sont très réduites et la fiscalité modérée. Un décret du 14 mars 1931 a supprimé les droits de sortie de 0,10 piastre par tonne exportée. Enfin toutes les exploitations sont desservies par des voies navigables et les sociétés de navigation à service régulier ont consenti des facilités de frêt permettant aux anthracites tonkinois d'affronter le voyage.

Toutes ces raisons font que les prix de revient, variables d'une mine à l'autre, et qui étaient en 1915 de trois piastres (sept francs-or et demi) la tonne, atteignent aujourd'hui quatre piastres et demie (quarante-cinq francs). Et malgré le transport on comprend que la tonne d'anthracite tonkinois puisse être vendue à Paris de quarante à soixante francs moins cher que la tonne d'anthracite anglais, et pourquoi l'importation n'a cessé de croître malgré la crise.

Quelle est maintenant la réserve de houille de l'Indochine ? La question pourrait ne pas être sans importance dans l'avenir, et bien des statisticiens ont évalué ce qu'il restait au vieux monde européen de charbon à brûler. Ces évaluations accordent à la France douze milliards de tonnes dont la majorité à une grande profondeur. M. Charrin, ancien directeur des charbonnages de Mao-Khé, a publié dans le « Sémaphore » de Marseille (31 juillet 1932) sur cette question une étude que nous résumons brièvement. L'Annam renferme le bassin anthracifère de Tourane qui, bien que fouillé depuis longtemps,

n'a pas révélé de très grandes ressources. Le Tonkin possède trois bassins : le bassin d'anthracite de Hongay — le seul dont nous ayons parlé jusqu'ici — et les deux bassins de houille grasse de Phan-Mé et de Phu-Nho-Quan. Le bassin de Phan-Mé, assez limité, ne paraît pas présenter un très grand intérêt. Mais le bassin de Phu-Nho-Quan s'étend depuis cette sous-préfecture jusqu'à la Rivière Noire, sur beaucoup plus de cinquante mille hectares. Il n'est pas encore entré en exploitation, ce que l'on comprend mal étant donné que de nombreux travaux ont montré d'énormes tonnages d'une houille demi-grasse d'un excellent pouvoir calorifique.

Le bassin anthracifère de Hongay, qui fournit la presque totalité de la production, s'étend depuis la mer jusqu'à Dong-Trieu sur cent vingt kilomètres de long avec une largeur imprécise mais d'au moins dix kilomètres, soit six fois le bassin de la Loire. Le cube de charbon est impossible à préciser, les sondages n'ayant été jusqu'ici que superficiels. Cependant, en ne tablant que sur les résultats précis et sans conteste on évalue à quatre ou cinq milliards de tonnes les réserves certaines. Sur ce vaste domaine, une trentaine de concessions ont été instituées et l'exploitation est faite par les trois sociétés nommées plus haut.

L'Indochine possède donc une réserve qui, sans pouvoir être calculée actuellement, est de l'ordre de celle que possède la métropole, mais plus facilement exploitable.

Si l'industrie de la houille paraît se défendre contre la crise, il n'en est pas de même des autres industries extractives. Les prix ont terriblement fléchi. Ils sont actuellement de quarante pour cent inférieurs aux prix d'avant-guerre. Comme conséquence les demandes de permis de recherches ont considérablement baissé.

Le Gouvernement Général a poussé ses dégrèvements au maximum. Les redevances superficielles ont été réduites de quatre-vingts pour cent pour le Zinc et de soixante pour cent pour l'Étain. Cela n'a pas empêché ces exploitations de souf-

frir beaucoup de la crise. Et on ne peut chercher à soutenir cette branche de la production, puisque tous les syndicats du monde ont échoué.

Les mines de zinc sont concentrées au Tonkin sur la rive gauche du Fleuve Rouge. Les plus importantes sont celles de Cho-Diên et de Trang-Da. Le minerai extrait est de la calamine, mais, depuis 1925, l'usine de Quang-Yên transforme une quantité de plus en plus grande de ce minerai. Le métal est exporté presque uniquement au Japon.

La production est passée par un maximum en 1926, avec 61.500 tonnes de minerai extrait, contenant 25.000 tonnes de ce métal. Cette année-là, 2.000 tonnes de métal déjà traité avaient été exportées. En 1931, l'extraction de minerai a atteint 18.000 tonnes, mais la quantité de métal traité a doublé.

Avant la crise, l'exportation se faisait sur les pays suivants :

Belgique	37 %
France	33 %
Allemagne	26 %
Japon	4 %

Actuellement, les exportations sont presque nulles. Peut-être l'accord franco-japonais de 1932 qui prévoit un régime de faveur pour nos minerais améliorera-t-il nos exportations sur ce dernier pays.

L'Étain a montré plus de stabilité et sa production était encore en croissance en 1930 (2.105 tonnes). Le massif granitique du Pia-Ouac dans le Haut-Tonkin recèle du minerai d'étain et de tungstène : cassiterite et wolfram. Le Laos renferme un autre gisement d'exploitation récente. Une fonderie installée près de Cao-Bang produit bon an mal an trois cents tonnes d'étain métal exporté en France. Il semble que la crise finie l'étain puisse devenir une richesse minière importante en Indochine.

Les Phosphates étaient exploités un peu partout comme en-

grais pour la riziculture locale. Mais leur production est tombée de 26.000 tonnes en 1930 à 3.800 tonnes en 1931. La raison en est la chute des cours et la ruine des riziculteurs.

L'industrie du *Ciment* est la seule qui conserve la place qu'il avait acquise. Cependant le marasme a sérieusement restreint le nombre des permis de construire. Ainsi, à Cholon, les permis sont passés de 866 en 1929 à 623 en 1930 et à 162 en 1931. La chute s'est accentuée encore en 1932. Mais, au prix de lourds sacrifices, l'industrie de la cimenterie a cherché des débouchés à l'extérieur, spécialement sur la Chine, Singapoure et Hong Kong. .

Nous avons signalé au passage les quelques industries de transformation naissantes. Mais elles représentaient peu de chose et la crise a encore restreint leur activité dans des proportions considérables.

Ainsi, dans leur ensemble, toutes les industries ont été touchées par la crise ; certaines même très fortement. Il ne pouvait en être autrement, vue la chute des prix mondiaux et étant donné qu'il s'agissait d'industries jeunes sans beaucoup de réserves. Un certain nombre d'entreprises ont fait faillite, les autres végètent en attendant des jours meilleurs. Seules se maintiennent les industries « abritées », soit qu'elles ne travaillent pas pour l'extérieur (briqueteries et brasseries), soit qu'elles jouissent d'un monopole de fait ou de droit (distilleries et compagnies de distribution d'électricité).

EFFET DE LA CRISE SUR L'ÉCONOMIE INDOCHINOISE

Dans cette étude détaillée de toutes les branches de la production et de l'industrie indochinoise, nous avons essayé de montrer dans quelle mesure chacune d'elles avait été atteinte par la crise. Et nous avons chaque fois dû conclure que, à des degrés divers, toutes avaient été durement touchées. Inévitablement, la richesse d'un Etat étant fonction de celle des particuliers qui la composent, le commerce extérieur de l'Indochine devait s'en ressentir, ainsi que ses budgets, tant locaux que généraux.

Dès 1930, les effets de cette dépression s'inscrivent dans le mouvement des échanges extérieurs.

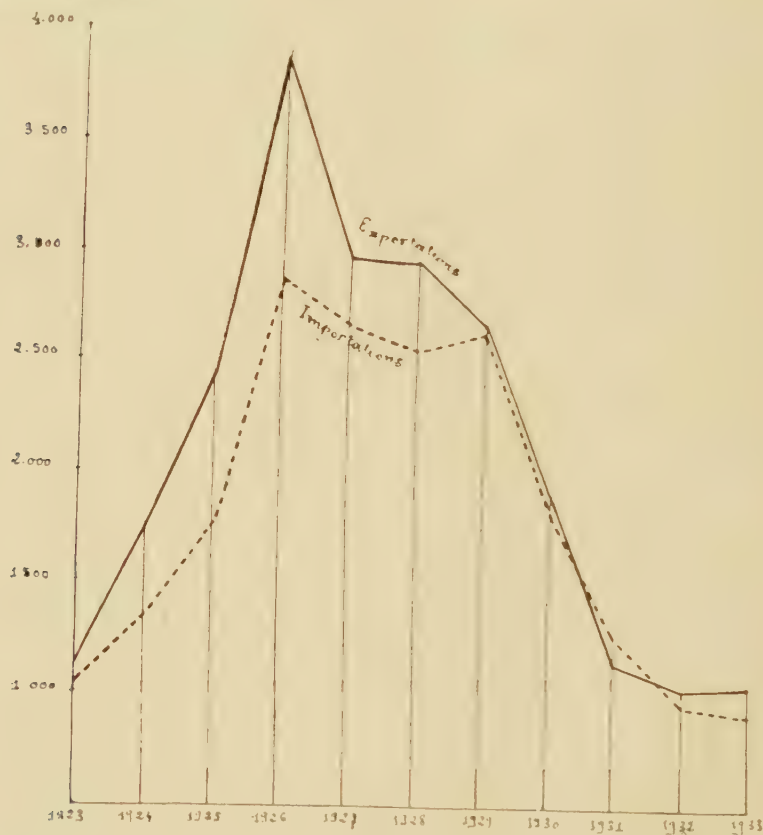
De janvier 1930 à janvier 1932, ainsi que le montre le graphique, le coefficient de baisse de la valeur des importations a été de 50,3 % et celui des exportations de 53 %, chiffres identiques à ceux de la métropole mais très inférieurs comme chute à ceux des Indes Britanniques et Néerlandaises. Pour la première fois depuis la guerre, la balance commerciale est négative en 1931. Le déficit est de 154 millions de francs, mais il importe de noter que cette même année les importations venues d'Allemagne à titre de prestations en nature, se sont élevées à 111 millions de francs, ce qui ramène en fait à 43 millions seulement le déficit de la balance commerciale.

Il est juste de dire que le tonnage avait baissé dans des proportions moins sensibles :

	1929	1931	
Importations ..	591.000 t.	444.000 t.	soit 25 % baisse
Exportations ..	3.287.000 t.	2.649.000 t.	soit 20 % baisse

En 1932, les deux courbes continuent à descendre, mais un peu moins rapidement, surtout pour les exportations. La nouvelle chute est de 25 % sur l'année précédente, pour les im-

Millions de francs.



portations, et de 11 % seulement pour les exportations. La balance redevient favorable avec 52 millions de francs d'excédent. Et en 1933, si les importations baissent encore de 6 % en valeur et en poids (ce qui prouve que les prix se stabilisent) les exportations remontent, modestement il est vrai (4 %).

Il faut, pour expliquer ces phénomènes, étudier brièvement de quoi se composent importations et exportations en Indochine.

Les importations se composent pour 70 % d'objets fabriqués :

Machines et métaux.

Tissus.

Objets divers. Tabacs.

Produits alimentaires européens.

Matières premières (Pétroles et charbons gras) — pourcentage très faible.

Les exportations sont, par ordre décroissant :

Riz.

Caoutchouc.

Produits miniers.

Objets fabriqués (tissus de soie, dentelles, nattes de jonc), 5 %.

Rien d'étonnant à ce que les importations continuent à diminuer, car les premiers des produits d'importation sont les machines et les métaux. Et nous avons vu la situation difficile de toutes les industries en Indochine et de toutes les exploitations rizicoles ou caoutchoutières. Celles qui tiennent encore ne font aucun achat de machines nouvelles et vivent sur leurs réserves. D'ailleurs voici quelques chiffres assez significatifs. Ce sont les importations de fers et aciers et de ferronnerie :

	Fers et aciers		Ferronnerie
1931	47.770 tonnes		33.612 tonnes
1932	25.927 —		3.133 —
1933	23.992 —		4.717 —

Enfin il faut signaler, dans les chiffres que nous donnons pour 1933 que, d'une part l'admission temporaire a été incorporée au commerce spécial, et que, d'autre part, les importations d'aciers, poudres, munitions pour l'armée et la marine n'y figurent plus.

Pour les exportations, au contraire, nous avons vu au cours de cette étude que l'exportation de riz avait sensiblement re-

monté en 1932, puis de nouveau en 1933. Celle du caoutchouc n'a cessé de croître ; et même, la pente a singulièrement augmenté ces deux dernières années. Les exportations sont passées de 27,5 millions de francs en 1932, à 56 millions en 1933. Quant aux produits miniers, l'accord franco-japonais et les exportations de houille sur la France ont un peu amélioré leur situation. Malheureusement il faut signaler que, dès 1932, les exportations avaient recommencé à croître en tonnage — 3.010.000 tonnes au lieu de 2.649.000 tonnes en 1931 — soit une augmentation de 13 %, alors qu'en valeur il y avait 11 % de baisse. Ce qui veut dire qu'une chute des prix très sensible a eu lieu, affectant particulièrement les exportations indochinoises. En effet, les indices en or des prix de gros sur la base de 100 en 1913 ont subi la baisse suivante :

	Indice or
1913	100
1930	123
1931	103
1932	93

1933 ramène les exportations, en poids, à ce qu'elles étaient en 1929 ; mais la valeur de ces exportations, en croissance cependant, n'atteint pas tout à fait la moitié du chiffre de 1929. C'est que, en effet, l'indice or a encore baissé puisque une augmentation de 7,4 % en poids n'a amené qu'une augmentation de 4 % en valeur.

Bien entendu tout ceci n'est pas sans avoir influé sur le trafic ferroviaire et maritime de l'Indochine. Pour les chemins de fer, l'insuffisance des recettes a été compensée par des compressions sévères et leur situation n'est nullement alarmante si on la compare à celle des réseaux français. Quant aux navires, le tonnage de ceux fréquentant les ports de l'Indochine reste supérieur à celui de 1928, mais le tonnage des marchandises débarquées ou embarquées a diminué dans la mesure du ralentissement des échanges.

Les années 1931 et 1932 marquent-elles le fond de la crise ? Les chiffres du commerce général de l'Indochine pourraient donner à l'espérer. Seulement cette donnée, bien que très importante, n'est pas suffisante, surtout pour un pays comme celui-ci où le commerce est relativement faible, même dans les bonnes années. En France, le chiffre du commerce est de 2.000 francs par habitant alors qu'il n'est que de 250 francs en Indochine. Cela tient à ce que l'économie fermée existe encore dans bien des régions. Par exemple, alors que la ligne du Yunnan baissait en 1930 de 6,89 % pour le trafic voyageurs, et de 20 % pour le trafic marchandises, les lignes exploitées par la colonie ne baissaient que de 3,7 % pour les voyageurs et 7 % pour les marchandises. Et M. Blanchard de la Brosse, alors directeur de l'Agence Economique de l'Indochine, en concluait que les échanges à l'intérieur tendaient à se maintenir.

Mais bien d'autres documents traduisent les difficultés de l'heure présente. Le bilan annuel de la Banque de l'Indochine où nous verrions que la circulation fiduciaire est à un niveau bas et le portefeuille peu sollicité. L'Enregistrement, dont les statistiques montrent que les droits perçus sur les ventes d'immeubles européens ont baissé de 50 % en trois ans et que ceux perçus sur les obligations hypothécaires fléchissent d'année en année. Que, par contre, les droits perçus sur les obligations relatives aux sûretés mobilières ou aux garanties personnelles sont passés du simple au double. Qu'il y a même augmentation sur les billets à ordre et les billets de change.

Donc l'endettement général se poursuit sur des garanties de moins en moins solides, particulièrement au Cambodge (à cause des commerçants chinois) et en Cochinchine (à raison des grandes exploitations). Tandis qu'au Tonkin la situation immobilière semble redevenue normale car ce pays vit économiquement en circuit fermé.

Plus intéressants encore sont les renseignements fournis par les budgets locaux et généraux de la colonie.

Le Budget Général a ses recettes ordinaires alimentées dans

la proportion de 90 % par les produits des trois grands services : Douanes et Régies, Enregistrement et Postes.

Le Gouverneur Général, dans un discours du 23 novembre 1931, remarquait que « l'Indochine était un des rares pays du monde dont le budget ait laissé, pour l'exercice 1930, un excédent ». Malheureusement, ce n'était plus vrai l'année suivante.

Les recettes douanières ont fléchi de 25 % en 1931 et celles des Régies en ont fait autant. Voici les deux derniers exercices :

	Douanes	Régies
1930	24.650.000 piastres	28.398.000 piastres
1931	18.956.000 —	21.822.000 —

L'ensemble des taxes perçues pour le Service de l'Enregistrement reflète exactement le cours accéléré de la crise :

1929	8.832.000 piastres
1930	8.585.000 —
1931	6.795.000 —

soit 21 % pour cette dernière année.

Seuls les services des postes, télégraphes, téléphones et radiotélégraphie ont montré une certaine résistance :

1929	4.069.000 piastres
1930	4.726.000 —
1931	4.484.000 —

En y ajoutant les revenus de capitaux, les produits des services administratifs et les produits divers, on obtient, pour les recettes ordinaires du budget général, les chiffres suivants :

1929	93.782.000 piastres
1930	100.245.000 —
1931	75.696.000 —

Il faut remarquer qu'en 1930, les recettes ont été augmentées d'un prélèvement de 5.500.000 piastres sur la Caisse de Réserve pour assurer l'exécution anticipée du programme des grands travaux ; ce qui ramène les recettes réelles à 94.745.000 piastres, soit 21 % de chute pour recettes de 1931.

Ce qui cause un déficit de 11.145.954 piastres sur les dépenses ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1931.

Le budget de 1932, dans ses prévisions de dépenses, accusait une réduction de 14,56 % par rapport aux prévisions de l'année précédente. Tous les chapitres, sauf celui de la dette, étaient en diminution. Cela n'a pas suffi et le Compte s'est soldé par un déficit :

Dépenses	90.856.247 piastres
Recettes	74.463.365 —
Déficit	16.392.882 piastres

Aussi, pour 1933, de nouvelles compressions ont été prévues. Car M. Pasquier ne voulait pour rien au monde que le déficit budgétaire ne devienne une habitude en Indochine. Et dans son discours du 2 décembre 1932, pour l'ouverture du Grand Conseil des Intérêts Economiques et Financiers, il expose sa politique de redressement. Le déficit à couvrir en 1933 était initialement de 14 millions de piastres auxquelles venaient s'ajouter 2.300.000 piastres pour les arrérages de la dette nouvelle. D'importants travaux exécutés sur fonds d'emprunt ont permis d'arrêter les travaux neufs : soit 3.400.000 piastres. Donc, le déficit était de 12.900.000 piastres. Or l'équilibre doit être recherché dans les retranchements et compressions et non dans de nouvelles charges fiscales plutôt aléatoires en ce moment. Compressions d'ordre général pour toutes les administrations, plus des mesures spéciales ramenant certains services à un niveau plus modeste.

« Les mesures d'ordre général comportaient la réduction des soldes du personnel présent en Indochine, la réduction des indemnités accessoires, le reclassement des fonctionnaires des cadres locaux indochinois au point de vue du droit au passage par mer, la suppression de l'indemnité de change aux pensionnés de toutes catégories, la suppression de l'abondement aux fonctionnaires en congé ou pensionnés de l'Inde ; la réduction

des dépenses afférentes aux automobiles administratives. L'économie escomptée de ces mesures s'élevait à 4.220.000 piastres.»

Les mesures particulières comprenaient la suppression ou le remaniement profond de certains services mis en rapport avec le ralentissement de l'activité générale. L'économie serait de 5.466.000 piastres.

Il restait donc 3.200.000 piastres à trouver. Elles ont été demandées au remaniement du tarif de plusieurs impôts de consommation (alcools européens, huiles minérales) et d'enregistrement.

Ce projet a été soumis au Département et approuvé sous réserve que l'on attendrait pour les fonctionnaires les décisions prises en France. Ce qui n'eut pas lieu, M. Pasquier ayant répondu que cette mesure était absolument indispensable et qu'il n'acceptait d'y renoncer que si le Parlement prenait à sa charge le déficit de l'Indochine. Et un arrêté du 18 janvier 1933 instituait une réduction générale et uniforme de 10 % sur tous les traitements et indemnités des fonctionnaires français et indigènes d'Indochine. Le Gouverneur Général, le Secrétaire général et le Directeur des Finances étaient diminués de 15 %. C'est une économie nette de sept millions de piastres.

Enfin, M. Sarraut, Ministre des Colonies, obtenait une réduction de 3 millions de piastres sur la contribution de l'Indochine aux dépenses militaires.

Ainsi les prévisions des dépenses ordinaires pour 1933 sont de 68.420.000 piastres, soit une diminution de 16,8 % sur le budget de 1932, et de 34 % sur celui de 1931.

Le discours de M. Pasquier se terminait par cette phrase qui résumait sa ligne de conduite : « Rétablissement de l'équilibre économique de l'Indochine par l'équilibre de son budget, l'équilibre de son commerce, l'équilibre de sa balance des comptes, grâce à quoi sa monnaie ne sera pas jetée dans la sarabande des monnaies errantes. »

Les résultats de l'exercice 1933 ne nous sont pas connus. Mais quels qu'ils soient on ne saurait trop admirer l'énergie avec laquelle le Gouvernement général a cherché à redresser

la situation budgétaire. Il ne faut pas oublier qu'il l'a fait en soutenant le plus qu'il était possible tout ce qu'il était nécessaire d'aider, aussi bien au point de vue agricole qu'industriel et commercial. Nous avons vu au cours de nos études particulières ce qui avait été fait pour chaque produit. Rappelons seulement que le caoutchouc bénéficiera d'un soutien total de cent millions de francs, pour les jeunes plantations, sans compter les primes à l'exportation dont le Budget général a assumé seul la charge avant la création de la Caisse de compensation et dont il sera, peut-être, remboursé un jour. Pour le riz, une garantie de deux cents millions de francs a été accordée aux caisses de crédit agricole. En 1932, le montant des prêts accordés par ces caisses a atteint 125 millions de francs, ce qui portait leur endettement total envers la Banque de l'Indochine à 115 millions (plafond de l'endettement : 120 millions). Comme ces avances de la Banque portaient intérêt (7,5 millions d'intérêts en souffrance), le Gouvernement général, sur les 200 millions précités, a commencé par rembourser la Banque. Les prêts de campagne et de moisson se sont élevés en 1932 à 16,5 millions, dont à peine 30 % sont rentrés après la récolte.

On sait que le café (avances 334.000 piastres, primes 78.700 piastres), le thé, le sisal, ont bénéficié de mesures analogues à celles prises pour les autres cultures. Un emprunt de 170 millions, garanti par le Gouvernement général, a été consenti à l'Office de soutien de la production agricole, et un emprunt de cent millions dans les mêmes conditions au Service des prêts fonciers à long terme. En outre, en deux ans, 1.200 familles errantes ont été fixées en bordure du canal de Rach-Gia-Hatien. Les résultats sont encourageants, mais l'administration qui a créé ces villages de colonisation doit encore les soutenir.

De plus, nous avons vu que le budget de 1933 ne prévoyait aucune dépense pour les grands travaux neufs. Mais le chômage étant un grave danger, le Gouvernement général n'a pu le faire que parce que les grands travaux n'ont pas cessé, bien

au contraire, puisque nous avons signalé le prélèvement de 55 millions fait en 1930 sur la caisse de réserve pour l'exécution anticipée du programme. Depuis, ils ont été poursuivis sur un fonds d'emprunt dont les trois quarts leur ont été affectés. Cet emprunt, fort important puisqu'il s'agit d'un milliard de francs, a été réalisé en deux tranches — 500 millions en 1931 et la même somme en 1932. — Rappelons enfin les dégrèvements importants (40 %) sur la taxe de sortie du riz, et ceux, encore plus importants (60 % et 80 %) sur les redevances superficielles des mines de zinc et d'étain.

La contre-partie de tous ces emprunts, de toutes ces avances, de tous ces prêts, liés à la volonté ferme d'un budget en équilibre a été, nous l'avons vu, un régime de restrictions sévères qui, n'épargnant personne, a suscité bien des réclamations et bien des critiques. Réclamations et critiques qui faisaient dire à M. Pasquier, quelques semaines avant sa mort : « Certes ce n'est pas de gaieté de cœur que j'ai signé toutes les mesures qui devaient contraindre tant d'intérêts particuliers à capituler devant l'intérêt général. Mais la conviction réfléchie où j'étais d'agir pour le seul bien public m'interdisait toute hésitation, toute défaillance. Et maintenant qu'apparaissent les premiers symptômes d'un redressement prochain de l'économie indochinoise, je demande à l'opinion publique de se recueillir et de faire le point. N'ai-je pas eu raison de rester obstinément sourd aux objurgations de ceux qui, de tous les coins de l'horizon, préconisaient, soit par intérêt, soit par aveuglement doctrinal, les expériences les plus aventureuses ? »

Ces « expériences aventureuses » que le Gouvernement général refusait de faire en Indochine sont, nul ne l'ignore, la dévalorisation de la piastre sous ses différentes formes. C'est un sujet d'actualité brûlante, discuté passionnément en Indochine et même en France par tous ceux qui s'intéressent aux choses de notre grande colonie. Une étude aussi impartiale que possible des principales thèses en présence trouve ici tout naturellement sa place, à la fin d'une étude qui s'efforce d'être complète, sur la situation actuelle de notre Indochine.

LA QUESTION MONÉTAIRE

Pour bien comprendre le problème tel qu'il se pose actuellement, il est nécessaire de faire d'abord un rapide historique des variations de la piastre indochinoise.

Nous ne parlerons pas de la piastre avant la guerre, encore que le Gouverneur général Doumer eût déjà dénoncé le péril que présentait une monnaie qui n'en est pas une, spécialement dans les rapports entre l'Indochine et la métropole.

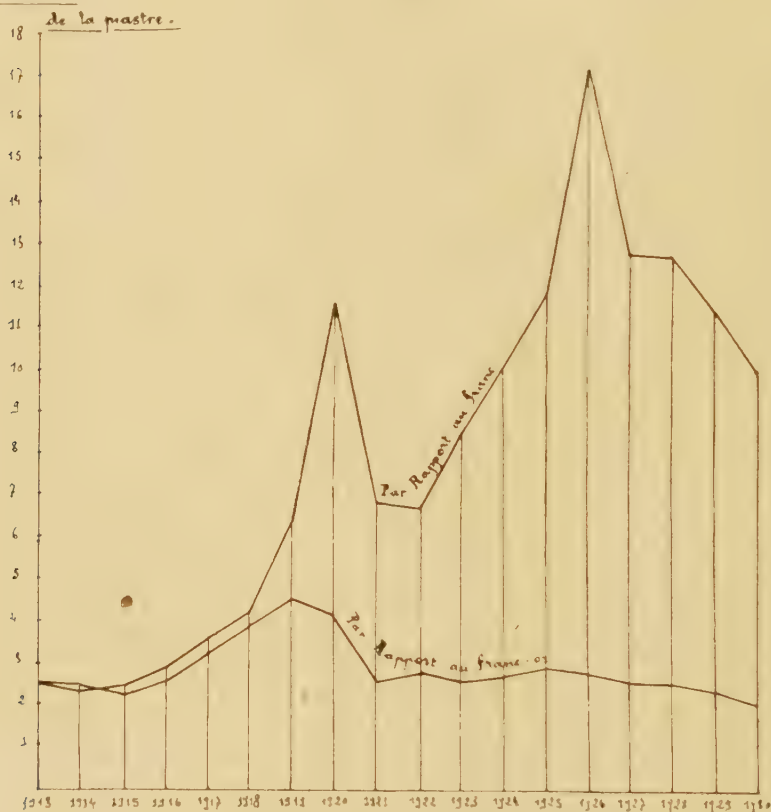
La piastre indochinoise n'était qu'une marchandise, un certain poids d'argent fin soumis à toutes les variations — et elles furent nombreuses — du cours de ce métal. Aussi, bien que monnaie saine en régime intérieur (la frappe et l'exportation était interdite), la piastre avait, vis-à-vis de l'étranger, le caractère d'une monnaie de papier.

Or en 1919 se présenta une situation particulière du marché de l'argent. La Banque de l'Indochine, qui est la banque d'émission, n'avait pu obtenir du gouvernement américain, ni directement, ni par l'entremise du gouvernement français les quantités d'argent qui lui étaient nécessaires. En effet, les Etats-Unis reconstituaient en vertu du Pittman Act les stocks d'argent vendus pendant la guerre. L'interdiction de sortie de l'argent ne fut levée qu'en mai 1919 et les importantes demandes venues d'Asie relevèrent considérablement les cours.

Mais les riziculteurs indochinois souffrirent particulièrement de cette mesure car la pénurie d'argent en Indochine fut telle que dans les premiers mois de 1919 la piastre, au

cours de 5,25 francs s'avérait une monnaie quarante ou cinquante pour cent plus chère que celle des pays voisins. Le Comité de l'Indochine obtint du Ministre des Colonies qu'une commission présidée par M. Outrey étudierait les moyens de stabiliser la piastre. On lui substitua une commission inter-

Variations



ministérielle qui, après consultation de nombreuses chambres de commerce et syndicats indochinois, réunit un accord complet sur le point suivant : arrêter la hausse de la piastre en décrétant le cours forcé des billets de banque.

A ce moment se produisirent les trois phénomènes suivants :

La hausse des cours du métal argent provoquée par les demandes considérables de l'Asie (89 pence l'once le 12 février 1920).

La baisse du franc (la livre passe de 30 francs en mai 1919 à 66 francs en avril 1920).

La hausse des cours du riz, provoquée par les mauvaises récoltes des autres pays. (De 500 francs en mai 1919, la tonne passe à 4.000 francs en février 1920.)

Le total de ces trois phénomènes, à première vue indépendants, s'inscrivit dans les cours de la piastre ainsi que le montre le graphique. Et encore ce dernier ne donne-t-il que des moyennes annuelles, mais certaines variations mensuelles ou journalières furent beaucoup plus fortes. La piastre qui valait 8 francs en septembre 1919, passe à 11 francs en décembre et 16,50 francs en février 1920.

Donc la monnaie était chère et elle abondait. Les Européens convertissaient en francs de plus en plus nombreux les piastres qu'ils ne dépensaient pas, vendaient leurs immeubles aux indigènes, aux Chinois, aux Japonais ; les magasins ne désemplissaient pas et les importateurs réalisaient des chiffres d'affaires inespérés. Evidemment nul ne désirait plus que la situation changeât. Et lorsqu'en janvier 1920, M. Long vint au Gouvernement Général de l'Indochine avec mission d'établir le cours forcé, il fut très mal accueilli. L'hostilité fut telle que le cours forcé ne fut établi que le 27 mars 1920, et que, aussitôt, des télégrammes de toutes les chambres de commerce, d'agriculture, de tous les syndicats protestèrent contre toute mesure ayant pour effet de faire baisser artificiellement le cours de la piastre.

A ce moment les riziculteurs ne trouvaient pas la piastre trop haute (15,50 francs) parce que, comme nous l'avons vu, la tonne de riz était passée à 4.000 francs, que l'Indochine

était la seule à exporter du riz, et que les acheteurs, disposant d'une monnaie chère, payaient le prix fort.

Mais le Gouverneur Général ne perdait pas de vue la mission, qu'il avait reçue, d'étudier les moyens de rattacher l'Indochine à l'économie métropolitaine. Il constitua une Commission Monétaire Indochinoise dont le rapport préconisait l'adoption de l'étalon-or (2 août 1920). Ce sont ces travaux qui servirent de base à la réforme récente.

Mais le Gouvernement français estima impossible d'instaurer dans une colonie l'étalon-or avant que la métropole y soit revenue. On retarda donc cette réforme jusqu'à la stabilisation du franc (23 juin 1928), ce qui est heureux pour l'Indochine qui n'eut pas à subir le contre-coup de la crise monétaire française de 1926.

La stabilisation française du 23 juin 1928 fit tomber l'objection émise par le Gouvernement français. De plus, la chute de plus en plus accentuée des cours de l'argent à partir du début de 1929 rendait urgente la réforme monétaire indochinoise. Une convention fut signée le 16 novembre 1929 en même temps que l'accord touchant le renouvellement du privilège de la Banque de l'Indochine. Cette convention contenait des clauses techniques réglant la prise en charge et la réévaluation pour le compte du Gouvernement général de l'encaisse-argent et des avoirs extérieurs de la Banque. Mais l'essentiel de la Convention était l'instauration, lorsque certaines conditions de sécurité monétaire auraient été réalisées, d'un régime transitoire de stabilisation de fait de la piastre, garantie par une encaisse-or et des devises-or. La Banque s'engageait à acheter ou à vendre des francs au comptant ou à vue pour les besoins normaux du marché à des cours ne s'écartant pas plus de un pour cent du taux de base notifié par le Gouvernement français. La décision de la stabilisation de fait fut prise au début de janvier 1930 et le cours de base de dix francs fut notifié à la Banque de l'Indochine.

Le stock d'or et les devises or de la Banque constituaient

une couverture suffisante dès cette époque. Il fut encore accru les mois suivants, et le 31 mai 1930, le Président de la République signa un décret définissant la piastre : 665 milligrammes d'or fin au titre de 0,900. La Banque est tenue d'assurer aux porteurs et à vue la convertibilité en or de ses billets. Mais elle a la faculté de ne le faire que pour un minimum de 50.000 piastres. La proportion de l'encaisse (lingots et devises) ne peut descendre au-dessous du tiers des engagements à vue de la Banque. Enfin des dispositions furent prises pour le retrait des vieilles pièces et la frappe éventuelle de monnaies divisionnaires en argent.

L'extension récente du marché de la piastre sur la place de Paris en limite plus étroitement les fluctuations. Les gold-points d'entrée et de sortie sont actuellement, pour cent piastres : 1.014 et 996.

La loi de 1931 qui renouvelait le privilège de la Banque de l'Indochine a porté son capital à 120 millions de francs.

Disons enfin que son stock-argent fut racheté par la Banque de France et servit à la frappe des nouvelles pièces françaises.

Voilà l'état actuel de la monnaie indochinoise. Remarquons, avant toute discussion, que la stabilisation à dix francs représente une dévaluation nette de 20 % sur les cours d'avant-guerre (2,50 francs or).

On sait que nombreux sont ceux qui, en Indochine, voudraient voir la piastre descendre à un taux plus bas que les dix francs actuels. Ceux qui le demandent sont d'abord les riziculteurs, ensuite tous les autres exportateurs, plus évidemment tous ceux (et ce sont souvent les mêmes) qui, fortement endettés en piastres verraient leur dette réduite dans la mesure où la piastre serait dévalorisée. Mais écartons tout de suite cet argument des défenseurs de la piastre à dix francs; car s'il est possible que certains ne réclament la déstabilisation, sous couvert de favoriser les exportations, que pour alléger leur dette, il en existe beaucoup d'autres qui, honnè-

tement, voient dans cette mesure un moyen d'atténuer la crise grave que traverse actuellement l'Indochine.

Trois méthodes de dévaluation sont en présence :

1° Dévalorisation pure et simple par réduction de la teneur en or ;

2° Dévaluation avec maintien d'une relation entre la piastre et l'or à un taux périodiquement révisable ;

3° Retour à l'étalon-argent.

Le premier procédé n'est que la correction de l'erreur faite en stabilisant trop haut en 1930 ; ou l'adaptation à une nouvelle situation. En tous cas on conserverait les mêmes règles strictes du gold standard. Règles strictes dont le bienfait a été tant discuté par les Etats-Unis d'abord, puis par la Grande-Bretagne sans que leur bonne foi paraisse très évidente. Nous ne pouvons en entamer ici la discussion. Rappelons seulement la réponse de M. Moret, Gouverneur de la Banque de France : « Nous considérons la convertibilité en or non comme une discipline surannée, mais comme une discipline nécessaire. Nous voyons en elle la seule garantie efficace de la sécurité des contrats et de la moralité des transactions ».

Le deuxième procédé, au contraire, est exactement la méthode américaine actuelle. C'est de l'économie dirigée, dans ce qu'elle a de plus dangereux ; car, agir sur la monnaie d'un pays, c'est agir sur toutes les branches de l'activité économique du pays par des répercussions combien difficilement prévisibles. Pour notre part, nous élevons les réserves les plus graves contre un pareil procédé, et les expériences tentées ne paraissent pas, jusqu'ici, devoir nous démentir.

Le troisième procédé paraît avoir la préférence de beaucoup de ceux qui regrettent que l'Indochine s'oriente vers le marché métropolitain, délaissant ceux des pays voisins.

Quels sont les avantages qu'espèrent obtenir les partisans de la dévaluation de la piastre ?

Le riz se vend à perte, et c'est l'abandon de l'argent qui

est cause de la chute des prix. Or, disent-ils, le retour à l'étalon-argent doublerait la rétribution des riziculteurs sans que ces derniers voient leurs frais généraux — en particulier les salaires — augmenter d'une piastre.

Un autre argument, le plus fréquemment employé, est que la Chine est le principal acheteur de riz indochinois, que sa monnaie argent ne lui permet plus de commercer avec un pays à monnaie-or. De même pour le Japon.

Enfin M. Outrey, dans un rapport où il donne les raisons pour lesquelles il est lui aussi partisan de l'étalon-argent, reprend les raisons énoncées ci-dessus et y ajoute la suivante : le prix du riz est relativement stabilisé par rapport à l'argent. L'Indochine a connu 73 années de prospérité avec l'étalon-argent alors qu'elle ne connaît que ruines et marasmes depuis qu'elle a adopté l'étalon-or. Qu'enfin le Japon, le Siam, les Indes, la Birmanie et les Philippines ont dévalué leur monnaie.

Après une multitude d'articles, conférences, discours faits en Indochine sur ce sujet, la question a été agitée en France. Une commission fut chargée en 1933 d'examiner les répercussions des fluctuations de l'argent métal sur la situation économique de l'Indochine. Cette commission ministérielle, présidée par M. Germain-Martin, comprenait MM. Dukoin, Lacour-Gayet, Nogaro, Piétri, Thion de la Chaume, Outrey. Après une étude approfondie au cours de laquelle furent entendus trois délégués de la Cochinchine : MM. Nguyen-Phan-Long, Tran-Nhu-Lan, Tran-Van-Sang, la commission a conclu par le rejet de toute manipulation monétaire — M. Outrey en étant le seul partisan — et cette solution conforme aux idées du Gouvernement général, fut adoptée par le Ministre des Colonies.

Voyons brièvement les arguments qui ont entraîné cette décision. On peut les classer en deux catégories ; les arguments généraux et ceux qui sont particuliers à l'Indochine.

Le premier des arguments est qu'une dévaluation peut être

parfois un mal nécessaire, mais est toujours un mal. La première qualité d'une monnaie est sa stabilité et un gouvernement doit tout faire pour l'assurer. Au contraire l'abandon de la stabilité est un remède artificiel dont l'effet est très passager, et le pays se retrouve devant les mêmes problèmes mais, en général, aggravés. On prétexte l'exemple du Siam ou de la Birmanie que la chute de la livre entraîna à dévaluer leur monnaie, mais pour le Siam notamment sa situation actuelle ne paraît pas très digne d'envie. Au contraire, les Indes Néerlandaises, malgré la chute du caoutchouc, ont maintenu leur florin et ne paraissent pas devoir s'en repentir. Enfin les partisans de toute dévaluation sont dangereux par le fait même de leurs paroles et de leurs écrits. Cela cause une incertitude grave favorisant une fuite accélérée des capitaux et une spéculation boursière parfois très vive. Et cela, aucun pays placé dans le cas de l'Indochine n'en a été exempt. Que l'on se rappelle les terribles manœuvres boursières au moment de la chute du franc. Et, bien entendu, si de pareilles manœuvres se produisaient en Indochine, ceux-là même qui réclament le plus de désolidariser la piastre du franc seraient les premiers à exiger de la métropole qu'elle soutienne les cours de la piastre. Contre le retour à l'étalon-argent en particulier, nul n'ignore les écarts considérables des cours de l'argent depuis une centaine d'années. Nous avons signalé un peu plus haut la politique des Etats Unis après la guerre. Tout le monde sait que ce pays, le principal producteur d'argent du monde, n'a pas encore accepté l'aviilissement de ce métal et cherche par tous les moyens à le revaloriser. Tandis que le sénateur Borah chante les louanges de la valorisation de l'argent-métal, le sénateur Hayden propose par un bill que les dettes de guerre soient payées en argent. Il ne paraît pas indiqué que nous nous associions à cette manœuvre dirigée contre les pays qui, comme le nôtre, ont su par leur travail et leur épargne se constituer de fortes réserves d'or. D'autant qu'une revalorisation brusque de l'argent, si les Etats-Unis réussissent, irait

à l'encontre du but poursuivi par les partisans du retour à l'étalon-argent en Indochine.

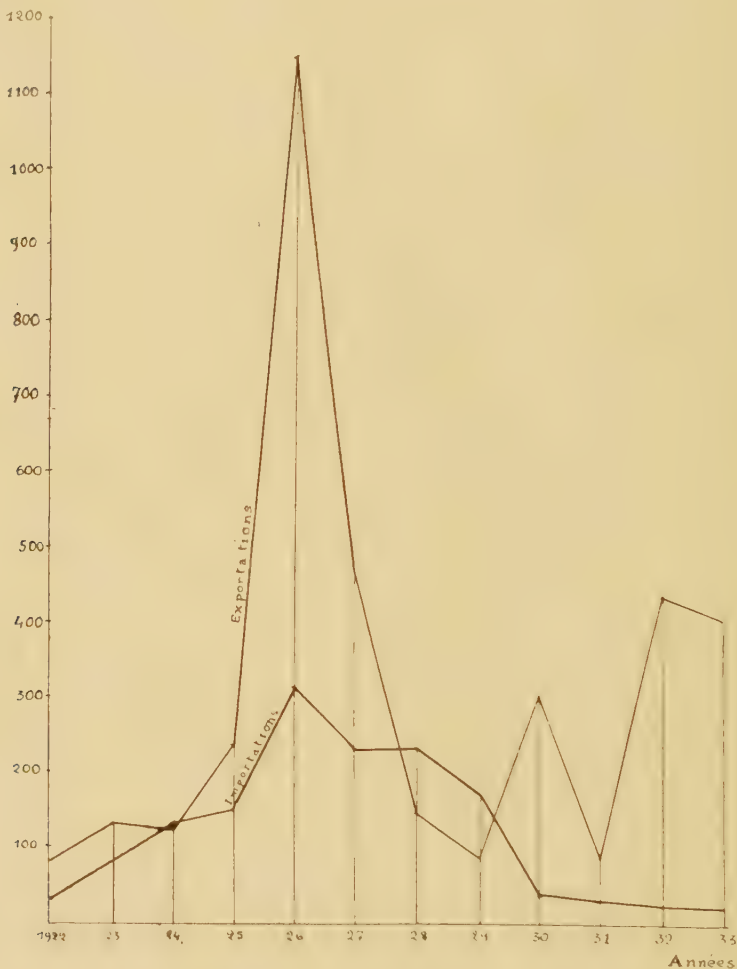
Si nous en venons aux arguments particuliers à l'Indochine, le rapport de la commission relève avec raison qu'il est inexact de soutenir que cette colonie gravite principalement dans le monde économique d'Extrême-Orient. Il faut à ce sujet dire quelques mots de cette question que nous avons déjà abordée à propos du commerce du riz et dont la place normale serait avec l'étude du commerce général de l'Indochine. Mais nous avons préféré la réserver pour maintenant, car c'est le principal argument des partisans de la piastre-argent. La Chine, disent-ils, principal acheteur du riz indochinois, ne peut plus le faire depuis que l'Indochine possède une monnaie trop chère.

Ce qui caractérise le commerce de l'Indochine avec la Chine, au moins pour ses exportations, c'est sa parfaite irrégularité, ainsi que le montre le graphique. C'est que, depuis des années, la Chine est un pays troublé en proie aux luttes intérieures et extérieures que l'on sait. De plus la Chine doit chaque année se procurer les lingots d'argent nécessaires au règlement de sa balance des comptes, ce qui la rend tributaire des Etats-Unis qui cherchent à assurer leur emprise. Et, lorsque ce dernier pays souscrit un emprunt chinois, comme il l'a fait tout récemment, à condition que l'argent ainsi obtenu servirait à des achats de marchandises américaines (blés), on comprend que cela amène des perturbations dans les rapports économiques de la Chine avec les autres pays. Notamment avec l'Indochine, dont les exportations sur la Chine passent de 1.126 millions de francs en 1926 à 87 millions en 1929. Elles ont été de 400 millions en 1933, en diminution de valeur sur l'année précédente, bien que le tonnage ait augmenté (cours du riz en baisse). Quant aux importations, elles ont régulièrement décrû de 1926 (310 millions) à 1933 (20 millions).

A signaler que les exportations sur la Chine étaient, avant la guerre, inférieures aux importations. Or le graphique mon-

tre qu'en 1933 elles ont été vingt fois supérieures. Comment se fait-il que ce soit justement le pays à change haut qui

Millions
de francs



vende 400 millions de marchandises à un pays à change déprécié et ne lui en achète que pour 20 millions ? Ce qui prouve, en passant, que les lois économiques ne sont pas immuables et qu'on peut avoir une monnaie telle que la désire

l'Indochine et ne pas voir ses ventes augmenter. La raison en est, outre l'insécurité des transactions particulièrement accusée en Chine, que ce pays ne fournit pas ce dont l'Indochine a le plus besoin et qu'elle ne peut trouver qu'auprès des pays d'Europe et, dans une certaine mesure, au Japon.

Pour ce dernier pays, nos relations, beaucoup plus régulières, étaient fortement entravées par notre régime douanier trop strict et mal adapté à un marché extrême-oriental. Nos importations ayant décliné assez régulièrement depuis 1926 (89 millions de francs cette année-là et 13 millions en 1931), nos exportations qui étaient beaucoup plus importantes (364 millions en 1926) sont tombées à 49 millions en 1931. Mais cela tient, indépendamment de la crise, à un esprit de représailles contre nos tarifs douaniers qui, jusqu'en 1932, étaient ceux du tarif général français. L'accord franco-japonais de novembre 1932 améliorera sans doute les échanges entre Indochine et Japon.

Il n'en reste pas moins que la Chine est un client fort peu sûr, d'une honnêteté très relative en matière commerciale ; et la diminution de ses achats de riz ne provient pas seulement de la baisse de sa monnaie. Enfin, elle ne peut fournir à l'Indochine ce dont elle a besoin (machines, outillage, automobiles, etc...). Et si le Japon peut dans une certaine mesure les lui fournir, il est incontestable que la France est de beaucoup le principal client, absorbant 40 % de la récolte de riz, la totalité de celle du maïs, et plus des deux-tiers de celle du caoutchouc. Cela ne saurait d'ailleurs être autrement, car les capitaux investis en Indochine sont français pour la plus grande part (cinq milliards) et les intérêts doivent normalement être payés par des exportations sur la métropole.

Une dernière considération pour le maintien du statu quo monétaire est la répercussion que la mesure demandée aurait sur le budget général et les budgets locaux. Pour le premier, le déficit serait d'environ 10 millions de piastres, et, pour les seconds, le maintien de leur équilibre exigerait une majora-

tion de l'impôt d'au moins 30 %. Or c'est peut-être là que se trouve le point névralgique de la crise indochinoise, et je m'étonne de n'avoir nulle part rencontré cet argument dans les écrits ou les discours des partisans de la dévaluation. Mais nous avons eu la bonne fortune de parler avec un certain nombre d'annamites de toutes les régions et de tous les âges qui venaient servir en France dans l'armée. Et ce qu'ils disaient reflétait l'opinion du nha-quê de là-bas, savoir que l'impôt devient de plus en plus difficile à payer. Or le paysan peut vivre, mais il est certain que l'impôt personnel, lourd en effet, devient encore plus lourd avec les bas prix pratiqués actuellement pour le riz. Il est évident qu'une diminution de la valeur nominale de la piastre soulagerait d'autant tous les paysans, mais bien entendu à condition que l'impôt ne soit pas augmenté. Il ne nous semble pas pour notre part qu'une mesure aussi grave et aussi complexe que de changer la monnaie soit nécessaire pour remédier à ce danger. Mais on aurait tort de le considérer comme négligeable car, symptôme grave, les autorités villageoises étant chargées de la rentrée de l'impôt, plus personne ne veut exercer ces fonctions, ce qui ne s'était jamais vu. Il y a là une possibilité de trouble et de mécontentement dont il ne faut jamais se désintéresser dans ce pays où tout foyer est guetté et soigneusement entretenu par les éléments communistes qui, de Moscou ou de Canton, sont à l'affût.

CONCLUSION

Nous ne voulons traiter ici aucun problème politique. Nous nous en sommes abstenus soigneusement au cours de cette étude que nous avons voulue économique seulement. Cependant, pour avoir essayé de montrer que l'Indochine a ses intérêts principaux en Occident, il ne faudrait pas croire que, hors l'Indochine, la France doive se détourner de tous les autres problèmes extrême-orientaux. Elle ne le peut pas, comme membre de la Société des Nations d'abord, mais aussi parce qu'elle possède des intérêts économiques considérables en Chine : des chemins de fer, de splendides concessions (celle de Shanghaï est la plus importante de toutes les concessions européennes), un territoire à bail, des propriétés foncières assurant la vitalité et la durée de nos missions religieuses ou laïques, de nos œuvres de bienfaisance et d'enseignement. Des intérêts moraux plus considérables encore, car la France, appuyée sur son Indochine, représente, dans ces pays troublés qui cherchent leur voie, un élément d'ordre et de probité dont l'abandon serait un aveu de décadence.

Donc, en Chine, des intérêts considérables. En Indochine, les intérêts vitaux que nous avons montrés. Or on sait que l'Annam n'est sous notre influence que depuis deux générations, trois au plus. Et auparavant ? La France d'Asie était reliée à sa voisine par des affinités ethnographiques et mentales si fortes que tout ce qui était lettré n'écrivait que le Chinois — l'écriture annamite date du missionnaire Alexandre de Rhodes au ^{xvii}^e siècle. — D'ailleurs 500.000 Chinois de race

pure y vivent en congrégations vivaces qui conservent la liaison avec leur pays d'antique civilisation.

Et que pense la Chine de l'influence française ? Le « Triple Démisme » du célèbre Sun-Yat-Sen nous renseigne à cet égard. La Chine, dit-il, s'élevant au niveau du Japon, recouvrerait sa position prépondérante. Que fera-t-elle alors ? « Lorsque, devenus forts, nous songerons à ce que nous avons souffert sous la domination politique et économique des puissances et que nous verrons les peuples plus petits et plus faibles subir un traitement identique, nous nous lèverons pour écraser l'impérialisme étranger... » Et ces peuples plus petits, Sun-Yat-Sen le dit par ailleurs, ce sont l'Annam subjugué par la France, la Birmanie par l'Angleterre, la Corée par le Japon...

Inutile donc de chercher à se leurrer puisque le Triple Demisme est le bréviaire du gouvernement de Nankin et que nos droits les plus légitimes — l'exterritorialité, nos concessions et le territoire de Kouan-Tcheou-Wan, nos missions religieuses — sont spoliés chaque fois qu'il est possible, au mépris de tous les traités. Pour notre Indochine, on ne peut s'étonner qu'un accord tacite, sinon formel, unisse le Kouo-Min-Tang à tout ce qui dans l'Annam se déclare anti-français. Un seul exemple : un mausolée élevé à Canton qualifie de « héros de l'Annam » l'annamite qui, au cours d'une visite officielle, tenta en 1924 d'assassiner le Gouverneur général Merlin. D'ailleurs, et c'est peut-être là le plus grave, la Chine officielle qui se rendrait compte de son intérêt immédiat, n'a plus le contrôle des événements. Guerres intestines, coups d'état, proclamations d'indépendance, recrutement incessant de troupes jamais licenciées, achats d'armes perpétuels... tout se conjugue pour rendre plus irrémédiable la dissolution de l'Etat chinois. Le monde entier s'est d'ailleurs ingénié à maintenir ce militarisme qui submerge tout. Ce ne sont plus que des féodaux sans scrupules aux fortunes fabuleuses faites aux dépens de la masse toujours exploitée. Cette anarchie a fait le lit du communisme. Tout le centre est soviétisé et ce mal

gagne en surface et en profondeur. Nous avons sous les yeux une carte de la Chine où les zones soviétisées ou d'influence communiste couvrent plus des trois-quarts du territoire. Or tout le monde sait combien l'anarchie est contagieuse... et agressive. C'est sur nos frontières une menace de piraterie continuelle ; et une menace plus lourde encore d'intrigues nouées dans l'ombre au cœur de notre colonie : l'Annam.

La présente situation de la Chine est donc pour la France d'Asie une cause incessante de préoccupations et d'alertes. Et c'est précisément cette situation qui, suivant les termes formels du Rapport de la Commission d'enquête internationale, a été la cause première du conflit sino-japonais.

La Chine a-t-elle profité de la dure leçon ? On peut en douter car rien n'a changé. Ou du moins l'apparence seule a changé. Car, dans la réalité, à qui le Kouo-Min-Tang a-t-il fait appel pour la réorganisation de son armée ? A la seule puissance disqualifiée par les traités : à l'Allemagne. Soixante officiers et sous-officiers ayant à leur tête le général Von Seekt, ancien commandant de la Reichswehr, travaillent à quel but **anti-colonial** — pour ne pas dire plus — on peut le penser ?

Le conflit sino-japonais n'a-t-il pas eu d'autres conséquences ? Il a d'abord porté un tel coup au gouvernement de Nankin par la perte de la Mandchourie, que l'œuvre d'unification tentée est condamnée à mort. Et l'on peut prévoir, à travers les guerres civiles et l'anarchie, une nouvelle étape dans la voie du communisme. Ensuite peut-on prévoir les conséquences de l'échec diplomatique de Genève ? Comment la Chine ferait-elle désormais crédit à la justice et à l'autorité de l'Europe qui a mis dix-huit mois à lui faire perdre la face, disait M. Dubosc : « Voilà un pas de clerc qui vaudra aux puissances un peu plus de haine et un peu plus de mépris. » Enfin, qu'en pensent de leur côté la Russie et le Japon ? Si l'on peut violer impunément l'intégrité chinoise, pourquoi se gêner ? Quelles nouvelles guerres en puissance menaceront la paix du monde

et desquelles la France, gardienne des traités, ne saurait se désintéresser.

Alors y a-t-il une solution ? Et laquelle ? La France s'est jusqu'ici contentée de défendre dans la mesure du possible ses droits et prérogatives. Nous avons eu raison, mais c'est une politique négative et aucun plan constructeur n'a été établi. Or il est certain que l'idée de laisser la Chine maîtresse de sa transformation, comme l'a voulu la conférence de Washington en 1920, s'avère chimérique. La seule solution acceptable est celle du rapport de Lord Lytton, président de la commission d'enquête internationale de 1932. S'appuyant sur les déclarations mêmes de Sun-Yat-Sen, il conclut à une « Coopération internationale temporaire pour la reconstruction intérieure de la Chine ».

Nous ne prétendons pas ici exposer les détails de cette coopération. Il suffit de se souvenir de ce qui fut fait au Siam : conseillers financiers, juridiques et techniques au siège de chaque province : gendarmerie internationale contrôlant les voies ferrées, démilitarisation par licenciement des troupes régulières et destruction des irréguliers, programme de voies de communication... Travail à accomplir province par province en commençant par la côte. Ce sera long sans doute, mais l'enjeu en vaut la peine.

Quant aux pays de qui doit venir cette initiative, c'est sans conteste la France et l'Angleterre. Ces deux pays sont les seuls à ne pas avoir d'intérêts divergents en Chine car ils n'ont que des droits acquis à défendre. Le premier rallierait le Japon, le second les Etats-Unis et les autres suivraient obligatoirement. La Chine elle-même consentira car elle est lasse de son gouvernement, a des besoins d'argent et ne demande qu'une chose : qu'on lui sauve la face. Mais le premier acte revient à la diplomatie française qui doit gagner l'Angleterre à son point de vue. Les Anglais qui ont été là-bas comprennent d'ailleurs fort bien ces choses et la France affirmera une fois

de plus sa volonté d'être toujours, et quelles qu'en soient les difficultés, à la tête de toutes les initiatives susceptibles d'affermir la paix du monde.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

E. CHARLÉTY.

Vu : *Le Doyen,*

Edgard ATHIN.

Vu et approuvé :

Ce 3 octobre 1934,

Le Président de Thèse,

René MAUNIER.

TABLE DES MATIÈRES

Avant propos	1
L'Indochine et l'effort français avant la crise	3
Le Riz	15
Le Caoutchouc	47
Autres produits de culture	74
Elevage et Pêches	81
Forêts	84
Mines et Industries	87
Effet de la crise sur l'Economie indochinoise	93
La question monétaire	103
Conclusion	115
